Première édition très rare.

Cet exemplaire est Complet; il est conforme à celui de la bibliothèque nationale qui a appartenu à l'abbé de Veyrac et portera signatures. On a ajouté à la fin de l'exemplaire quelques pages manuscrites contenant la copie des lettres patentes de plusieurs rois, portant Confirmation des Coutumes.

La Bibliothèque nationale possède un manuscrit coté N° 1481, qui contient les Coutumes de Bordeaux, de Bergerac et de Gazadois. Le manuscrit contient aussi une chronique d'une partie du XIVe Siècle.

Raissard (Edit. du Panthéon)
T. 1er, pag. 187.

E. Crelier, avocat à Bergerac, puis Conseiller au parlement de Bordeaux et chambre de l'édit de Guienne est le traducteur des Coutumes de Bergerac. J'ai trouvé la signature de Crelier (Ex libris Crelierii) sur un des Volumes de la bibliothèque de Périgueux: de Helvetiorum republicâ, par Simler. Paris 1577. (B.H.5).

Edouard, Roi d'Angleterre, étant à Calais, donna la ville de Bergerac, à Henri, Duc de Lancastre, 1er Juin 1347.

A la mort de celui-ci, la seigneurie revint au Prince-Noir qui en toucha les revenus à Compter de 1365, mais le 3 octobre 1370, il donna cette Seigneurie à son frère Jean, devenu Duc de Lancastre et qui devait le remplacer dans le gouvernement de l'Aquitaine.

Le Duc de Lancastre, étant au siège de Montpazon, en Périgord, Confia le 15 Janvier 1370 (V.S), la garde de ce Château à Heliot Buade.

A la mort du Prince-noir, Edouard III se trouva possesseur de la terre de Bergerac et la donna ou la rendit à Jean Duc de Lancastre, en y ajoutant plusieurs privilèges, entr'autres celui de battre monnaie. Le don est daté du 3 novembre 1376.

L'année suivante et le 15 Septembre 1377, Richard II, Confirma en faveur de son oncle la donation faite par son grand père. Aussi cette seigneurie fut regardée comme annexée au Duché de Lancastre, et l'on trouve en effet ses armoiries (d'or à deux pattes de griffon de sables) peintes sur les Cartulaires de cette maison. — Jules Delpit.

Collection générale des documents Français qui se trouvent en Angleterre. — Introduct. p. CLXIX, et pag. 73, 130, 177, 195, et 197.

lorsque l'Aquitaine, erigée en principauté, eut été donnée au Vainqueur de Poitiers, le Prince-Noir parcourut les provinces pour recevoir les Hommages qui lui étaient dus; il était à Bergerac le 4 aout 1363, et reçut dans la Chapelle du Château un très grand nombre d'Hommages de la noblesse de Périgord et des Contrées Voisines.

De Bergerac, le Prince et sa cour se transportèrent à Périgueux; ils y séjournèrent le 10 et le 15 août et y reçurent les hommages des Vassaux du Périgord, du Quercy et du Rouergue. Le premier et le plus important fut celui du Comte de Périgord lui même.

Jules Delpit. ibid.

BIBLIOTHÈQUE
DE LA VILLE
DE PÉRIGUEUX

Ste Antonin de Forciglioni,
Archevêque de Florence, né dans cette Ville
en 1389, mort en 1459.

Historiarum apud trium partium
historialium, seu Chronicon libri XXIV.

Venise. 1480.
Nuremberg. 1484.
Bâle. 1491.
Lyon. 1517.

— 3 vol. in-folio —

Catalogue de la Bibl. de Bordeaux
Histoire. P. 101

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE BORDEAUX

Trelier

LES STATVS ET COVSTVMES DE LA VILLE DE BRAGERAC,

EN LATIN ET EN FRANÇOIS,

nouuellement Imprimés.

* * *

BIBLIOTHEQUE DE LA VILLE DE PÉRIGUEUX

PZ2010

A BRAGERAC,

De l'Imprimerie de GABRIEL DECOVRTANEVE,

1598.

A MESSIEVRS LES MAIRE ET CONSVLS DE LA VILLE DE BRAGERAC.

* *
*

MESSIEVRS,

IL y à plus de trente ans que je mis en François noz Statuts & Priuileges, qui ont eſté compoſez en Latin rude & groſſier ſelon le temps auquel ils furent faicts, qui eſtoit plongé en vne fondriere d'jgnorãce. Il y auroit moyen de les reduire en autre Latin mieux poly, comme à faict Monſieur Ferron ceux de Bourdeaux, Pyrrhus ceux d'Orleans, & de noſtre aage Pierre Nannius docte profeſſeur des bonnes lettres à Louuain ceux de Malines en Brabant. Mais il n'en eſt beſoin, veu que par l'ordonnance du Roy Frãçois premier tous actes doiuent eſtre mis en langage François. Neantmoins on à trouué bon que ces Statuts ayent eſté jmprimez en deux langues, pour contenter les vns & les autres : & ont eſté adjouſtées à la fin les confirmations de noz Roys, afin que nul ne doubte de la validité d'jceux. Ceſt Edoüard qui parle icy, fut fils d'autre Edoüard Roy d'Angleterre, qui fit mou-

rir Aimon Prince de Galles, & bailla la Principauté à ceſtui-cy. Charles Roy de France & de Nauarre, fut le Roy Charles le Bel, quatrieſme de ce nom, auquel ſucceda Philippes de Valois. La paix de laquelle parle Edoüard, fut faicte à Bretigny pres Chartres le huictieſme jour de May mil' trois cens ſoixante. Il n'y à pas autre choſe icy, qui merite aucun aduertiſſement. Ce pendant, MESSIEVRS, ie prieray Dieu, qu'il vous tienne en ſa garde. De Bragerac ce jour d'Aouſt, mil cinq cens quatre-vingtz dix huict.

Voſtre humble & affectionné ſeruiteur

E. TRELIER.

Lettres patentes de Louis quinze du mois de Juin 1728 — confirmatives des Statuts de Bergerac seront enregistrées au parlement le 19 fev. 1729. & de la Cour des aides le 23 dudit mois.

A MESSIEVRS LES CONSVLS,

PENSANT à part moy quelle pouuoit estre la cause que la present ville porte vn Dragon en ses Armoiries, je suis tombé sur le recit que fait Antonin au premier tome de son Histoire, Tiltre 6. " chapit. 26. parag. 1. touchant Sainct Front. C'est " que ledict Sainct estant chassé de Perigeux par la " cruelle persecution de Quirinus Gouuerueur, il se " retira auec quelques Chrestiens en vn lieu escarté " pres la Riuiere de Dordoigne, auquel endroit y " auoit vn grand Dragon & multitude d'autres Ser- " pens. Ce que voyant ceux qui estoyent en sa com- " pagnie furent effrayes. Mais Sainct Front, pria le " Seigneur ardemment & auec telle efficace que lesdicts Dragon & Serpens furent chasses & entieremẽt destruits. I'estime donc & me persuade que les habitans de Bragerac ayant veu ce miracle si merueilleux, pour conseruer la memoire d'jceluy voulurent qu'vn Dragõ fut pourtrait en leurs Armoiries. Aquoy mesmemẽt ils furent jnduits pour auoir esté endõmages par lesdicts Serpens & furieux Dragon, & s'en voyãs deliures par vn benefice diuin, par tel pourtrait ils jugerent qu'eux & leurs successeurs seroyent jncités à jamais de remercier Dieu. Et ie croy mesmes que ce miracle fut vng moyen pour ranger ceste Ville au Christianisme. B. M.

LES

STATVTS ET COVSTVMES DE BRAGERAC.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE PÉRIGUEUX

EDOVARD Fils aisné du Roy d'Angleterre, Prince de Guyenne, & de Galles, Duc de Cornoüaille, Conte de Ceſtre, Seigneur de Biſcaye & du chaſteau d'Ordials. Sçauoir faiſons à tous preſents & aduenir, Que nous auons fait voir bien & diligemment vn Inſtrument public retenu & ſigné par Pierre de Sainct Diſier Notaire, de la teneur que s'enſuit. SACHENT tous qui ce preſent jnſtrument verront, que le vingt & vn de Ianuier mille trois cens vingt & ſept, Regnant Charles par la grace de Dieu Roy de France & de Nauarre, Dans la ville de Brageraç, je Pierre de Sainct Diſier Notaire Royal ay veu, leu,

EDVARDVS Regis Angliæ primogenitus, Princeps Aquitaniæ, & VValliæ, Dux Cornubiæ, Comes Ceſtriæ, Dominus Biſcayæ & Caſtri de Ordialibus. Notum facimus tam præſentibus quàm futuris, nos videri ac diligenter jnſpici feciſſe quoddam publicum jnſtrumentum per Petrum de Sancto Deſiderio, clericum notarium jnquiſitum & ſub ſigno & ſcriptione ſuis confectum, cuius tenor ſequitur, in hunc modum. NOVERINT vniuerſi & ſinguli hoc præſens publicum jnſtrumentum jnſpecturi quod viceſima prima die Ianuarij, anno D. M. CCC. XXVII. regnante Domino Carolo Dei gratia Francorum & Nauarræ Rege: Apud Brageracum ego Petrus de Sancto Deſiderio clericus, authoritate regia publicus notarius vidi, legi, tenui, & diligenter inſpexi quaſdam patentes literas ſigillo dicti Domini noſtri Regis in pendenti cum cera viridi ſigillatas, omni ſuſpitione ſinti-

stra carentes, & de vero originali abstraxit: quarum literarū tenor de verbo ad verbum sequitur in hunc modum. Carolus Dei gratia Francorum & Nauarræ Rex: Notum facimus vniuersis tam præsentib. quàm futuris, quòd coram nobis personaliter constituti Reginaldus Dominus Pontis & Brageriaci domicellus, ex vna parte: & Elias Sinquenual, Arnaldus Costatini, & Arnaldus Ruffati procuratores seu syndici habitatorum dicti loci Brageriaci, facientes fidem de mandato suo per quoddam publicum instrumentum inquisitum & confectum per manum Arnaldi Blanqueti notarij, & sigillo locum tenentis Senescalli Petragoricensis sigillatū, vt prima facie apparebat, ex altera: Dictæ partes vnanimiter & concorditer nobis cum instantia supplicarunt quòd gardiatores dudum appositos per prædecessores nostros reges Francorum, seu per officiarios & ministros eorundem apud Brageriacum, & in iurisdictione dicti loci & pertinentijs eiusdem, propter diuersas appellationes, debata & discordias partium prædictarum, amoueremus exinde, cùm dicta debata & discordiæ cessarēt & essent sopita inter dictas partes per modum infra scriptum amicabiliter, vt dixerunt. Verùm cùm dicti Syndici dicerent habitatores Brageriaci habere de iure & hactenus habuisse Consulatum, Vniuersitatem, Corpus, Sigillum,

& soigneusement regardé certaines lettres patantes dudit Seigneur Roy, seellées de cire verte, non soupçonnées de faux, & du vray original dicelles en ay extrait vne coppie comme s'ensuit. CHARLES par la grace de Dieu Roy de France & de Nauarre. Sçauoir faisons à tous presents & aduenir, que deuāt nous se sont presentés Regnaut Seigneur de Pons, & de Bragerac d'vne part, & d'autre Elie Sinquenual, Arnaud Costatin, & Arnaud Ruffat procureurs ou scindics des habitans dudict lieu de Bragerac, faisans foy de leur charge par vn instrument public retenu par Maistre Arnaud Blanquet Notaire, & seellé du seau du Lieutenant du Seneschal de Perigort, comme il à apparu. Lesdictes parties d'vn cōmun accord nous ont instamment prié d'oster les gardes qui n'agueres auoyent esté mis par nos predecesseurs Roys de France, ou par leurs officiers, à Bragerac, & au ressort

& deppendences dudict lieu, pour plusieurs complaintes, debats, & dissentions entre lesdictes parties, dautant que lesdictes dissentions cessoyent & estoyent, comme ils ont dict, amiablement assopies entr'eux, par le moyen qui sera cy apres declaré. Mais lesdicts Scindins disoyent que les habitans de Bragerac deuoyent auoir, comme ils auoyent eu cy deuant, tant par don & ottroy des Predecesseurs dudit Seigneur, que autrement de toute ancienneté, vn Consulat, Communauté Corps, Seau, Maison & Coffre commun auec Iurisdiction: Au contraire ledict Sieur nioit ce dessus, & disoit qu'a luy seul appartient toute Iurisdiction en ladicte Ville de Bragerac & appartenances d'icelle. Desquelles choses & des libertés & franchises cy bas escriptes, lesdictes parties en ont transigé & accordé comme sensuit.

Domum & Arcam communia, & Iurisdictionem, tam ex donatione & concessione Prædecessorum dicti Domini quàm aliàs ab antiquò: dicto Domino in contrarium asserente & præmissa negante, ac dicente ad se solum & in solidum in dicta Villa Brageriaci & eius pertinentijs jurisdictionem omnimodam pertinere. Super quibus, & super libertatibus & franchisijs intra scriptis compositio, tractatus & accordium inter dictas partes prout asseruerunt, interuenit, vt sequitur.

I.

IL est dit & accordé entre lesdictes parties du consentement dudict Seigneur de Bragerac, que lesdicts Scindics & habitans de Bra-

I.

Agitur & concordatum est inter partes præd ctas, & idem Dominus Brageriaci consensit, quòd dicti Syndic, & habitatores Brageriaci, burgorum & clausturarum dicti loci, habeant in perpetuum Corpus

Vniuersitatem, Consulatum, Domum, Arcam, & Sigillum communia.

gerac, Faubourgs & cloſtures dudict lieu auront deſormais à perpetuité vne Communauté, Corps, Conſulat, Maiſon, Coffre, & Seau tout commun.

II.

Item concordatum eſt inter dictas partes, quòd in prædicta Villa Brageriaci in perpetuum ſint & creentur octo Conſules in hunc modũ: videlicet quòd in prima creatione Conſulum prædictorum, duo Syndici vniuerſitatis nomine nominabunt, ſeu in ſcriptis tradent, duodecim Burgenſes ſeu habitatores dictæ villæ, clauſurarum & Burgorum, quorum duo erunt de Burgo Magdalenæ; quos jdoneos aſſerent per juramentum tunc per ipſos Syndicos preſtandum dicto Domino, vel eius bajulo in abſentia ipſius Domini, ad Conſulatus officium exercendum nomine Vniuerſitatis prædictæ. De quibus jdem Dominus, vel eius bajulus per juramentum jnfra ſcripto modo præſtandum, ſine aliqua corruptione, octo de dictis duodecim, quos magis jdoneos fore ſibi videbitur die craſtina nominationis prædictæ in Cõſules confirmabit: ſcilicet quatuor de corpore Villæ, & quatuor de clauſuris prædictis, qui duntaxat durabunt in dicto officio per annum & vnam diem.

II

Item eſt accordé qu'en ladicte Ville de Bragerac ſeront crées à touſiours huict Conſulz en la forme & maniere que s'enſuit. C'eſt qu'à la premiere creation d'jceux Conſulz, deux Scindics au nom de la communauté, nommeront ou bailleront par eſcrit douze Bourgeois, ou habitans de ladicte Ville, cloſtures & faubourgs d'jcelle, dont les deux ſeront du Bourg de la Magdalene: Leſquels ils teſmoigneront eſtre propres & capables d'exercer la charge de Conſulat, & ce par ſerment qui ſera fait & preſté par leſdicts Scindics entre les mains dudict Seigneur, ou de ſon Bailli en abſẽce d'jceluy. Deſquels douze nommés, ledict Seigneur ou

son Bailli le lendemain de ladicte nominatiõ en cõfirmera huit q̃ luy semblerõt estre plus propres pour estre Consulz, & ce sans aucune corruption, & auec le serment qui se fera cy apres sera dit: C'est asçauoir quatre du corps de la ville, & quatre des faubourgs, qui ne demeureront en la charge sinon vn an & vn jour. Et auãt la fin de l'Année lesdicts Consulz, ou deux d'ẽtreux ayant charge des autres presenteront audict Seigneur, ou son Bailli en ladicte Ville de Bragerac, autres douze Bourgeois ou habitans de ladicte Ville ou faubourgs d'jcelle, deux desquels seront du Bourg de la Magdalene: Lesquels ils tesmoigneront par serment qu'ils croyent estre capables pour estre Consulz: & le lendemain ledict Seigneur, ou son Bailli en confirmera en ladicte charge les huict qu'il verra estre plus suffisans & propres. Or sera faicte la nomination & presentatiõ desdictes personnes si secretement,

Et ante finem dicti anni prædicti Consules, seu duo ex ipsis de mandato aliorum, alios duodecim Comburgenses seu habitatores dictæ Villæ, clausurarum & Burgorum, quorum duo erunt de Burgo Magdalenæ, quos jdoneos se credere per juramentum super hoc præstandum afferent, ad prædictum officium Consulatus, præsentabunt ipsi Domino, vel eius Bajulo in Villa Brageriaci, qui de ipsis duodecim octo quos sibi videbitur magis jdoneos ad officium Consulatus in die craſtina nominationis & præsentationis prædictæ in Consules confirmabit. Nominatio autem & præsentatio ita secretè fient inter nominantes & præsentantes & dictum Dominum seu eius bajulum, quòd illi quatuor de illis duodecim qui non recipientur illo anno ad officium Consulatus, hoc scire non possint. Si verò dictus Dominus vel eius bajulus de prædictis duodecim habitatoribus seu Burgensibus modo prædicto præsentatis nollet in die craſtina dictæ præsentationis seu nominationis octo de eisdem quos magis jdoneos nosceret, confirmare, dum tamen constet per publicum jnstrumentum de præsentatione, requisitione, seu defectu responsionis ipsius Domini vel eius bajuli, octo de dictis duodecim quos Consules antiqui qui pro repræsentarent eligi magis jdoneos, illo anno remanent Consules & habeantur pro

Consulibus ac si per dictum Dominum vel eius bajulum fuissent expresse confirmati. Hoc acto quòd per vnum diem ante finem dicti anni quo durabunt dicti confirmati vel pro confirmatis habiti, similis nominatio & præsentatio & requisitio fieri debeat & locum habeat, & in die crastina similis confirmatio per dictum Dominum vel eius bajulum fieri debeat & locum habeat. Medietas verò dictorum duodecim qui in Consules nominabuntur, erit de corpore dictæ Villæ, & alia medietas de barris, Burgis & suburbijs eiusdem, hoc acto quòd semper non inentur duo de illis duodecim qui nominabuntur, per Consulem de Burgo Magdalenæ.

que les quatre qui ne seront reçeus ceste année la à la charge de Consul n'en puissent rien sçauoir. Et ou ledit Seigneur ou son Bailli ne voudroit des douze Bourgeois, presentés en la forme qui a été dicte, cõfirmer les huit qu'il verroit estre plus propres : pourueu qu'il apparoisse par jnstrument public de la presentation, requisition, & defaut de respõce dudict Seigneur, ou son Bailli, Les anciens Cõsulz en pourront eslire huit des douze qu'ils auroyent nommé, & ceux la demeureront Consuls, & seront tenus pour tels, tout ainsi que s'ils eussent esté expressement confirmés par ledict Seigneur ou son Bailli. Ce faict vn jour auant la fin dudict an, pendant lequel les susdicts seront en charge, semblable nomination, presentation & requisition sera faite & aura lieu, aussi pareille confirmation sera faicte le lendemain par ledict Seigneur, ou son Bailli. La moitié des douze qui seront nommés pour estre Consulz serõt du corps de la Ville, & l'autre moitié des faubourgs d'icelle, tellement neantmoins que tousiours d'jceux douze les deux seront nommés par le Consul du Bourg de la Magdalene.

III. III.

Item que lesdicts Consulz chacun an à leur nomination, & jncontinent apres auoir esté confirmés, ou tenus pour confirmés comme dit est, auant que rien administrer, jureront & seront tenus de jurer au Temple de sainct Iaques de Brageracc, en la presence & ez mains dudict Seigneur, s'il est present, ou de son Bailli en l'absence d'jceluy: (Si le Seigneur ou son Bailli en estants requis veulent receuoir ledict serment) ou bien autrement ils le feront és mains des anciens Consulz (pourueu neantmoins qu'il apparoisse par jnstrument public de la requisition faicte) Iurerõt di-je qu'ils se porteront loyaument en la charge de Consulat, & garderont fidellement les droicts tant dudict Seigneur que de la Communauté.

Item quòd dicti Consules quolibet anno in nominatione sua jbidem dum confirmati fuerint, seu pro confirmatis habiti, vt superius est expressum, antequam aliquid administrent, jurent & jurare teneantur in Ecclesia beati Iacobi in præsentia & manibus dicti Domini si præsens sit vel Bajuli sui in eius absentia, si requisitus Dominus vel Bajulus dictum Iuramentum recipere voluerint alioquin in manibus dictorum Consulum. (Dum tamen constet de prædicta requisitione per publicum jnstrumentum) Quod in dicto Consulatus officio bene & fideliter se habebunt, & jura dictorum Domini & Vniuersitatis bene & fideliter custodient & seruabunt.

IIII. IIII.

Item qu'au Seau les Armoiries du Seigneur seront grauées d'vn

Item quod in di[illegible] Sigillo arma seu signum dicti Domini ex parte vna, & arma dictæ

Villæ ex altera, videlicet quidam draco, jnsculpentur & circunscriptio sigilli sit, Sigillum Consulatus Vniuersitatis Villæ Brageriaci.

costé, & de l'autre celles de la ville, à sçauoir vn Dragon, & sera escrit à l'entour, Le Seau du Consulat de la Communauté de la Ville de Bragerac.

V.

Item quòd dictum Sigillum per tres dictorum Consulum in arca communi sub tribus clauibus formarum diuersarum custodiatur.

V.

Item que ledict Seau sera gardé par trois desdicts Consulz, dans le Coffre commun soubz trois diuerses clefs.

VI.

Item quòd nulla patens litera sigilletur dicto sigillo, nisi in præsentia trium partium dictorum Consulum, & de eorum communi consensu prædicta litera seu literæ sigillentur in domo communi, ita quòd si secus factum fuerit, nullam obtineat roboris firmitatem.

VI.

Item que nulles lettres patentes ne serõt seellées dudict Seau, sinon en la maison commune en presence des trois parties desdits Consulz, & de leur commun cõsentement, tellement que si on faict autrement cela n'aura nulle force ny authorité.

VII.

Item quòd prædictum sigillum [illegible] Communitatis solummodo faciat fidem in rebus

VII.

Item que ledict Seau fera foy tant seulement és affaires & negoces

ces que lesdicts Consulz & Communauté auront à traiter entr'eux pour raison du Consulat & Communauté susdicte, cõme aussi pour donner quittances, ou refuter les comptes faits ou à faire entre les anciens & nouueaus Consulz, & tous autres qui auront prins quelque chose de la ville, ou fait pour elle: semblablement pour constituer Procureurs, Scindics ou agents és affaires qui aduiendront au commun. Mais ledict Seau ne sera mis en aucun affaire, negoce, proces suruenant entre les habitãs de ladicte ville, ou foreins, és contracts, delicts, testaments, codicilles, & autres affaires qui à l'aduenir pourroyent arriuer. Que s'il y estoit apposé par cy apres, est expressemẽt accordé que ledict Seau & letres d'jceluy seellées, n'auront nulle authorité, mais en ce cas seront tenus pour vn escrit priué.

& negotijs quas & quæ dicti Consules & Communitas habebunt facere & tractare inter se ratione Consulatus & Communitatis prædictorum, & etiam quantùm ad faciendum quittationem, & refutationem compotorum factorum & faciendorum inter nouos Consules & antiquos, & quoscunque alios qui à dicta Villa aliquid perceperint vel gesserint aliquid pro eisdem, & quantum ad faciẽdum procuratores, Syndicos vel actores in negotijs & causis sibi emergentibus ita quòd in nullo alio casu, negotio seu lite inter aliquos habitatores dictæ Villæ, seu aliquos alios forenses in cõtractibus vel quasi delictis, testamentis, codicillis vel quasi, vel alijs quibuscunque negotijs, quæ in aliquo euentu emergere possent, vel in futurum poterunt emergere, sigillum prędictum non apponatur: & si de futuro apponi contingat, agitur expresse quòd dictum sigillum & dicta litera ipso sigillo sigillata nullam fidem prorsus faciat, nec sibi fides aliqua adhibeatur, imo illo casu pro priuato habeatur.

VIII. VIII.

Item quòd pro refectione viarum & jtinerum, pontium murorum, fossatorum, portarum, portalium, quas vel quæ dicti Consules reficere poterunt, & pro debitis in quibus dicti burgenses sunt obligati, & pro expensis, & pro prosecutione hujusmodi negotij, & pro necessitatibus vel euidentibus vtilitatibus quibuscunque dictæ Villæ, & Vniuersitatis, dicti Consules vocatis octo habitatoribus cuiuslibet quinque clausurarum dictæ Villæ (quarum vna erit de Burgo Magdalenæ) eorum arbitrio dicta necessitate jnspecta, possint tallias seu collectas seu jmpositiones jndicere, seu jmponere in dictis Villa, Burgis, barris & clausuris & pertinentijs earundem, & ab eis exigere & leuare per seruientes Domini prædicti, sibi per dictum Dominum vel eius bajulum ad officium dicti Consulatus exequendum deputandos; qui jmpositiones & collectas poterunt facere per solidum & libram; seu jmponendo supra vinum & bladum seu quibuscunque alijs victualibus quæ in dicta Villa & pertinentijs eiusdem venient certam pecuniæ quantitatem, secundum jndigentiam vel euidentem vtilitatem dictæ Villæ, vocatis tamen ad hoc & concordantibus cum dictis octo Consulibus, octo Burgensibus seu habitatoribus cuiuslibet clausurarum dictæ Villæ, vel majori parte eorundem,

Item pour la reparation des chemins, ponts, murailles, fossés, portes (que lesdicts Consulz feront reparer) aussi pour acquiter les debtes des Bourgeois, payer les despens, & satisfaire aux frais qui se feront en la poursuite de ceſt affaire; aussi pour quelque autre neceſſité, où profit euident de ladicte Ville & Communauté, Lesdicts Consulz, ayant appellé huit habitãs de chascune des cinq cloſtures de ladicte Ville, (l'vne desquelles sera le Bourg de la Magdalene) Par l'aduis des susdicts, & la neceſſité eſtant bien cognue, pourront faire des tailles & jmpoſitions sur ladicte Ville, faubourgs, cloſtures & leur appartenances, & faire leuer les deniers par des Sergens que ledict Seigneur ou son Bailli commetront pour l'execution de ceſt affaire. Lesquelles jmpoſitions ils pourront faire au sol la liure, ou mettre certaine somme de deniers sur le

vin & bled, ou autres denrées qui se vendront en ladicte Ville & appartenances d'jcelle, (appellés toutesfois comme dit est, huict Bourgeois ou habitans de chasque clostures,) & tous, ou la plus part d'jceux accordans auec les huit Consulz. Mais la necessité cessant ou le profit euident, les debtes & despens susdicts payés, & cinq cens liures tournois demeurans en commun ou au thresor, lesdictes tailles & jmpositions cesseront. A condition toutesfois que lors que la necessité susdicte, ou autres semblables, ou mesmes le profit euident de ladicte Ville, le requerront, ils pourront faire lesdictes Tailles & jmpositions, demeurant tousiours comme dit à esté cinq cens liures en commun, ou au thresor. Neantmoins si à l'occasion desdictes Tailles & jmpositions quelque debat s'esmouuoit entre les Consulz & habitans de ladicte Ville. Le seul Seigneur ou son Bailli en auront la cognoissance entiere pour y pouruoir & en determiner.

quorum vna erit Burgus Magdalenæ. Cessante verò necessitate, seu euidenti vtilitate, debitis & expensis prædictis solutis, & quingentis libris turonensib. remanentibus in communi seu thesauro, cessabunt tallíæ & jmpositiones prædictæ. Acto tamen quòd quotiens necessitates prædictæ, vel quæuis aliæ, vel etiam euidentes vtilitates dictæ Villæ id exposcent, possint tallias & jmpositiones facere & exigere vt prius, semper vt prius dictis quingentis libris remanentibus in communi seu thesauro. Acto tamen quòd si occasione dictarum talliarum seu jmpositionum emergat seu sit controuersia inter habitatores dictæ Villæ & ipsos Consules, de hoc sit correctio, cognitio & decisio dicti Domini, seu eius Bajuli solius & in solidum.

IX.

IX.

Item quòd dictus Dominus domum de Malbec cum pertinentijs in perpetuum integre, & etiam partem quàm acquisiuit ibidem, restituit, dat & concedit dictis Syndicis, nominibus quo supra, & Consulibus & Vniuersitati prædictis. Acto tamen quòd non poterunt ibidem fortalicium præterquam nunc sit facere, sed alias reficere & reparare opportunè.

Item ledict Seigneur rend, donne & ottroye auxdicts Scindicts, Consulz, & communauté, au nom que dessus, par entier & à perpetuité, La Maison de Malbec auec ses appartenances, [illegible] la part par luy nouuellement acquise. Sans que toutesfois ils y puissent faire autre fortereſſe que celle qui y est maintenant, bien la pourront ils reparer & accommoder proprement.

X.

X.

Item quòd veteres Consules annuatim infra vnum mensem post finem administrationis suæ nouis Consulibus super omnibus receptis, expensis, gestis, administratis per eos ratione sui officij, & octo cujusliber clausuræ dictæ Villæ, (inter quas debet computari pro vna Burgus Magdalenæ) si interesse voluerint requisiti, reddere fidelem compotum & legitimam rationem, sic quòd inde constare valeat an dictæ Villæ pecunia, & quanta remaneat, siue nulla, seu remaneant onera, quanta & qualia, & debitorum summam. Sin verò consurgens sedi, vnus habitatores superius expressati in dicto com-

Item les Anciens Consulz chaque an vn mois apres leur charge expirée seront tenus rendre bon & loyal compte de leur administration, recepte, mise, & autres choses par eux faictes pour raison de leur charge, & ce pardeuant les nouueaux Consulz, appellés à ce huit Bourgeois de chasque closture de ladicte Ville (le Bourg de la Magdalene conté pour vn) si toutesfois ils y veulent assister en estant requis, afin que par la on

puisse voir s'il y aura de l'argent de reste ou non, & combien, item de quels affaires & debtes la Ville demeurera chargée. Que si les Bourgeois, ou habitans susdicts estans sommés d'assister à ladicte reddition de compte, refusent de ce faire (& de leur sommation & responce apparoisse par instrumẽt public,) Les anciens Consulz pourront & seront tenus de rendre compte en la Maison commune dans vn moys, à compter du jour que leur charge sera finie, & la reddition de compte faite, prendre acquit des Consuls nouueaus. Sauf & reserué audict Seigneur ou son Bailli de cognoistre, & decider luy seul des differents qui, pour raison desdicts comptes, pourroyent sourdre entre jceux nouueaux Consuls & les Anciens, ou autres habitans de ladicte Ville.

poto intereſſe noluerint requisiti, (de quorum responsione & requisitione per publicum constet instrumentum) veteres Consules dictum compotum infra mensem à fine sui officij computandum in domo communi possint reddere & teneantur, & ab ipsis Consulibus literam quittationis sui officij, administrationis Consulatus prædicti obtinere, facto & reddito compoto supradicto. Acto tamen quòd si inter prædictos nouos Consules & antiquos, vel alios habitatores dictæ Villæ super dicto compoto vel redditione eiusdem quæstio oriretur, de hoc sit cognitio, correctio & emendatio dicti Domini, seu eius Bajuli solius & in solidum.

XI.

Item pour obuier à toute tromperie, & pour le bien commun, sera par ledict Seigneur estably dãs

XI.

Item quòd in dicta Villa Brageriaci, Burgis & clausuris, & pertinentijs eiusdem per dictum Dominum pro vtilitate, & fraude euitanda,

pondus perpetuum, seu pondera statuantur pro ponderando bladum & farinam in dicto loco molēda, ita quòd ratione ponderis per dictos Consules denarius pro quolibet sextario ponderando exigatur, & infra pro ponderando minorem quantitatem vnius sextarij, obolus si fuerit emina, vel magis vel minus, pro rata exigatur. De emolumento verò quod exinde proueneriť, dicti Consules habebunt satisfacere custodibus dicti ponderis de suo salario, residuo penes ipsos Consules remanente in vtilitatem dictæ Vniuersitatis conuertendo.

ladicte Ville de Bragerac & faubourgs d'icelle vn poids perpetuel, ou plusieurs, pour peser le bled & la farine qui se mouldra audict lieu. Et pour le poids leueront lesdicts Cõsuls vn denier sur chasque sextier, & sur le demi vn obole, & du plus, plus, & du moins, moins à ladicte raison. Du profit qui en prouiendra les Consulz en payeront le salaire de ceux qui garderont ledict poids, & le surplus demeurera pour l'employer au profit de la Communauté.

XII.

Item promittit dictus Dominus Brageriaci facere in perpetuum apud Brageriacum moderatum numerum seruientum, qui durabunt in sergentiæ officio quandiu dicto Domino placebit & non vltra, qui datis eidem Domino sufficientibus cautionibus de emendando si delinquerent in officio vsque ad summam viginti quinque librarum, jurent in curia Bra[illegible] in præsentia ipsius eiusdem Domini seu Bajuli quòd in

XII.

Item ledict Seigneur de Bragerac promet de faire certain nombre de Sergents qui demeureront en la charge tant qu'il luy plaira, & non plus. Et jceux bailleront audict Seigneur bonnes & suffisantes cautions pour respondre de leurs fautes jusques à la somme de vingt cinq liures, & jureront au parquet

en presence dudict Seigneur ou de son Bailli, de se porter bien & loyaument en ladicte charge. Desdicts Sergents en seront baillés deux par ledict Seigneur, ou son Bailli à icelui Consulz tels qu'eux mesmes choisiront pour l'execution des droits de ladicte Communauté.

Sergentiæ officio bene & fideliter se habebūt. De quibus seruientibus duo ipsis Consulibus per dictum Dominum seu eius Bajulum ad requestam ipsorum Cōsulum, quos ipsi Consules duxerint eligendos, concedantur & admittantur per ipsum Dominum, & deputabuntur ad exequenda jura Vniuersitatis prædictæ.

XIII.

Item qu'au Chasteau & Chastelenie de Bragerac y aura Cot ou gardiage, asçauoir en la terre dudict Seigneur, & destroit qui est à present, ou sera pour l'aduenir entre la riuiere appellée Leyle & le Drot, & entre le Fleix & la Linde, & despuis le ruisseau nommé le Guase jusqu'a Saincte Foy. Duquel Cot ou gardiage l'amende sera de quatre sols, & au dessoubs selon la coustume de ladicte Ville, que celuy qui aura fait dommage sera tenu payer pour l'amande, & oultre ce payera le dommage à

XIII.

Item quòd in Castro & in Castellania Brageriaci sit Cotus siue gardiagium, videlicet in terra dicti Domini & districtu qui nunc est vel erit in futurum, inter flumen vocatum Layla, & flumen Droti, & inter Fluxum & Lindiam, & de riuo vocato Lo Guaso vsque ad Sanctam Fidem. Cuius quidem Coti seu gardiagij erit gagium quatuor solidorum & infra secundum consuetudinem Villæ prædictæ, in quibus damnum dans tenebitur ratione gagij, & vltra hoc emendare damnum passo: ita quòd pro dicto Coto de cætero jnfra dictos terminos gagium nouem nec sex solidorum, quod consueuit exigi seu leuari, de cætero non leuetur. Cognitio tamen dicti Coti, si super ipso quæstio oriatur sit dicti Domini seu

eius Bajuli, qui Bajulus debebit cognoscere & judicare de dicto Coto seu gagio, vocato semper vno vel duobus Consulibus per alios Consules ad hoc specialiter deputandis, si vocatus vel vocati voluerint interesse, ipso verò vel ipsis vocatis, non possit cognoscere.

celuy qui l'aura receu : tellement que pour raison dudict Cot, ne sera desormais leuée aucune amãde de neuf ou six sols, qu'on auoit accoustumé de prendre. Toutesfois la cognoissance dudict Cot, (si pour raison d'jceluy quelque debat suruenoit,) appartiendra audict Seigneur, ou son Bailli, lequel cognoistra & jugera dudict Cot, appellé tousiours vn ou deux Consulz (qui à ce faire seront expressement deputés par les autres Consulz) s'ils y veulent assister, mais sans les y appeller n'en pourra ledict Bailli cognoistre aucunement.

XIIII.

Item emolumentum dicti Coti recipietur per quẽdam probum virum dictæ Villæ per dictum Dominum seu eius Bajulum & ipsos Consules eligendum, qui de emolumento dicti Coti pro parte dimidia respondebit dicto Domino seu eius Bajulo, pro alia verò medietate dictis Consulibus. Si autem maius gagium quatuor solidorum aliquo casu emergeret seu emerserit, erit ipsius Domini [illegible] & in solidum. Qui [illegible]grum Dominus seu eius Bajulus in illo casu nõ vocatis dictis

XIIII.

Item l'emolument dudict Cot sera prins par quelque homme notable de ladicte Ville, que ledict Seigneur, ou son Bailli & Consulz esliront, lequel respondra pour l'vne moitié audict Seigneur, ou son Bailli, & pour l'autre moitié auxdicts Consulz. Et s'il y eschet amande plus grande que de quatre sols, elle appartiendra tant seulement

ment audict Seigneur : lequel ou ſondict Bailli pourra cognoiſtre & juger de la ſuſdicte amende excedent leſdicts quatre ſols, meſmes ſans y appeller les Conſulz. Quant aux amendes qui n'excederont quatre ſols elles ſe partiront egalement comme dit à eſté, entre ledict Seigneur & les Conſuls.

Conſulibus de dicto gagio quod excedet quatuor ſolidos cognoſcere poterit, ac etiam judicare : Coto quatuor ſolidorum, vel minori vbicunque emerſerit, communi remanente, vt ſuperius eſt expreſſum, inter Dominum & Conſules prædictos.

XV.

Item lors que ledict Seigneur ou ſon Bailli tiendront priſonnier à Bragerac quelque Criminel, pourueu qu'il ſoit habitant de la Ville, ou des Cloſtures & Faubourgs d'jcelle, ſoit pour luy donner la queſtion ou pour le cõdamner, ils ſeront tenus pour raiſon de ceſt accord, d'y appeller deux Conſulz & quelques autres notables Bourgeois de ladicte Ville, comme il eſtoit accouſtumé meſmes au parauant jceluy, ſeront auſſi tenus de monſtrer les jnformations.

XV.

Item quòd quandoque idem Dominus ſeu eius Bajulus Criminoſum apud Bragerlacum tenebunt, dum tamen ſit de quibuſcunque habitatoribus dictæ villæ, clauſurarum ſeu Burgorum eiuſdem, in quæſtionando vel condemnando eundem, tenebitur & debebit vocare ad hoc duos Conſules ratione tractatus hujuſmodi, & aliquos probos viros dictæ villæ, ſicut ante tractatum hujuſmodi dictos prædictos viros vocare extitit conſuetum, & nihilominus jnformationem & jnqueſtam ſuper hoc factam oſtendere.

C

XVI.

Item quòd dicta Vniuersitas pondera, domum, Arcam, Sigillum & emolumentum quod percipient in dicto Coto seu gardiagio, & omnia alia & singula ipsis per dictum Dominum concessa, superius expressata, in præsenti contractu contenta teneat & teneant à dicto Domino Brageriaci & successoribus suis in feudum sub denario vnius tassæ argenteæ ponderis vnius marchæ argenti annuatim persoluendæ dicto Domino vel eius Bajulo per dictos Consules, die qua confirmabuntur, vel habebuntur pro confirmatis.

XVI.

Item que ladicte Communauté tiendra à fief dudict Seigneur de Bragerac & ses successeurs, lesdits Poids, Maison, Coffre, Seau, l'emolument qui prouiendra dudict Cot, & autres choses ottroyées par ledict Seigneur, & luy en payeront les Consulz annuellement, ou à son Bailli, vne coupe d'argẽt du poids d'vn marc d'argent, le jour qu'ils seront confirmés ou tenus pour confirmés.

XVII.

Item quòd prædicta Vniuersitas, seu Consules, seu administratores eiusdé Cõsulatus, per dictum Dominum concessa & concedenda, in præsentibus literis declarata & declaranda, vel aliqua eorundem, non possint vendere, donare, cedere & alienare, nec aduoare, nec partagium facere, nec extra corpus ipsius Vniuersitatis prædictæ quomodo libet transferre in toto vel in parte: &

XVII.

Item que les choses ottroyées par ledict Seigneur, ou le seront cy apres, & qui sont, ou seront declarées en ces presentes lettres, ny aucune d'icelles, ne pourront estre vendues, données, cedées, aliennées, engagées, partagées ne transportées aucunemẽt hors du corps

de ladicte Communauté en tout ou en partie, par ladicte Communauté meſmes, par les Conſulz ou adminiſtrateurs du Conſulat. Que ſi cela eſtoit fait n'aura force ne vigueur quelconque, & les Conſulz ou adminiſtrateurs qui l'auroyent fait, ſeront priués totalement & à perpetuité de la charge de Conſulz, & ſeront declarés jndignes d'y eſtre admis, & encourront note d'jnfamie. Et neantmoins le Conſulat, Communauté & tous autres droits demeureront entierement à ladicte Ville.

ſi de facto facerent (quòd abſit) nullum eſſet, nec valeret. Et ſi dicti Conſules ſeu adminiſtratores hoc facerent de facto, ſint ipſo facto totaliter delinquentes priuati perpetuò officio Conſulatus & ſint jnhabiles ad officium Conſulatus perpetuo jnfames: prædicto Conſulatu & juribus Vniuerſitatis ad dictam Villam & Vniuerſitatem jntegre nihilominus remanentibus.

XVIII.

Item quant à la garde des clefz des portes des murs de ladicte ville, le jour que les Conſulz ſeront confirmés ou tenus pour confirmés, leſdictes clefs ſeront portées & miſes entre les mains dudict Seigneur ou ſon Bailli, par ceux qui lors s'en trouueront gardiens. Lequel Seigneur ou ſondit Bailli ſera tenu à l'inſtant les bailler en

XVIII.

Item quòd ſuper cuſtodia clauium portarum murorum dictæ Villæ Brageriaci dictæ claues, die qua dicti Conſules confirmabuntur, vel pro confirmatis habebuntur, deferantur & tradantur dicto Domino Brageriaci vel eius Bajulo per cuſtodes qui tunc erunt clauium prædictarum, qui quidem Dominus ſeu eius Bajulus ſtatim & jncontinenti tradet & tradere tenebitur & cõmendabit dictas claues perſonis jdoneis habitatoribus & de Communitate & vniuerſitate dictæ villæ,

videlicet vni jdoneo cujuslibet clausuræ dictæ portæ clauem dictæ portæ. Ita tamen quòd dictus Dominus seu eius Bajulus prædictos Consules requiret & requirere statim tenebitur qui sunt jdonei & sufficientes ad custodiendum dictas claues. Et jbidem Consules prædicti nominabunt per juramenta sua sufficientes & jdoneos Comburgenses suos, videlicet de qualibet clausura vnum, vt dictum est, & nominatione facta tam citò dictus Dñs seu eius Bajulus tradet & tenebitur prædictis nominatis claues tradere, qui quidem nominati tenebunt dictas claues ad vtilitatem dicti Domini & Vniuersitatis prædictæ, & dictus Dominus seu eius Bajulus eisdem custodibus vel eorum alteri ipsas claues amouere non poterit nec auferre nisi cum causa rationabili & euidenti, ad quam ostendendam vocabit Consules si vocati jnteresse voluerint, quibus quidem vocatis habebit dictus Dominus seu eius Bajulus alij seu alijs per dictos Consules nominandis dictas claues, vt supra, tradere & commendare, & jurabunt vt supra, & durabunt vsque ad diem qua noui Consules confirmabuntur vel pro confirmatis habebuntur: qua die qua dicti Consules confirmabuntur vel pro confirmatis habebuntur, similis traditio, nominatio & juramenti præ-

garde à gens jdoines qui soyent habitans de ladicte Ville, & du corps d'jcelle: tellement qu'a vn homme capable de chaque quartier sera baillée la clef de la porte dudict quartier. Sera neantmoins ledict Seigneur ou son Bailli tenu de s'jnformer auec les Consulz quels personnages sont suffisans pour garder lesdictes clefs. Et la mesmes jceux Consulz nommeront auec serment des Bourgeois jdoines & suffisans, asçauoir vn de chaque quartier, comme dit est & la nomination faite tout aussi tost ledict Seigneur ou son Bailli sera tenu bailler les clefs à ceux qui auront esté nommés, qui les tiendrõt au profit & vtilité tant dudict Seigneur que de ladicte Cõmunauté, & ne leur pourra oster ny à aucun d'eux ledit Seigneur ou son Bailli, sinon qu'il y ait cause raisonnable & manifeste de ce faire, laquelle sera remonstrée aux Consulz, s'ils y veulẽt assister: Et jceux appellés

sera tenu ledict Seigneur ou son Bailli de bailler lesdictes clefs à d'autres que les Consulz nommeront, & jureront comme dessus, & dureront jusqu'au jour que les nouueaux Consulz seront confirmés ou tenus pour confirmés, auquel jour semblable bail, nomination, & prestation de serment se fera comme dessus. Aussi est accordé par l'ottroy des choses precedentes que ledict Seigneur de Bragerac & ses successeurs en leur personne, (procedant neantmoins de bonne foy, sans dol & fraude, & pour juste raison) pourrõt sans autre preuue & cognoissance de cause, oster les clefs à ceux qui les auront en garde, appellés à ce les Consuls comme dict est, qui nommeront des gens capables pour receuoir jcelles clefs dudict Seigneur qui sera tenu les leur bailler tout jncontinent, & ceux la jureront comme est contenu cy dessus. Toutesfois ceux auxquels lesdictes clefs seront ostées n'encourront pour ce aucun deshonneur ou note d'jnfamie, & ne leur pourra on objecter cela

statio fient vt supra. Rursus actum est in concessione prẽmissorum & ante & post, quòd jdem Dominus Brageriaci & successores sui in persona sua dictas claues custodibus quibus traditæ fuerint, allegata & asserta bona fide & sine fraude, causa rationabili, vocatis tamen dictis Consulibus prout supra, si voluerint interesse, absque alia probatione & cognitione quacunque amouere valeat vel auferre, quodque easdem claues statim & jncontinenti tradet & tradere teneatur personis jdoneis per dictos Consules nominatis, quæ quidem personæ jurabunt vt superius continetur. Acto tamen quòd personæ à quibus dictæ claues amouerentur vel auferrentur suam bonam famam propter hoc non amittant, nec easdem aliqua nota jnfamiæ jnsequatur, seu dici vel jmputari possit eisdem in judicio vel extra præmissorum occasione. Dictus vero Dominus solus & in solidum habeat & habebit regimen & custodiam clauiũ portarum pontis Dordoneæ & castri sui Brageriaci

en jugement ny hors jceluy. Quant aux clefs du pont de Dordoigne & Chasteau de Bragerac ledict Seigneur seul les tiendra en garde.

XIX.

Item merum & mixtum imperium, alta & bassa justitia, & jurisdictio omnimoda dictæ Villæ Castri & Castellaniæ, Baroniæ & districtus & pertinentiarum eiusdem, & Vniuersitatis & Consulum prædictorum, & cujuslibet eorundem, & singulorum de Vniuersitate, & omnium & singulorum habitantium in dictis Castro & Castellania, eorumque pertinentijs restrictu & ressorto, & aliorum quorumcunque contrahentium seu delinquentium in eisdem, in omnibus & per omnia pertineant, sint & remaneant dicto Domino Brageriaci & successoribus suis soli & in solidum: prædictis Consulatu, Vniuersitate & alijs omnibus per ipsum Dominum de nouo concessis in præsenri tractatu declaratis & declarandis, eisdem Consulibus & Vniuersitati jntegre remanentibus atque saluis, non obstantibus omnibus supra dictis in contrarium, vel aliquibus eorundem.

XIX.

Item que toute Iustice & Iurisdiction haute, moyenne, & basse appartiendra en tout & par tout audict Seigneur seul & à ses successeurs sur tous les habitans de ladicte Ville, Chasteau, & Chastelenie, Baronie, destroit & appartenances d'jcelle, & sur la Communauté & Consulz susdicts, & tous autres qui auront contracté jllec, ou delinqué. Et aux Consulz & Communauté demeurera par entier le susdict Consulat, & toutes autres choses qui de nouueau ont esté accordées par ledict Seigneur, & sont specifiées en ce traicté, & ce nonobstant tout ce qui pourroit auoir esté dit cy dessus au contraire.

XX.

Item ledict Seigneur & Consulz au nom que dessus ont reciproquement proteste & protestent, excepté & exceptent, que pour ce Consulat & Communauté que les habitans auront, nul d'eux n'entend renonçer ne deroger à ses autres bons vsages libertés, coustumes & franchises, ains les veulent maintenir & perseuerer en jcelles.

XX.

Item extitit protestatum & protestantur, & saluatum & saluant, tam per dictum Dominum, quàm per dictos Syndicos nominibus quibus supra & eorum quemlibet, quòd propter hujusmodi Consulatum & Vniuersitatem, quem & quam sic de nouo sunt dicti habitatores habituri, dicti Dominus & Syndici non intendunt renuntiare nec renuntiant, imo in quantum possunt sibi saluant, alijs suis bonis vsibus libertalibus consuetudinibus & franchisijs, nec eisdem in aliquo derogare, sed potius in eis persistere.

XXI.

Item lesdicts Consulz, Communauté, Procureurs & Scindies au nom que dessus quittent & remettent audit Seigneur tous debtes auxquels luy, ou ses predecesseurs, ou autres en leur nom, pourroyent estre tenus & redeuables à ladicte Ville ou Scindics d'jcelle jusqu'au jour de la datte des pre-

XXI.

Item dicti Consules & Vniuersitas, Procuratores seu Syndici prædicti nomine quo supra, quittant, soluunt & remittunt eidem Domino debita pecuniaria omnia, in quibus idem Dominus seu eius prædecessores, vel alius seu alij eorum nomine, seu cujuslibet eorundem, seu pro eisdem tenentur, seu teneri possunt, usque ad diem datæ præsentium dictæ Villæ seu Syndicis eiusdem, et si dictæ obligationes factæ fue-

rum cuilibet alteri personæ particulari dictæ Villæ, dum tamen sit nomine & ad opus ipsius Villæ seu Vniuersitatis.

sentes, jaçoit que les obligations ayent esté faictes en faueur d'autres personnes particulieres de ladicte Ville, pourueu neantmoins que ce soit au nom de la Ville & Communauté.

XXII.

Item quòd omnes & singuli habitatores dictæ Villæ majores tamen quatuordecim annorum, tenentur semper in nouitatibus seu in mutationibus Dominorum semel ipsi Domino vel eius tutori seu procuratori si sit minor, & nulli alij nomine ipsius præstare juramentum fidelitatis. Et idem Dominus tenetur semper & successores sui in nouitate sua semel eisdem Consulibus & Vniuersitati, & Bajulus Bragerïaci & Senescallus semper in creatione sua eisdem Consulibus præstare juramentum quòd ipse Dominus erit bonus, & legalis, & præmissa omnia & singula pro posse suo ipse & Senescallus & Bajulus sui fideliter custodient & seruabunt.

XXII.

Item tous les habitans de ladicte Ville & chacun d'eux qui aura passé quatorze ans, seront tenus à toute muance de Seigneur prester vne fois le serment de fidelité audict Seigneur, ou s'il est moindre à son tuteur ou curateur, & non à autre en son nõ. Et ledict Seigneur & ses successeurs, ensemble aussi le Bailli & le Seneschal seront tenus à tousiours lors qu'ils seront establis de jurer aux Consulz & Communauté dudict Bragerac d'estre bons & loyaux, & de garder fidelement de tout leur pouuoir toutes choses sus escrites.

XXIII.

XXIII.

Item

Item leſdicts Bourgeois & habitans ſont quittes, francs & jmmunes à perpetuité, & ledict Seigneur ou ſes ſucceſſeurs ne pourront à l'aduenir rien exiger ne prendre d'iceux ou leurs ſucceſſeurs, pour raiſon des quatre cas, Aſçauoir pour voyage d'oultre Mer, nouuelle Cheualerie, Mariage de fille, & captiuité de guerre, en quoy leſdicts Bourgeois ſont maintenu n'eſtre aucunement tenus audict Seigneur.

Item quòd dicti Burgenſes & habitatores ſunt quitti jmmunes & liberi perpetuò, & quòd dictus Dominus vel ſucceſſores ſui in aliquo de quatuor caſibus videlicet pro paſſagio ſeu transfretatione vltramarina, noua militia, dotanda filia, vel captione ſeu priſione eiuſdem Domini, in quibus caſibus dictus Dominus aſſerebat eos ſibi teneri contribuere ſeu conferre, ipſis contrarium aſſerentibus, ab ipſis vel eorum ſucceſſoribus non poſſint aliquid in poſterum exigere vel habere imo ſint de præmiſſis perpetuò liberi & immunes.

XXIIII.

Item des auſſi toſt que leſdicts Conſulz ſeront faits & confirmés ſelon la forme de ce traicté, eux & ledict Seigneur ratifieront & approuueront tout ce qui eſt contenu es preſentes, & ſur ce ſeront deſpechées lettres garnies de Seau authentique en la meilleur forme qu'il ſe pourra faire.

XXIIII.

Item quòd quamprimò dicti Conſules prima vice erunt facti & confirmati iuxta formam huiuſmodi tractatus, dicti Conſules & Dominus jteratò præmiſſa, tractatum & omnia & ſingula in præſentibus literis contenta, ratificent & approbent, & ſuper hoc literas ſigillo authentico ſigillandas concedant in meliori forma qua de & ſuper præmiſſis fieri poterunt & dictari.

XXV.

Item quòd illi qui fuerant Consules vno anno, de triennio immediate sequenti non possint nec debeant fieri, nec eligi, nec in Consules nominari.

XXV.

Item ceux qui auront esté Consulz vn an, de trois ans apres ne pourront estre nommés ne choisis pour estre en ladicte charge.

XXVI.

Item quòd licet Consules dictæ Vniuersitatis pontes possint reficere, vt superius est expressum, non propter hoc sint adstricti nec teneantur ad reficiendum al quatenus magnum pontem dicti loci qui est supra Dordoneã, sed eius refectio seu reparatio & reditus seu emolumentum, qui, quæ seu quod in dicto ponte dictus Dominus percipere consueuit, pertineant & spectent ad dictum Dominum, prout ante tractatum huiusmodi pertinebant.

XXVI.

Item combien que lesdicts Cõsulz puissent reparer les ponts cõme dict à esté, si ne seront ilz tenus à la reparation du grand pont qui est sur Dordoigne, mais ledict Seigneur sera tenu de le reparer, & aussi pour cest effect prendra l'emolument & reuenu qui prouient dudict pont, comme il auoit accoustumé de faire auant le present traicté.

XXVII.

Item quòd dictus Dominus Brageriaci dictis habitatoribus Brageriaci omnibus

XXVII.

Item ledict Seigneur de Bragerac quitte & remet purement &

simplement aux habitans de ladicte Ville & faubourgs toute haine & rancune, dommage, despens, interest, & toutes autres choses qu'il leur pouuoit demander en general & en particulier, à raison des proces, contentions & debats aduenus & ce qui s'en est ensuiui, & promet auxdicts habitans & à chacun d'eux toute paix, faueur & bienueuillance.

& singulis dictæ Villæ & Burgorum eiusdem omne odium & rancorem & omne damnum, interesse, expensas & quidquid occasione litis, contentionis & controuersiæ expressatis seu expressandis, & secutum, exinde poterat petere atque potest à dictis habitatoribus, seu ab aliquo eorundem, quittat & remittit eisdem integrè purè & simpliciter, & sine retentione & conditione quibuscunque, pacemque & amorem & beneuolentiam reddit & restituit habitatoribus prædictis & cuilibet eorundem.

XXVIII.

Item les habitans du corps de la Ville de Bragerac & leurs partisans, & les habitans du Bourg de la Magdalene se quittent & remettent respectiuement, purement & simplement & sans aucune reserue ou condition, toute haine & rancune, & promettent cy apres de viure en paix & amitié.

XXVIII.

Item quòd habitatores corporis Villæ Brageriaci & omnes sequaces eorundem habitatoribus Burgi Magdalenæ, ipsique habitatores Burgi Magdalenæ habitatoribus dictæ Villæ & sequacibus suis quittant & remittunt sibi ad inuicem purè & simpliciter & absque retentione & conditione quibuscunque, omne odium & rancorem, & sibi restituunt pacem & amicitiam inter ipsos.

XXIX.

XXIX.

Item quòd non obstantibus tractatu seu compositione huiusmodi, molendina & molendinarum reditus seu quæcunque alia deueria quæ Dominus habet seu habere debet in fossatis & ante fossatos dictæ Villæ, & etiam illa omnia quæ habitatores & Vniuersitas dictæ Villæ vel quilibet ex ipsis habent & habere debêt in præmissis, sint illis salua & illibata, vt erant ante tractatum & compositionem prædictam.

Item nonobstant le present traicté les Moulins & reuenu d'iceux, & tous autres deuoirs que le Seigneur, ou les habitans & Communauté ont, ou doiuent auoir dans les fossez & au deuant d'iceux, demeurent en leur entier comme au parauant ce present accord.

ET IVRAVERVNT ad sancta Dei Euangelia libro tacto, se, vt eorum quemlibet tangit, tenere, facere & seruare & complere omnia & singula supradicta, prout superius sunt expressa, in contrarium non venire: & specialiter idem Dominus ratione minoris ætatis per se aut per alium seu alios tacitè vel expressè, nec aliquam causam, intentionem, exceptionem, vel defensionem, seu aliquid juris vel facti contra præmissa vel alterum præmissorum dicere, proponere vel allegare, propter quod ea in toto vel in parte possent cassari, irritari, annullari aliquatenus, vel infringi. Supplicauerunt autem partes prænominatæ vt nos supradicta inter partes acta & concordata vellemus approbare & authoritate nostra regia confirmare, quodque si quis defectus in præmissis adesset, eundem supplere de benignt-

LESDICTES parties entant qu'attouche à vne chacune d'icelles, ont juré aux Saincts Euangiles de tenir, garder, accomplir tout ce qui à esté dict, & ne venir au contraire: specialement ledict Seigneur à juré qu'il n'alleguera rien ne par soy ne par autres qui puisse tendre à l'infraction, cassation, & annullation de ces choses, ou aucune d'icelles, soit pour raison de la minorité d'aage ou autrement. NOVS ont aussi supplié qu'il nous pleut approuuer ce dessus, & le ratiffier de nostre authorité Royale, & suppléer par nostre debon-

naireté le default qui y pourroit estre. SVR QVOY nous desirans qu'il y ait ores & pour l'aduenir paix entre ledict Seigneur & habitans, & souhaitans le repos & tranquillité de ladicte Ville & personnes d'icelle, comme de nos autres subjects, Nous otroyons par teneur des presentes que lesdicts habitans ayent le Consulat, Communauté & autres choses declarées, & approuuons & confirmõs tout ce que dessus de nostre authorité Royale, ensemble ostons la garde qui auoit esté mise en ladicte Ville, à cause des debats & discordes des habitans, ce que nous fesons à l'instante requeste des parties, Sauf en toutes choses nostre droit & celuy d'autruy. Et afin qu'a l'aduenir cela ait plus d'authorité nous auons fait apposer nostre Seau aux presentes lettres. FAICT à Paris au mois de Iuin, l'an du Seigneur, mille trois cens vingt-deux. Et en tesmoigna-

tate regia curaremus. Nos autem inter ipsos Dominum & habitatores pacem haberi & foueri nunc & in posterum, villæque & personarum tranquillitatem, nimirum sicut & cæterorum subditorũ nostrorum, optantes, vt dictos habitatores Consulatum & Vniuersitatem & cætera ad hoc pertinentia, prout superius concordata sunt & expressa, habere, tenere, & exercere liceat, tenore præsentium concedentes, supradicta omnia & singula in præsentibus literis contenta laudamus & approbamus eademque rata & firma perpetuò manere volentes authoritate nostra regia confirmamus, gardiatorem & manum regiam ibidem propter debatum & controuersiam dictarum partium in jurisdictione dictæ Villæ & pertinentijs eiusdem apposita, tenore præsentium partibus ipsis instantibus amouentes, saluo in omnibus jure nostro & etiam quolibet alieno. Quòd vt firmum & stabile permaneat in futurum, præsentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum. ACTVM Parisius anno Domino M. CCCXXII. mense Iunio. IN cuius visionis & jnspectionis testimonium ego dictus Notarius ad instantiam & requestam Roberti Quinqueualentis, Pontij Tabast, & Petri de Infantibus Consulum Sageriaci hoc præsens publicũ jnstrumentum jnquisiui &

recepi, & præmissu de vero originali abstraxi, & in formam publicã redegi. Quod quidem jnstrumentum dicti Consules pro se & alijs Consulibus Brageriaci per me infra scriptum Notarium grossari & abstrahi semel vel pluries petierunt & postularunt, cum per ipsos aut eorum alterum, & quotiescunque fuero requisitus: quod fuit ipsis per me concessum. ACTA fuerunt hæc loco, die, anno & regnãte quibus supra, præsentibus testibus discreto viro Magistro Stephano Mercerio jurisperito, Petro Martini de Fagia, Guilielmo Conogut, Gerardo Pradelli clericis, & me Petro de Sancto Desiderio clerico, authoritate regia publico Notario, qui hoc præsens publicum jnstrumentum jnquisiui & recepi & in libro meo notaui, quod per manum Gerardi Pradelli clerici jurati mei grossari feci, & manu mea me subscripsi, & signum meum apposui consuetum.

ITEM videri & inspici diligenter fecimus quoddam accordum dudum factum inter defunctos IOANNAM DE PONTIBVS, tunc Dominam Brageriaci, & ARCHEMBALDVM Comitem Petragoricensem virum suum cum ipsius viri authoritate, & post mortem jpsorum conjugum per ROGERIVM BERNARDI

ge de ce dessus moy Notaire sus escript & nommé A l'jnstance & requeste de Robert Cinquenual, Ponce Tabast, & Pierre des Enfans Cõsulz de Bregerac ay reçeu le present jnstrument, [illegible] du vray original ay extrait ce que dessus & redigé en forme publique. Lequel jnstrument lesdictz Consulz pour eux & leurs compaignons m'ont prié vouloir extraire & grossoyer vne fois ou plusieurs, & lors que requis en seray, ce que leur ay otroyé. FAICT l'an, jour, lieu, & regnant qui dessus, Presens à ce discrete personne Maistre Estiẽne Mercier Docteur en Loix, Pierre Martin de la Faye, Guillaume Conegut, Gerard Pradel clercs, & moy Pierre de Sainct Disier Notaire Royal qui ay receu le present jnstrument & enregistré en mon liure, l'ayant faict grossoyer de la main dudict Pradel mon commis, & l'ay signé de ma main & mis mon sein accoustumé.

Avssi auons faict voir bien & diligemment certain accord jadis faict entre feüe Iehanne de Pons lors Dame de Bragerac, & Archambavt Comte de Perigort mari d'jcelle & à ce faire l'ayant authorisée, & apres la mort d'jceux par Rogier de Bernard Conte de Perigort & Seigneur de Bragerac heritier vniuersel en ceste partie desdicts conjoincts, d'vne part, Et ceux qui lors estoyent Consulz dudict Bragerac d'autre, Sur l'ottroy, ratiffication & confirmation des coustumes, franchises, libertés & priuileges contenus en aucuns articles jnseres dans certain jnstrument reçeu & enregistré par Maistre Elie Domingue Notaire Royal. Et apres le deces dudict Notaire, Aymeric de Domme aussi Notaire Royal par mandement & permission de la Court du Seneschal de Perigort & de Quercy l'auoit faict escrire & grossoyer par

Comitem Petragoricensem virum suum cum ipsius viri authoritate, & post mortem ipsorum conjugum per Rogerivm Bernardi Comitem Petragoricensem ac Dominum Bragerac heredem vniuersalem in hac parte conjugum prædictorum ex vna parte, & Consules qui erant pro tempore dicti loci Bragerac ex altera, super concessione, ratificatione, & confirmatione consuetudinum, franchisiarum, priuilegiorum & libertatum contentorum in quibusdam articulis jnsertis in quodam publico jnstrumento per Eliam Domingo clericum publicum authoritate Regia Notarium, jnquisito & in protocollo suo notato. De quo quidem protocollo post eius Notarij decessum Aymericus de Dumo clericus, eadem authoritate publicus Notarius, de mandato & licentia curiæ Seneschalli Petragoricensis & Caturcensis sibi facto, per manum Raymundi Domingo coadjutoris sui scribi & grossari fecit in formam publicam redigendo, ipsumque instrumentum dictus Aymericus Notarius signo suo publico consueto signauit requisitus, vt per idem jnstrumentum prima facie apparebat. Quorum articulorum & cujuslibet eorundem tenor subscribitur in hunc modum.

Raymond Domingue ſon coadjuteur, l'ayant redigé en forme authentique & ſigné de ſonſeing public accouſtumé ayant eſté requis comme il apparoiſſoit par ledict jnſtrument. Et d'jceux articles la teneur s'enſuit ainſi.

I.

Primò quòd ſeruientes ſtatuantur certi, & eorum nomina ſcribantur, & in curia Domini publice ſcripti jnueniantur, vt quilibet ſcire poſſit qui ſunt ſeruientes & quibus tanquam ſeruientibus tenebitur obedire. Et de eis ſit certus & moderatus numerus conſtitutus iuxta priuilegiorum Conſulum ſeriem & tenorem.

I.

Premierement y aura certain nombre de Sergents les noms deſquels ſeront eſcrits publiquement au Parquet, afin que chacun les puiſſe cognoiſtre & comme tels leur obeir. Et en ſera le nombre moderé ſelon la teneur des Priuileges octroyés aux Conſulz.

II.

Item quòd quilibet ſeruiens teneatur & debeat citare in Villa Brageriaci, Burgis & Barris & ſuburbijs eiuſdem quemcunque pro duobus denarijs, & plus non debet accipere: & pignorare pro ſex denarijs: & ſigillare, bannire & arreſtare pro ſex denarijs.

II.

Nul Sergent ne pourra prendre pour vn ſimple adjournement qu'il fera dans la Ville de Bragerac ou faubourg d'jcelle plus que de deux deniers, & pour vne ſaiſie & execution ſix deniers.

III.

III.

Si

Si le Sergent va hors la Ville à requeſte d'vn Bourgeois ou autre quelconque, il ſera tenu de faire ſa charge pour douze deniers pour lieue, & pour cinq ſols pour jour.

Item ſi contingat aliquem ſeruientem ad requeſtam alicuius Burgenſis, ſeu alterius cuiuſcunque exire villam pro ſuo officio exercendo, tenebitur exercere officium ſuum infra vnam leucam pro duodecim denarijs: & ſi vadat duas leucas, habebit duos ſolidos: & ſi tres leucas vadat, habebit tres ſolidos: & ſi per totum diem, quinque ſolidos monetæ tantum.

IIII.

Si vn Bourgeois eſtant adjourné vient à defaillir en la Court du Seigneur, il n'en payera rien audict Seigneur ou ſon Bailli, ſuyuant l'ancien ſtile.

IIII.

Item quòd ſi aliquis Burgenſis citatus fuerit ad inſtãtiam cuiuſcunque, & deficiat in curia Domini, ſeu in diſtrictu eiuſdem, pro dicto defectu nõ debebit aliquid, nec præſtare tenebitur Domino memorato, ſeu eius Bajulo, juxta ſtilum in talibus antiquitus obſeruatum.

V.

Si celuy qui eſt adjourné defaut vne ou pluſieurs fois, en matieres ciuiles on le pourra readjourner de jour en jour juſqu'a ce qu'il aura comparu.

V.

Item ſi aliquis Burgenſis citetur, quòd facta prima citatione ſi deficiat, vel in quacunque ſi defecerit, in cauſa ciuili poſſint fieri citationes de die in diem donec comparuerit.

VI.

VI.

Item quòd nullus seruiens poterit aliquem arrestare, seu super bonis alicuius bannum apponere vel sigillare pro causis ciuilibus, nisi judicato præcedente, vel jnstrumento publico.

Nul Sergent ne pourra arrester ne saisir les biens d'aucun pour debte ciuil, qu'il ny ait obligation, ou condamnation precedente.

VII.

Item si contingat seruientem arrestare vel pignorare aliquem Burgensem, seu eius bona bannire ad jnstantiam partis legitimæ vt supra, & arrestatus seu pignoratus satisfaciat parti, quòd dictum arrestum & bannum sunt nullius momenti, & dictus pignoratus potest & debet recuperare pignus suum & accipere propria authoritate absque licentia superioris, satisfacto prius seruienti de suo salario moderato.

VII.

Si vn Sergent arreste & saisit la personne ou les biens d'aucun à requeste de partie legitime, & que tel satisface à ladicte partie, ledict arrest & saisie n'aurõt plus aucune valeur, & jceluy pourra de soy mesmes sans authorité de Iustice prendre la possession de ses biens, apres auoir payé au Sergent son salaire.

VIII.

Item si quis seruiens arrestet, pignoret, banniat vel sigillet suo proprio motu absque licentia curiæ, vel requesta partis, quòd dictum arrestum, pignoratio, bannum & sigilli appositio sunt nullius momenti ipso facto, & dictus arrestatus, seu cui tale bannum & sigillum appositum est, prædictis tenebitur minime obedire. Et si de præmis-

VIII.

Toute saisie ou executiõ faicte par vn Sergẽt de son propre mouuement & sans permission de Iustice, ou requisition de partie, sera de nul effect & valeur, & l'executé ne sera tenu d'y obeir, ains l'amande de soixante sols qu'il pourroit

auoir encourue pour raison de la desobeissance, sera retorquée contre le Sergent qui aura ainsi abusé.

sis querelam coram Domino seu eius Bajulo venire contigerit, ratione jnobedientiæ præmissorum, gagium sexaginta solidorum super seruientem sic male vtentem deuoluetur.

IX.

Si vn forein à jniurié vn Bourgeois, ou bien luy est redeuable en quelque somme d'argent par obligation ou autrement, & il se trouue dans la Ville ou destroit d'icelle, le Bourgeois le pourra faire adjourner à cõparoir d'heure en heure pardeuant le Bailli, ou l'arrester si bon luy semble (pourueu que le Bourgeois soit homme notable) afin que son debte ne se perde, & que l'injure ne demeure sans satisfaction. Et s'il appert du debte ou injures par confession ou autrement par tesmoins ou jnstrument, le forein demeurera en l'arrest jusqu'a ce qu'il ait entieremẽt payé & satisfait au Bourgeois ou baillé bonnes & suffisantes cau-

IX.

Item si forensis aliquis teneatur cuidam Burgensi cum jnstrumento vel sine jnstrumento in summa pecuniaria, vel aliàs dictus Burgensis injuriatus fuerit, dictus Burgensis pro præmissis si jnueniat dictum in dicta Villa seu districtu eiusdem, poterit dictum forensem facere citari & ad judicium euocari statim & jncontinenti coram Bajulo dicti Domini seu eius curia, aut si dicto Burgensi, personæ jnquam notabili vel jdoneæ visum fuerit, arrestare ad finem ne debitum ipsius Burgensis valeat deperire, aut actio dictarum injuriarum possit extingui. Et si per confessionem ipsius forensis, vel alias legitime per testes seu jnstrumẽta constare possit de dicto debito seu injurijs, dictus forensis tandiu arrestatus remanebit quousque dicto Burgensi de præmissis fuerit satisfactum, aut bonas & sufficientes cautiones habitatores dictæ Villæ præstauerit, qui dicto Burgensi infra octo dies post condemnationem ipsius debiti satis-

faciant aut compleant competenter, nisi forte tantum de bonis ipsius forensis in jurisdictione dictæ Villæ inuentatur, de quibus dicto Burgensi possit satisfieri ad plenum.

tions qui resident en ladicte Ville, & promettent de payer le debte dans huit jours apres la cõdamnation, sinon que ledict forein eut des biens suffisans pour ce faire au destroit de ladicte Ville.

X.

Item siquis Burgensis causa cognita condemnatus fuerit versus Dominum in gagio sexaginta solidorum, aut in majori vel minori summa, propter hoc non arrestabitur, sed fiet executio in bonis dicti Burgensis viriliter & debite vsque ad summam concurrentem. Si vero dictus Burgensis bona sufficientia ad illud non habeat, Bajulus dicti Domini seu eius officialis talem Burgensem arrestare poterunt & eum compellere ad soluendum dictum debitum prout eis visum fuerit expedire. Si vero condemnatio aliqua gagij pro gagio subsequatur, talis condemnatio ipso facto erit irrita & inanis, nisi ibi esset manifesta rebellio, vel delictum in dicta compulsione facienda.

X.

Si vn Bourgeois apres cognoissance de cause à esté condamné enuers le Seigneur à soixante sols, ou plus, ou moins, Il ne pourra estre arresté pour raisõ de ce, mais sera deuemẽt executé pour raison de ce jusqu'a la concurrence de la somme. Et s'il n'a biens suffisants le Bailli ou ses officiers le pourrõt constraindre de payer par empriſonnement de sa personne, ou autrement comme ils verront estre à faire par raison. Mais condẽnation d'amende pour amende en ce cas n'aura lieu, sinon qu'il y eut forfait ou rebellion manifeste à la Iuctice.

XI.

Si vn Bourgeois est prins pour debte ciuil ou pour crime ciuilement traitté, il sera jncontinent recreu & eslargi s'il le requiert, en baillant cautions d'ester à droit, & s'il nen à ou nen peut trouuer, auec caution juratoire, de se presenter deuant le Bailli à certain lieu, jour, & heure. Ce qui est entendu de celuy qui à biens suffisans pour respondre du debte ou delict. Que si ledict arresté n'auoit aucuns moyens, il sera detenu selon la discretion du Bailli.

XI.

Item, si aliquis Burgensis captus aut arrestatus fuerit pro crimine ciuiliter agêdo, vel alias in causa pecuniaria, & petat se recredi cum cautionibus de standoiuri, statim debet tradi ad recredentiam cum cautionibus prædictis: & nisi cautiones habeat, aut innenire possit (super quibus stabitur juramento ipsius arrestati) recredetur cum juramento præstando per ipsum de comparendo, veniendo & parendo juri coram dicto Bajulo certis diebus, locis & horis. Et hæc tantum sit recredentia, cum dictus arrestatus bona jmmobilia possideat, vel tantum de mobilibus quod sufficiat ad satisfaciendum juxta qualitatem debiti vel delicti. Si autem aliqua bona non possideat, dictus Bajulus dictum arrestatum detinebit prout suæ discretioni videbitur faciendum.

XII.

Nul Bourgeois ne sera prins pour aucun crime sinon qu'il soit trouué en flagrant delict, ou diffamé publiquement dudict crime,

XII.

Item aliquis Burgensis nõ debet capi nec arrestari pro aliquo crimine, nisi in flagranti seu recenti crimine, aut de dicto crimine fuerit publice diffamatus, aut denunciatio fiat contra eum de

dicto crimine. Qui quidem denuncians debet jurare ante captionem dicto Bajulo vel eius locumtenenti, dictam denunciationem se scire vel credere fore veram, & hoc etiam tenetur facere coram parte denunciata ante quàm dictus denuntiatus respõdeat dictis propositis cõtra ipsum: aut si jnformatio facta per Bajulum eum apprehendat potest capi, sed ipsam jnformationem ante facti responsionem dictus Bajulus quatuor Consulibus ostendere teneatur.

ou qu'il y ait denonciateur contre luy. Auquel cas celuy qui aura denoncé sera tenu au parauant l'empriſonnement de l'accuſé, asſerer moyennant ſerment en preſence du Bailli ou ſon Lieutenant le contenu de ſa denonciation eſtre veritable: & ſemblable aſſertion ſera faite en preſence de la partie accuſée deuant qu'elle reſponde aux choſes qui luy ſeront miſes ſus. Toutesfois ſi le Bailli à jnformé du crime, on pourra conſtituer priſonnier le delinquant, & auparauant qu'il reſponde aux charges & jnformations ledict Bailli ſera tenu de les monſtrer à quatre Conſulz.

XIII.

Item ſiquis Burgenſis arreſtatus & captus fuerit pro aliquo crimine capitali non manifeſto, nec fama publica contra eum laborante, quem jnformatio aliqua de dicto crimine non apprehendat, ſed denuncians duntaxat appareat, & dictus Burgenſis petat ſe recredi cum cautionibus de ſtando juri, tradetur ad recredentiam cum cautionibus prædictis.

XIII.

Si vn Bourgeois eſt prins pour crime capital dont il ne ſoit manifeſtement diffamé par le commun bruit du peuple, ne chargé par jnformations, mais ſeulement denoncé par quelqu'vn, en baillant cautions d'eſter à droit il ſera receu.

XIIII.

Si vn Bourgeois eſt prins pour crime public & manifeſte comme pour auoir nauré quelqu'ũ à mort, les playes auant toute œuure, ſi faire ſe peut ſeront viſitées par des Chirurgiens experts de la Ville en preſence du Bailli ou du Iuge, appellés deux Conſulz. Et ſi les Chirurgiens jugent les playes eſtre mortelles le Bourgeois ſera detenu priſõnier par l'eſpace de quarante jours à compter du jour que le coup aura eſté faict. Et ſi le bleſſé meurt dans ces quarante jours, le Bourgeois ſera tenu de ſa mort, ſinon qu'il ait deffence legitime. Au contraire ſi le bleſſé demeure en vie quarante jours allant par les rues comme eſtant ſain, & apres decede pour raiſon de ſon mauuais regime, le Bourgeois ne ſera tenu de ſa mort, mais du coup ſeulement, non plus que s'il aduient

XIIII.

Item ſi quis Burgenſis captus fuerit pro quodam crimine publico & manifeſto, vt pote quia vulnerauit hominem ad mortem, ante omnia ſi commodè fieri poſſit, vulnera prædicta debent reſpici & judicari per competentes medicos Brageriaci in præſentia Bajuli vel Iudicis, vocatis duobus Conſulibus, qui Medici de eis curare poſſunt, aut qui alias judicare ſuper his conſueuerunt. Et ſi dicti Medici prædicta vulnera iudicent mortalia, dictus Burgenſis detinebitur captus per quadraginta dies à tempore illati vulneris computandos. Et ſi dictus vulneratus infra dictos quadraginta dies decedat dictus Burgenſis tenebitur de morte niſi alia iuſta cauſa valeat ſe tueri. Si verò dictus vulneratus ſuperuiuat dictos quadraginta dies vadens per carrerias tanquam ſanus, & poſtea moriatur rationeſui praui regiminis, dictus Burgenſis non tenebitur de morte ſed de vulnere. Si vero jnfra dictos quadraginta dies dictus vulneratus eſt praui regiminis & comedit carnes & bibit vinum, ſeu jmmiſcet ſe cum mulieribus, ſeu vadit per carrerias, & moritur propter culpam ſui praui regiminis, dictus Burgenſis non tenebitur de mor-

te, vt supra, sed de vulnere.

que dans les quarante jours ledict blessé tienne mauuais regime en mangeant chair & beuuant du vin, ou se meslant auec les femmes, ou bien allant par les rues, & qu'a raison de ce il vienne à mourir.

XV.

Item si dicta vulnera judicentur jmmortalia, dictus Burgensis tradetur ad recredentiam, vel in commendam, si & prout Bajulo vel Iudici cum duobus consulibus videbitur faciendum, statim cum cautionibus de standō juri. Et si contigerit forsitan post judicationem dictum vulneratum mori propter culpam sui praui regiminis, pro prædictis in articulo prædicto proxime declarato, dictus Burgensis non tenebitur de morte vt supra, sed de vulnere.

XV.

Si les playes ne sōt jugées estre mortelles le Bourgeois sera recreu jncontinent ou baillé en garde, cōme le Bailli ou le Iuge auec deux Consulz verra estre à faire, auec cautions d'ester à droit. Et s'il aduiēt par cas fortuit qu'apres le jugement faict desdictes playes le blessé decede à cause du mauuais regime qu'il tient en faisant les choses desquelles à esté parlé au precedent article le Bourgeois ne sera tenu que du coup.

XVI.

Item si captus fuerit dictus Burgensis pro crimine capitali publico vel manifesto, & sit talis conditionis quod ipsum oporteat quæstionare,

XVI.

Si vn Bourgeois estant prins pour crime capital public & manifeste est subject à la question & torture

corture, le Bailli ne pourra decerner la queſtion ſans appeller au conſeil les Conſulz & aucuns des habitans de ladicte ville, qu'il choiſira, & en la preſence d'jceux la queſtion ſera baillée à l'accuſé.

quæſtio debet judicari per Bajulum cum conſilio Conſulum & habitatorum quorundam dictæ Villæ, de quibus ſibi videbitur expedire, qua judicata, Bajulus debet eum quæſtionare in præſentia Conſulum & prænominatorum habitatorum.

XVII.

Si vn Bourgeois eſt accuſé de crime capital non manifeſte, bien qu'il en ſoit chargé par jnformations ou par preſomption vehemente, pourueu toutesfois que le crime ne ſoit notoire, & ſe ſoumettant à faire enqueſte ou à l'inquiſition qu'on fera dudict crime, il euitera la queſtion.

XVII.

Item ſi Burgenſis ſit accuſatus de capitali crimine non manifeſto, eſto quòd jnformatio apprehendat ipſum aut vehemens ſuſpitio, dum tamen dictum crimen non ſit notorium vel manifeſtum & velit ſe ſupponere jnqueſtæ de dicto crimine, in iſto caſu non erit quæſtionandus.

XVIII.

Si vn Bourgeois eſt relaxé de l'accuſation qui auoit eſté jntenée contre luy à la denonciation de partie ciuile, ou jnſtance du Procureur fiſcal, ou autrement, le de-

XVIII.

Item ſi contra accuſatum Burgenſem fiat proceſſus ad denunciationem partis, ſiue fiat ad jnſtantiam Procuratoris curiæ, vel alias & abſoluatur, dictus denuncians condemnabitur in expenſis per ipſum accuſatum paſſis in proſecutione litis.

nonçeant sera condemné aux despens enuers l'accusé.

XIX.

Item Procurator curiæ non potest quenquam accusare vbi est pars accusans, vel denuncians, sed vbi fama publica vel jnformatio præcedit, & dictus accusans vel denuncians crimen non prosequitur, vel si de collusione appareat, tunc dictus Procurator contra dictum accusatum procedat.

XIX.

Le Procureur fiscal ne pourra accuser aucun s'il y à partie. Mais s'il y à jnformation precedente ou fame publique & le denonciateur ou accusateur ne tient conte de poursuiure par collusion ou autrement, lors le Procureur procedera contre l'accusé.

XX.

Item si quis accusatus fuerit de crimine capitali commisso in persona cujuscunque patientis, & dictus patiens gratis & sine fraude excuset dictum accusatum de dicto crimine cum jnstrumento, vel alias in præsentia proborum virorum, talis excusatio valebit ad eius expeditionem, nisi alias manifestè dictum crimen contra eum probaretur.

XX.

Si le blessé descharge l'accusé de crime capital gratuitement & sans fraude par contract, ou autrement en presence de gens de bien, telle descharge luy seruira pour sa deliurance, sinon que le crime fut manifestement verifié contre luy.

XXI.

XXI.

Si vn prisonnier pour crime capital en veut accuser vn ou plusieurs qui soyent de bon renom & non soupçonnes en rien, telle accusation sera de nul effect & foy aucune ny sera adjoustée.

Item si quis criminosus pro crimine capitali captus uel arrestatus fuerit, & sic captus vel arrestatus accusare velit vnum vel plures homines bonæ famæ aduersus quos siniſtra suspitio non laborat, talis accusatio caret omni perpetuo firmitate, nec est ei fides aliqua adhibenda.

XXII.

La denonciation d'vn homme de vil estat & basse condition ne sera reçeue cõtre vn hõme de bon renom & non suspect du contenu en ladicte denonciation: sauf de le pouuoir directement accuser si l'accusateur n'est criminel ou en prison.

XXII.

Item si quis vilis conditionis & parui ſtatus, voluerit denunciare contra hominem bonæ famæ & boni ſtatus, non ſuſpectum de contentis in denunciatione prædicta, talis denunciatio minime recipitur. Si vero eum accuſare velit directe, ad hoc erit admittẽdus, dum tamen criminoſus & captus accuſans non exiſtat.

XXIII.

Le geollier prendra sur chascun prisonnier soit pour crime ou pour debte douze deniers, & sur tout criminel qui entrera dans la tour deux solz. Mais celuy qui sera mis dans la tour pour debte ciuil, ou il

XXIII.

Item portarius habebit de arreſto ſuper quolibet tam criminoſo arreſto, quàm ciuili duodecim denarios. Et ſi crimine exigente ponatur in turre, duos ſolidos. Si vero ponatur in turre pro cauſa ciuili in caſu vbi poni non deberet, non habebit niſi duodecim denarios. Si

autem arrestatus fuerit pro causa ciuili indebitè portarius nihil habebit ab arrestato. Et si arrestatus fuerit pro gagio curiæ vel emenda etiam dictus portarius nihil habebit.

ne deuroit estre mis, ne payera que douze deniers. Et de celuy qui aura esté prins jndeuemẽt pour debte, ledict geollier n'en aura rien, nõ plus que s'il auoit esté prins pour vne amende.

XXIIII.

Item si fiat executio de gagijs & emendis ad jnstantiam dicti Domini seu eius Bajuli per seruientes ipsius Domini, dicti seruientes pro dicta executione facienda nihil exigent ab eis contra quos fient executiones prædictæ, quòd si exigerent dictam exactionem conquerentibus restituere tenebuntur.

XXIIII.

Les Sergents ne pourront exiger aucune chose des execu tés par les executions d'amendes qu'ils feront à la poursuite du Seigneur ou de son Bailli, & ce qu'ils auront prins seront tenus le rendre à ceux qui s'en plaindront.

XXV.

Item nullus Burgensis debet arrestari nec bona sua vendi pro aliquo debito seu obligatione aliqua, nisi quatenus ad hoc obligatus cum jnstrumento expressè jnueniatur, vel alias legitimè condemnatus, quo casu fiet executio in bonis duntaxat in forma juris.

XXV.

Nul Bourgeois ne sera prins, ne son bien vendu pour aucun debte, sinon qu'il y ait obligation expresse, ou condemnation, auquel cas ses biens seulement serõt prins selon la forme du droit.

XXVI.

Nul Sergent ou autre perſonne quelconque pour aucun debte ne pourra prendre par execution à vn Bourgeois ſon propre lict ou il couche, ne la couuerture d'jceluy ſinon qu'il en ait deux, ny la robe de ſa femme ſi n'en à qu'vne, ny le couſſin, ny les linceuls, & ne pourra le Sergent deſcouurir ledict lict.

XXVI.

Item nullus Seruiens aut alius quicunque pro vllo debito cognito vel non cognito aut judicato, Burgenſem pignorare poſſit nec debeat de loco proprio in quo cubat, vel veſte muliebri ſi vnicam habeat, nec etiam cooperturam lecti prædicti, niſi ſit duplex, in quo caſu pignorare poterit vltra vnã, neque puluinar pignorabit, neque linteamina niſi duplicata jnueniantur vt ſupra, attamen dictum lectum dictus ſeruiens diſcooperire non debebit.

XXVII.

Si vn Bourgeois eſt executé en ſes meubles pour quelque debte, auant faire la vendition & deliurance d'jceux le Sergent doibt attendre quarante jours, apres leſquels l'executé ſera aſſigné pour voir proceder à la vendition deſdicts meubles, & alleguer ſes raiſons ſi aucunes en à pour empeſcher ladicte vendition. Et ſi ayant

XXVII.

Item ſi quis Burgenſis pignoretur pro aliquo debito, antequam pignora vendantur debent ſtare per ſpatium quadraginta dierum, & elapſo tempore prædicto pars pignorata debet ad judicium euocari pro dictis pignoribus vendendis, allegaturus cauſam rationabilem ſi qua habet quare ad venditionem prædictorum minime procedatur. Et ſi alleget ſolutionem & eam ſummariè & de plano oſtendere poſſit, aut terminj prorogationem, ſeu quittatio-

nem, de quibus statim faciat promptam fidem, vel infra octo dies ad plus ad hoc admittetur. Si vero dictus pignoratus petat recredentiam dictorum pignorũ cum cautionibus de stando juri, ad hoc non admittetur post lapsum spatium quadraginta dierum. Sed si ante quadraginta dierum spatium pars pignorata partem pignorantem citari fecerit, asserens se jndebitè pignoratam & petierit recredẽtiam cum cautionibus ad hoc admittetur, nisi debitor de suo debito fecerit, vel statim faciat promptam fidem: gagia vero capra seu pignorata in casu prædicto extra Villam Brageriaci trahi vel eijci minime possunt.

allegué payement, quittance, ou prolongement du terme, il en peut monstrer sommairement & à plein sur le champ, ou dans huict jours pour le plus, il y sera reçeu. Mais si apres lesdicts quarante jours il demande la recreance de ses meubles auec cautions d'ester à droit, il n'y sera aucunement reçeu. Mais bien y sera reçeu si auant les quarante jours il fait ladicte requisition, & maintient auoir esté jnduement executé, sinon que le creancier fit prompte preuue de son debte. Toutesfois en ce cas jceux meubles ne pourront estre transportés hors la Ville de Bragerac.

XXVIII.

Item armaturæ vt pote enses, lanceæ, scuta, boglaria, loricæ, plateæ, pileus ferreus, siue capellus, perpoincha siue gambayscho, guisarma, balista, & alia genera armorum necessaria ad tuitionem corporis & hospitij ac custodiam Villæ pro nullo debito pignorentur, neque munimina aratorum, neque boues seu alia anima-

XXVIII.

Aucune execution ne se fera es armes d'vn Bourgeois cõme sont l'espée, la lance, escusson, bouclier, cuirace, arbaleste & autre sorte d'armes necessaires pour la defense de chascun & de la Ville, ne pareillement es jnstruments aratoi-

res, ne bœufs ou autre bestail necessaire à labourer la terre, ny es habillements dudict Bourgeois, de sa femme & enfans, sinon que chascun d'eux eut double habillement.

lia, arantes pro vso debito pignorentur vt supra, neque vestes vnicę necessariæ dicto Burgensi seu eius vxori aut liberis, nisi forsan pro quolibet sint duplices, quo casu eæ quæ duplices inuenirentur valeant pignorari, & executioni debitæ demandari.

XXIX.

Tout Bourgeois pourra faire exęcution pour son debte cognu ou non cognu. Mais s'il la fait iniustement il sera tenu en soixante sols d'amende enuers le Bailli. Au contraire si l'execution est bonne l'amende sera retorquée contre l'executé applicable au Bailli comme dessus.

XXIX.

Item quilibet Burgensis pignorare potest pro suo debito cognito vel non cognito. Et si injuste pignorauerit & Bajulus dicti Domini de dicta pignoratione audiuit clamorem seu querelam super qua lis contestata fuerit, a dicto pignorante habere poterit sexaginta solidos pro emenda. Si vero juste pignorauerit & dictus Bajulus audiuerit querelam vt supra, dictus Bajulus habebit dictos sexaginta solidos pro emenda à dicto pignorato.

XXX.

Le Sergent executeur sera tenu en presence de l'executé & à sa requisition mettre les meubles qu'il aura prins en lieu seur chés vn

XXX.

Item si seruiens pignoret ipse debet ponere dicta pignora in præsentia pignorati, si hoc scire velit in bono loco & tuto, videlicet in domo cujusdam Burgensis seu habitatoris dictæ Villæ, &

denunciari ei vel illi pro quo pignorat ne dicta pignora valeant deperiri quòd si dictus seruiens non fecerit, dicta pignora sint periculo seruientis.

Bourgeois ou habitant de la Ville, & le denonçer à lexecuter faisant, afin que les meubles ne se perdent, autrement ce sera aux perils & fortunes du Sergent.

XXXI.

Item si quis Burgensis euocetur ad judicium aut sit reus aut sit actor, ipse debet comparere de octo in octo diebus ad minus, si hoc acta requirant. Et si actor vel reus vult præcipitare negotium hoc ei facere non licebit, nec etiam prorogare quin procedatur vt supra, nisi de eorum communi consensu processerit & voluntate.

XXXI.

Si vn Bourgeois est assigné ou est partie en quelque proces soit en demandant ou defendant, il doit comparoir de huitaine en huitaine pour le moins s'il est ainsi ordonné. Que si l'vne ou l'autre partie demande l'auancement ou retardement de la cause, ne leur sera accordé, sinon du commun consentement & volonté des deux parties.

XXXII.

Item pro acto soluet quilibet actor & reus duos denarios pro incorporando siue actum sit magnum vel paruum, & pro grossando quinque solidos de brassata si sit in papiru. Si vero actor vel reus processum suum

XXXII.

Le Greffier aura deux deniers pour enregistrer vn acte soit grãd ou petit, & pour le grossoyer en papier cinq solz pour brassée. Et si la partie veut faire grossoyer son proces

proces en parchemin, le Greffier sera tenu de le faire & le mettre en bonne forme suyuant les Ordonnances Royaux & ne prendra que six solz pour brassée.

grossare voluerit in pergameno, hoc scriptor curiæ facere tenebitur, & faciet ei bonum processum iuxta ordinationes Regis, & exiget pro brassata sex solidos turonenses.

XXXIII.

Le Greffier ne grossoyera vne procedure s'il n'est requis par la partie, autrement s'il le fait & la partie ne veut la grosse ne la pourra contraindre de la payer.

XXXIII.

Item scriptor curiæ non grossabit processum nisi per partem fuerit requisitus, & si alias grosset ipsum & pars eum habere noluerit, dictus scriptor non poterit partem compellere ad sibi soluēdum.

XXXIIII.

Ledict Greffier n'aura que cinq solz pour vne sentence diffinitiue. Quāt au Seau s'il est mis à vn simple acte n'en sera prins que deux deniers, & s'il est mis à vn decret ou sentence diffinitiue, cinq solz.

XXXIIII.

Item dictus scriptor habebit pro qualibet sententia diffinitiua quinque solidos, & sigillum curiæ pro quolibet acto sigillando duos denarios, & pro sigillo in decreto, vel sententia diffinitiua apponendo quinque solidos.

XXXV

XXXV.

Item habebit sigillum curiæ quando apponetur in cartis seu jnstrumentis pro quocunque debito sex denarios. Si vero apponatur in cartis seu jnstrumentis mentionem facientibus de possessionibus seu hæreditatibus ad perpetuum duodecim denarios.

En tous jnstruments obligatoires ne sera prins pour le Seau que six deniers. Et en tous autres contracts perpetuels faisants mention d'heritages, douze deniers.

XXXVI.

Item hi qui ad vindemias veniunt ipsis vindemijs durantibns, pro debitis quibuscunque, ipsi nec bona sua non debent capi seu arrestari, nec pro ciuili actione aliqua ad judicium euocari, & si contra factum fuerit dictum arrestum & adjornamentum non valent nec tenent, nec parendum est eisdem & bona pignorata statim restituentur, nisi duntaxat de contractibus initis durantibus ipsis vindemijs.

XXXVI.

Ceux qui viendront aux vendanges jcelles durant ne pourront estre prins eux ne leurs biens pour debte quelconque, ne assignés en jugement pour action ciuile, autrement la saisie & adjournement seront de nulle valeur, sans toutesfois en ce comprendre les cõtracts faicts pendent le temps desdictes vendanges.

XXXVII.

Item si durantibus dictis vindemijs aliqua controuersia in judicio moueatur quæ tangit negotia vindemiarum, statim & jncontinenti summarie & de plano absque strepitu judiciario cognosca-

XXXVII.

Tous proces & differents en matiere de vendanges & durant jcelles seront vuides sur le champ sommairement, & ne sera rien

prins pour la conteſtation des parties.

tur de eiſdem, & propter negationem ſeu affirmationem partium nullum gagium generetur.

XXXVIII.

Toutes executions qu'il conuiẽdra faire pour le ſalaire de ceux qui ſeront venus aux vendanges contre ceux qui les auront loes ou fait loer, ſe feront ſur les premiers vins vendangés, & ſeront telles perſonnes preferes à tous autres creanciers.

XXXVIII.

Item ſi qui veniunt ad vindemias & pro affanagio ſeu mercede ſoluendis oporteat fieri executionem contra dominum ſeu dominos qui eos conduxerunt ſeu conduci fecerunt, ſtatim fiet executio in primis vinis vindemiatis & apportatis per eoſdem, & iſti ſoluentur ante omnes creditores, & omnem obligationem præcedent.

XXXIX.

Si aucun vend vne choſe jmmeuble, ſon parent dans le quart degré la pourra retraire dans l'an & moys de la vendition en offrant à l'achepteur le prix que la choſe aura coſté. Et pourra le retraict eſtre fait au nom d'vn pupil & mineur, combien que le retrayant ne ſoit ſon tuteur ou curateur.

XXXIX.

Item quicunque vendiderit aliquam rem jmmobilem, & quis de parentela infra quartum gradum venditoris, voluerit eam habere per turnum burſæ, ad hoc admittetur infra annum & menſem cum vero pretio empto & oblato emptori. Et ſi ſit infans in cubili pro ſe retrahens, aut minor jn cubes, & quis nomine & vice ipſius minoris ſeu jnfantis ad eius pupilli ſeu jnfantis commodum velit dictam rem retrahere ſeu habere per turnum burſæ, hoc facere poterit & ei licebit, eſto quod non ſit tutor ſeu curator ipſius minoris.

XL.

Item si talis de genere retrahere volens impubes tunc oblationem per se etiam facere poterit, sed in judicio agere habebit cum tutoris vel curatoris saltim ad litem illam sibi dandi, authoritate, minor pubes tamen offerre & dictum emptorem in judicio euocare pro jure suo turni bursæ, poterit & ei licebit absque licentia tutoris vel curatoris, & judicium valebit inter emptorem & talem puberem quoad rem venditam recuperandam ratione turni bursæ.

XL.

Si le lignagier voulant retraire est mineur de douze ou quatorze ans luy seul pourra faire l'offre, mais ne pourra estre en jugement sans estre pourueu de tuteur ou curateur à tout le moins quant à ce. La susdicte prouision n'est requise à celuy qui est en puberté.

XLI.

Item si forsan primus emptor vendat alicui dictam rem infra dictum terminum, aut res vendita ad plures emptores infra dictum terminum deueniat, quis de parentela dictam rem venditam tornare poterit infra annum & mensem, & à quolibet detentore poterit petere, pretium offerendo vt supra.

XLI.

Si l'Achepteur dedans l'an & mois de l'achapt vend ladicte chose, ou si elle est vendue à plusieurs, Ce nonobstant le lignager peut venir au retraict dedans ledict an & moys en offrant comme dit est le prix à celuy qui tient la chose.

XLII.

XLII.

Si le Seigneur feodal achepte vn fonds ou le retient par puissance de fief, le parent du vendeur dans le quart degré pourra retraire la chose vendue dudict Seigneur feodal dedans l'an & moys de la vendition, en luy payant le prix que la chose aura costé auec les ventes & autres droits Seigneuriaux.

Item si Dominus feodalis emerit fundum aut ipsum fundum retinuerit iure sui Dominij ab alio emptore, & quis de parentela ipsius venditoris infra quartum gradum, dictam rem venditam â dicto Domino feodali recuperare voluerit infra annum & mensem iure turni bursæ, hoc facere poterit & ei licebit cum vero pretio empto & vendagijs & juribus suis.

XLIII.

XLIII.

Pour faire retraict ne sera besoin de bailler demande par escrit, mais le demandeur fera seulement adjourner le defendeur, & y sera procedé de jour en jour sans attendre la huictaine, & le demandeur offrira l'argent à l'achepteur s'il le trouue, sinon à son domicile deuant Notaire s'il en peut trouuer, & autres gens de bien, & dira moy tel (& se nommera) suis (ou s'il agit au nom d'autruy) tel est parent dans le quart degré de tel

Item pro re jmmobili recuperanda pro iure turni bursæ non dabitur libellus nec supplicatio in scriptis, sed tantum pars agens euocabit ad judicium partem ream statim & jncontinenti & de die in diem procedetur spatio octo dierum non expectato in hac parte, & præsentabit pecuniam emptori si eum jnueniat. Sin autem, præsentabit dictam pecuniam ad hospitium ipsius emptoris in præsentia publici Notarij si jnueniat & aliorum proborum virorum & dicet, Ego talis & vocabit se nomine suo, sum, vel ille cuius nomine agit de parentela talis venditoris infra quartum gradum qui vendidit tali, &

vocabit eum nomine suo, talem rem, & declarabit eam, & tali pretio & declarabit ipsum, quæ quidem res spectat ad me vel ad eum cuius nomine agit iure turni bursæ, qui volo eam retrahere & recuperare cum vero pretio iure turni bursæ. Et si dictus emptor esset vel sit præsens ego paratus eram & sum ei reddere & soluere dictum verum pretium rei venditæ & emptæ. Et quia eum præsentem non inuenio ego depono istam pecuniam in manibus talis probi viri (& vocabit eum nomine suo) in qua summa pecuniæ assero fore dictum verum pretium per dictum emptorem conuentum, & protestor de eam supplendo nisi fuerit, & de recuperando id quod vltra summam dicti veri pretij in hujusmodi summa pecuniæ esse contigerit. Et his actis consignet pecuniam, vt supra, & de omnibus quæ fecerit requirat publicum instrumentum, si commode notarium habere possit, alioqui præmissa faciat coram testibus fide dignis.

qui à vendu à tel, (& le nommera) telle choſe pour tel prix en declarant l'vn & l'autre, laquelle choſe m'appartient (ou à celuy pour lequel il pourſuit) par droit de retraict lignagier, & entens le retraire en rendant le vray prix qu'elle à coſté. A ceſte cauſe ſi ledict achepteur eſtoit preſent j'eſtoy & ſuis preſt à luy rendre ledict prix, & pource que ie ne le trouue point ie mets ceſte ſõme entre les mains de tel (& le nommera) Laquelle ſomme j'afferme eſtre le vray prix de la choſe vendue offrant le parfaire s'il n'y ait, & s'il en y à d'auantage de recouurer le ſurplus. Ce fait il conſignera l'argent & du tout en fera retenir inſtrument s'il peut auoir vn Notaire, autrement fera ce que deſſus en preſence de teſmoins dignes de foy.

XLIII I.

Item ſi ille qui dictam rem venditam recuperare

XLIIII.

La ſuſdicte forme & ſolemnité

doit pareillement estre gardée lors que l'achepteur est present. Et s'il veut reçeuoir le retrayant audict retraict, ledict retrayant le doit rembourcer incontinent du fort principal & loyaux descoustements qui se prouueront tant par lettres & instruments que par le serment dudict achepteur, auec la deposition d'vn autre homme digne de foy. Toutesfois ledict achepteur aura le chois de retenir par deuers soy les frais par luy faits à la reparation ou labourage de la chose, ou bien les fruits de la premiere année perçeus ou à perçeuoir.

vult jure turni bursæ inuenit emptorem præsentem dicat, proponat, requirat & consignet vt supra. Et si dictus emptor dictum tornarium recipere voluerit ad turnum bursæ, dictus tornarius dictum emptorem statim soluat vna cum omnibus expensis literarum & instrumentorum & aliorum seruitiorum & agricultorum, quæ dicto emptori decostiterit, de quibus constare poterit sufficienter tam per literas & instrumenta quam per juramentum ipsius emptoris vna cum alio probo viro. Electio vero sit emptori an expensas quas sustinuit in agricultura seu reparatura rei emptæ, an fructus perceptos seu percipiendos primæ annatæ ipsius rei penes se retinere velit.

XLV.

Mais si ledit achepteur ne veut reçeuoir ledict retrayant & apres auoir esté adjourné ne tient conte de comparoir en jugement, le Bailli apres vn seul defaut adjugera incontinent la chose audict re-

XLV.

Item si forte dictus emptor dictum tornarium recipere noluerit, & ipsi ipsam rem emptam restituere jure turni bursæ, eundem emptorem idem tornarius ad judicium euocet, & si citatus personaliter dictus emptor deficiat, Bajulus prædictus statim & incontinenti, ostento

vno defectu, factaque fide per dictum tornarium de emptione seu venditione, & de parentela & vero pretio, dicto tornario cum vero pretio empto dictam rem restituat iure turni bursæ, eiusdem emptoris absentia non obstante. Si vero præsens sit dictus emptor & dilationes per interfugia quæcunque sibi dari & concedi petierit, ad hoc Bajulus eum non admittat. Sed facta fide per dictum tornarium de præmissis vt supra, dictum emptorem ad restituendam dicto tornario dictam rem venditam cum justo vero pretio empto illico iustis remedijs compellat. Veruntamen si dictus emptor allegauerit quod dictus tornarius ei quittauit, aut alius tornarius primo interuenit & sibi præsentauit pecuniam taliter quod est impeditus, sic quod non habet facultatem restituendi rem prædictam ratione iuris turni bursæ, ad hoc admittatur & concedatur ei dilatio octo dierum infra quos dictus emptor probauerit quidquid contra dictum tornarium probare voluerit. Et nisi exceptiones suæ probatæ fuerint infra terminum prædictum, dicto emptori ad probandum plus nulla dilatio concedatur, sed compellatur vt supra. Parentelam vero dictus tornarius probare poterit per duos testes sufficienter aduersus quos nulla obiecta facta recipiantur, sed

trayant en rendant le prix, (verifiant qu'il ait la vendition, le prix auec sa genealogie) nonobstant l'absence dudict achepteur. Et si estant en jugement par subterfuge il demãde quelque delay, le Bailli ne luy en baillera point ains le contraindra de faire reuendition jncontinent & sans delay audict retrayant en prouuant par luy les choses susdictes. Toutesfois si ledict achepteur maintient que ledict retrayãt l'a quitté, ou qu'vn autre parent du vendeur luy à premierement offert l'argent, de sorte qu'il n'est en sa puissance de faire la reuendition requise, Il sera admis à le verifier & pour ce faire luy sera baillé delay de huictaine sans espoir d'en pouuoir obtenir aucun autre. Et pour le regard de la genealogie dudict retrayant, il la pourra verifier par deux tesmoins suffisans, contre lesquels ne seront reçeus aucuns objects, ains pleine & entiere foy leur sera adjoustée.

rée.

XLVI.

Si aucun parent dans le quart degré à esté reçeu au retraict en jugement ou autrement, le frere ou la sœur du vendeur ou leurs enfans seulement pourront recouurer la chose dudit retrayant pourueu qu'ils viennẽt dans l'an & mois à compter du jour de la premiere vendition. Ce que ne pourront faire les autres parents en ligne collaterale, jaçoit qu'ils fussent au tiers degré, & le premier retrayant au quatriesme seulement.

XLVII.

Les parents du vendent en droite ligne soyent ascendents ou descendents au dedans le quart degré, non heritiers vni-

fides eis plenaria adhibeatur.

XLVI.

Item si aliqua res petatur jure turni bursæ, & fuerit obtenta in judicio vel alias per quendam de parentela infra quartum gradum, & frater vel soror dicti venditoris, aut eorum liberi dumtaxat dictam rem tornatam à dicto tornatore recuperare voluerint per turnum bursæ, hoc facere poterunt & eis licebit, dum tamen veniant infra annum & mensem à tempore primæ venditionis citra. Si vero sint consobrini in tertio gradu qui rem venditam tornare voluerint à dicto tornatore, & primus tornarius sit in quarto gradu, non licebit ei qui in tertio gradu est tornare rem tornatam à primo tornario qui est in quarto gradu, imo potius omnis via dicti turni ei excludatur.

XLVII.

Item ascendentes vel descendentes venditoris infra quartum gradum, non hæredes ipsius vniuersales, non in potestate ipsius venditoris existentes poterunt retrahere, si pe-

tere gradatum, & alias vt supra dictum est de collateralibus.

XLVIII.

Item si aliqua res vendita spectet ad plures jure turni bursæ, & veniant simul & semel ad turnum bursæ, ille qui proximior est & de genere lineæ venditoris recipietur primus, alij vero excludentur. Si vero sunt in eodem gradu ex parte lineæ venditoris, & veniant simul & semel ad turnum bursæ prolæquis portionibus recipientur. Si autē sint in eodem gradu, sed tamen non ex vno latere, illi qui erunt de latere cujus hæreditas prouenit habebunt dictum turnum, alij vero habere non poterunt. Si vero illi qui sunt de vno latere, & ex vna linea, & in eodem gradu, & vnus venit post alium ad turnum bursæ, primus qui venit recipietur, alij vero excludentur præterquam in forma articulorum præcedentium, à qua per hoc non recedetur.

uersels d'jceluy ny en la puissance dudict vendeur pourront retraire de degré en degré & autrement, ainsi qu'il à esté dit des collateraux.

XLVIII.

S'il y à concurrence de plusieurs lignagers le plus proche parent du vendeur sera reçeu. Mais si tous sont en mesme degré ils seront aussi egalement reçeus. Et s'ils sont en mesme degré, non toutesfois de mesme estoc, ceux qui seront de l'estoc duquel l'heritage est prouenu seront preferés aux autres. Mais si tous sont d'vn mesme estoc & en mesme ligne & mesme degré, & l'vn vient apres l'autre au retrait, le premier venu sera reçeu, & les autres deboutés, sauf selon la forme des articles precedents ausquels n'est aucunement derogé.

XLIX.

Si aucun achepte vn bien jmmeuble & acquiert seperéement les fruicts d'jceluy pour quelque temps, pource que telles venditions & acquisitions sont manifestement frauduleuses & les lignagiers frustrés. Pour obuier à telles fraudes si aucun parent du vendeur au quart degré veut retraire la chose ainsi que dit est vendue, Il y sera reçeu en rendãt le vray pris contenu en l'jnstrument de la proprieté, tout ainsi que si l'vsufruit auoit esté baillé ou vendu à vn estranger, & la proprieté vendue à vn autre, ou si le contract auoit esté passé en forme d'eschange, & la chose eschangée retournoit par succession de temps entre les mains de l'achepteur.

L.

XLIX.

Item si aliquis emat aliquam rem jmmobilem, & seperatim emat vel acquirat fructus illius rei ad tempus, quia ex talibus venditionibus & acquisitionibus manifesta fraus videtur jnesse, & jus turni bursæ tornarijs quorum jnteresst defraudatur, ad illam fraudem euitandam, si quis jnfra quartum gradum de linea venditoris, talem rem sic venditam tornare voluerit jure turni bursæ, cum vero pretio in jnstrumento proprietatis contento, ad dictum turnum recipiatur. Idem erit & si vsufructus, vel fructus cuidam extraneo datus, seu venditus fuerit, & proprietas alij vendita fuerit, aut si permutatio jnterceſſerit, quæ res permutata pro tempore ad dictum emptorem deuoluatur.

L.

Item & cum quidam prece vel pretio, seu alias imbuti malicia, licet voluntarie, res quæ venduntur frequenter ad eorum jus ratione turni bursæ spectantes dictas res tornant & deinde dictum turnum eis qui dictam rem emerant vendunt ad finem ne ij qui in æquali gradu vel jnferiori cum eo in parentela venditoris participant, dictam rem venditam à dicto emptore tornare minime possint, & sic jus parentum manifestè læditur. Quare si quis tale turnum emerit, & eum vendiderit, seu remiserit cuicunque siquis alius de parentela jnfra quartum gradum, & jnfra annum & mensem dictam rem venditam habere voluerit per turnum bursæ, non obstante fraude prædicta eam habere possit.

Pource qu'aucuns par priere ou par argent ou autrement de malice reuẽdent aux achepteurs ce qu'ils auoyent retrait, fraudans par ce moyen ceux qui sont en pareil ou plus bas degré pour obuier à telles fraudes & tromperies. Si aucun ayant retraict vne chose la vend ou remet à autruy, vn autre parent dans le quart degré la pourra retraire dans vn an & moys nonobstant la susdicte fraude.

LI.

Item si quis condat testamentum jnter liberos quibus dimittit certas portiones, esto quod vnus dictorum liberorum sit grauatus non potest querelare seu jmpugnare dictum testamentum quin teneat, sed quod agere possit ad supplemẽtum legitimæ, & esto quod non contineatur in dicto testa-

LI.

Si aucun faict son testament entre ses enfans ausquels il laisse certaines portions, cõbien que l'vn desdicts enfans soit greué, il ne pourra quereler ou jmpugner ledict testament. Mais pourra bien demander le supplement

de legitime. Et ne sera rompu ledict testament combien que par jceluy ne soit contenu que ledict fils à esté jnstitué heritier en sa portion. Et combien qu'il n'y ait le nombre complet de sept tesmoins, si est ce que pourueu qu'il en y ait deux ou dauantage, le testament aura telle valeur que si toutes formalités de droict y auoyent esté gardées.

mento, quod dictum filium suum jnstituit hæredem in dicta portione, propter hoc non rumpitur testamentum. Et si forte dictum testamentum careat septem testibus, dum tamen in dicto testamento scripti sint duo vel plures, propter talem defectum testium in dicto testamento non scriptorum, dictum testamentum non poterit eneruari, jmo potius valebit, ac si omnis solemnitas juris esset in eo obseruata.

LII.

Si plusieurs ont droit en quelque succession ab jntestat desquels aucuns sont parents du deffunct du costé de la mere, & les autres du costé du pere, posé ores que ceux la soyent cousins germains & ceux cy cousins au tiers degré. Ce nonobstant les biens qui prouiennent du costé du pere seront & appartiendront aux plus proches parents de l'estoc paternel, & les biens mate-

LII.

Item si aliqua hæreditas prouenat ab jntestato, & sint plures ad quos successio spectet ex eo quia quidam sunt de parentela defuncti ex linea materna, quidam vero ex linea paterna, quorum quidam sunt consobrini germani dicti defuncti ex parte matris quidam consobrini dicti defuncti in tertio gradu ex parte patris, hæreditas tamen quæ prouenit ex linea paterna erit proximioribus parentibus qui veniunt à linea paterna, & succedent dicto defuncto vniuersales in dictis bonis paternis: alij vero qui sint proximiores de pare[illegible]la

dicti defuncti ex linea materna erunt & succedent dicto defuncto hæredes vniuersales in bonis maternis ab intestato.

rnels aux plus proche parents du costé maternel.

LIII.

Item si sint duo fratres non germani quia nõ sunt eiusdem matris sed eiusdem patris vel e conuerso, quilibet habens consobrinum germanum ab vtroque latere, vel nepotes seu neptes, si vnus ipsorum decedat intestatus, & sine liberis, dicti consobrini germani succedent dicto defuncto, seu eius nepotes hæredes vniuersales in bonis quæ dicto defuncto prouenerãt ex parte lineæ de qua dicti consobrini, vel nepotes seu neptes sunt consobrini vel nepotes seu neptes: frater vero succedet hæres dicto defuncto ab intestato in bonis quæ prouenerunt à parte lineæ cuius est frater. Si vero non sunt consobrini germani aut nepotes vel neptes filij consobrini germani, licet quod sunt quidam alij consobrini in tertio gradu ex linea ex qua dicta hæreditas prouenit, nõ propter hoc dicta hæreditas veniet ad dictos consobrinos in tertio gradu constitutos, sed potius ad fra-

LIII.

S'il y à deux freres qui ne soyent pas de mesme mere mais de mesme pere, ou au contraire qui ne soyent pas de mesme pere mais de mesme mere, & chacun d'eux ait vn cousin germain des deux costés ou des nepueus: Si l'vn d'eux decede ab intestat & sans enfans, sesdicts cousins germains, ou nepueus ou niepces luy succederont es biens à luy aduenus du costé duquel ils sont ses parents, & le frere succedera en ceux qui regardent sa brãche. Et s'il n'y à point de cousins germains ou des nepueus ou niepces enfans du cousin germain, mais y à d'autres cousins au tiers degré, posé que les biens soyent prouenus de leur estoc, la suc-

cession ne leur appartiẽdra point toutesfois, mais au frere ou freres du deffunct.

trem seu fratres dicta successio pertinebit.

LIIII.

Et s'il y à des cousins germains ou des nepueus ou niepces enfans ou filles du cousin germain d'vn costé & des cousins au tiers degré d'autre costé chacun succedera es biens qui sont prouenus de sa ligne, & en descendant ainsi le cousin au quart degré ne succedera point auec le cousin qui est au second. Mais entre ceux qui sont au tiers degré, & ceux qui sont au quatriesme, les biens seront partagés selon leurs branches comme dessus.

LIIII.

Item si sint consobrini germani aut nepotes vel neptes, filij vel filiæ consobrini germani ex vno latere, & consobrini in tertio gradu ex alio latere, quilibet ipsorum hæres succedet dicto defuncto ab intestato i bonis quæ prouenerunt de linea ex qua sunt de parentela dicti defuncti, & sic descendendo non veniet consobrinus qui est in quarto gradu cum consobrino qui est in secundo. Sed si dicta hæreditas veniat ab intestato inter illos qui sunt in tertio gradu & quarto, quilibet ipsorum succedet pro sua linea vt supra.

LV.

Si aucun decede ayant faict testament & baillé dot à sa fille

LV.

Item si quis decesserit cum dicto testamento, filiam vero suam aut

dotauerit, de qua quidem dote dictæ filiæ se semel tenuerunt pro contentis, quanquam pater earum de legitima eas grauauerit, amodo dictæ filiæ petere non poterunt suæ legitimæ supplementum. Aut si testator in testamento suo, dictæ filiæ suæ dotem promiserit vel legauerit, & in eodem testamento mentionem minime fecerit de ea, in dote sua fuisse hæredem, sed solum quod testator voluerit dictam filiam fore contentam de bonis suis cum dote relicta, propter hoc non rumpitur testamentum.

ou filles dont elles se soyent tenues pour contentes, combien que leur pere les ait greuées en leur legitime, pourtant elles n'en pourront demander le supplement. Ou si le testateur en son testament promet ou legue dot à sadicte fille sans exprimer que ce soit à tiltre d'institution, mais seulement veut qu'elle se contente de ladicte dot leguée & ne puisse rien plus demander en ses biens, le testament ne sera pourtant rompu.

LVI.

Item si quis dotauerit filiam vel mulierem tam in pecunia quàm in hæreditate, & dicta mulier præmoriatur viro suo sine liberis, & dotem recuperauerit in toto vel in parte, dos quæ soluta est vel in re mobili lucrata remanet penes virum, hæreditas vero redit ad illum qui eam dotem promisit. Si vero mulier decedat relictis liberis, illi liberi succedent hæredes dictæ matri suæ

LVI.

Si aucun à baillé dot à sa fille ou autre tant en argent qu'en heritages, & la femme predecede à son mari sans enfans ayant receu la dot en tout ou en partie, le mari gaignera l'argent qui aura esté payé ou autre meuble constitué en dot, & l'heritage retournera à celuy qui à faict la constitution

constitution de dot. Mais s'il y à des enfans dudict mariage, ils succederont à leur mere, tant es biens meubles que jmmeubles. Et s'il aduient que leur pere se remarie dont il ait d'autres enfans, ceux du second lict n'auront rien en la dot de la premiere femme, ne ceux du premier en la dot de la seconde.

tam in mobilibus quàm non mobilibus. Et si forsan contingat dictum virum accipere aliam vxorem, de qua liberos procreet, tales liberi ex secundis nuptijs procreati non succedent cum primis liberis primæ vxoris hæredes in dote prædicta, nec e conuerso primi succedẽt cum secundis in dote secundæ vxoris.

LVII.

Si aucun decede ayant laissé des enfans ses heritiers, desquels vn, ou deux, ou plusieurs, ou bien tous decedent ab jntestat à eux suruiuante leur mere, Si l'vn meurt ses freres luy succederont, & si tous meurent, le pere ne succedera point es biens maternels, ne la mere es biens paternels, mais les plus proches parents du costé duquel la succession est prouenue.

LVII.

Item si quis liberos suos hæredes deliquerit, & vnus ex ipsis, duo, vel plures moriantur ab jntestato, aut omnes matre superuiuente. Si vnus decedat eius portio venit ad fratres superuiuentes. Et si omnes moriantur, nec pater in bonis maternis, nec mater in bonis paternis succedent, sed potius proximiores de genere, de linea ex qua hæreditas prouenit succedent hæredes dicto defuncto ab jntestato in bonis prædictis.

LVIII.

Item si quis condidit testamentum inter suos vel extraneos, & substitutiones quamplures successiuè fecerit in eodem, & propter defectum scripturæ ipsius testamenti vel errorem notarij, dictæ substitutiones possunt infringi quominus voluntas testatoris seruetur omnino. Si per quatuor testes scriptos in testamento, si alii scripti inuenirì non possint, aut alios non scriptos dum tamen sint boni homines, & sufficienter constare possit de voluntate ipsius testatoris, dicta voluntas seruabitur, defectu seu errore prædictis non obstantibus, & talis defectus seu error corrigetur, & stabitur super præmissis relationi & juramento dictorum testium, citra portionem & distractionem alicuius legitimæ seu quartæ, quam non habebunt venientes ab intestato, imo potius prædicta correctione facta, à tota hæreditate tales excludentur omnino, nisi de legitima vel trebellianica ordinauerit hæres scriptus.

LVIII.

Si aucun à fait testament soit entre les siens ou estrangers, & en jceluy fait plusieurs degrés de substitutions qui peuuent estre cassées pour n'auoir esté redigées par escript, ou pource que le Notaire à erré. Toutesfois la volonté du testateur sera gardée pourueu qu'il en apparoisse suffizamment par quatre tesmoins gens de bien, soyent numeraires ou autres, & tel defaut ou erreur sera corrigé, & foy sera adjoustée à ce que dessus au rapport & serment desdicts tesmoins, sans que de l'heredité ceux qui peuuent succeder ab jntestat en puissent distraire aucune legitime ou quarte Trebellianique, sinon que l'heritier jnstitué au testament y ait pourueu.

LIX.

Vn Emphiteote ne doibt ny ne peut mettre l'heritage qu'il tient en main morte, aſçauoir de l'egliſe ou religion, le faiſant il perdra le droit qu'il y pourroit auoir, & ſera adjugé au Seigneur feodal. Mais ſi l'Emphiteote ne s'eſt reſerué aucun droit au fond, ains l'a transferé entierement à l'Egliſe ou religion, en ce cas ledict Seigneur pourra vendre ou faire vendre le fond a fin qu'il ſoit reduit en main non morte. Toutesfois l'argent qui prouiendra de la vente demeurera à l'Egliſe ou religion le Seigneur eſtant payé de ſon droit.

Item ſi quis teneat fundum Emphiteoticum ab alio, non poteſt nec debet in manu mortua, videlicet Eccleſiæ ſiue religionis ipſum ponere Et ſi contingat ipſum ponere de facto, ipſe qui dictum fundum ponit in tali manu mortua amittat jus ſuum quod habet in dicto fundo, & Domino feodali applicetur. Si vero aliquod jus Emphiteota in dicto fundo non retinuit ſed quod totum jus ſuum in Eccleſia ſeu religione tranſtulerit, tunc dictus Dominus feodalis poſſit dictum fundum vendere ſeu vendi facere, ut ipſum fundum in manu non mortua reducatur: pecunia tamen quæ ex venditione dicti fundi habebitur, ſoluto Domino feodali de jure ſuo, penes dictam Eccleſiam ſeu religionem remanebit.

LX.

LX.

Si le tenancier ceſſe de payer la rente à ſon Seigneur vn, ou deux, ou trois ans ou d'auantage, le fond ne tombe pas pourtant en cõmis. Mais le Seigneur pour chacun terme auquel le

Item ſi Feodatarius ceſſat in ſolutione redditu um de fundo Domino feodali, debitoris, per vnum, duos aut tres annos vel amplius, propter hoc dictũ fundum dicto Domino feodali non cadit in commiſſum: ſed pro ceſſatione cujuſlibet termini in quo ceſſ[illegible]m

erit de solué do dictos redditus, habebit Dominus feodalis à feodatario suo quinque solidos pro gatgio seu emenda, & vltra hoc dictos redditus per integrum quantum in solutione ipsorum cessatum extitit.

tenancier aura cessé de payer, pourra prendre de luy cinq sols oultre la rente qu'il aura par entier.

LXI.

Item fundum cadit in commissum Domino feodali si emphiteota neget sibi feodum, aut ab alio extraneo Domino ipsum aduoet, aut si ponat alium directum Dominum in dicto feodo absque licentia & voluntate Domini directi, vel eum gurpiat, quod gurpire non potest emphiteota nisi prius satisfacto Domino directo de omnibus deueriis in quibus dictus emphiteota ratione dicti feodi dicto directo Domino tenetur, nisi forte dicta gurpitio de Domini directi processerit voluntate.

LXI.

Le fief est cõmis au Seigneur si le tenancier le luy desnie, ou l'aduoue d'autre Seigneur estrangier, ou met dans jceluy vn autre Seigneur sans le congé & vouloir de son Seigneur, ou s'il le guerpit, ce qu'il ne peut faire sans auoir premierement payé audict Seigneur les droicts & debuoirs seigneuriaux, sinon que ledict Seigneur luy eut permis de quitter le fief.

LXII.

Item si duo feodatarij adinuicem litigent, & Dominus feodalis petat curiam ante litis contestationem Dominus coram quo

LXII.

Si deux tenanciers plaident l'vn contre l'autre & le Seigneur feodal demande le renuoy auant

la conteſtation, le Seigneur pardeuant lequel ils plaident ou ſon Bailli, doit renuoyer la cauſe pardeuant le Seigneur feodal pour en cognoiſtre & decider, & l'appel qui ſera jnterjetté de ſon jugement reſſortira en la Cour du Seigneur de Bragerac ou ſon Bailli. Toutesfois ſi l'vn deſdicts feodataires ſe plaind au Seigneur feodal touchant ledict fief, il luy en fera droit & cognoiſtra de la cauſe entre eux. Quant à ſon amende elle ne ſera que de cinq ſols.

litigare nituntur ſiue eius Bajulus dictam cauſam coram Domino directo feodi debet remittere audiendam & fine debito terminandam. Si vero à dicto Domino feodali appelletur, erit ad dictũ Dominum Brageraci ſeu eius Bajulum appellandum. Si tamen vnus ex feodatarijs prædictis clamer ſe coram Domino feodali de dicto feodo, dictus Dominus feodalis faciet eidem jus & cognoſcet de dicta cauſa ſeu controuerſia inter eos, gatgium vero dicti Domini feodalis eſt quinque ſolidi duntaxat.

LXIII.

Le Tenancier eſt tenu pour raiſon du fief bailler pleige au Seigneur feodal ce requerant. Et s'il ne s'en contente doibt aſſigner delay de huictaine, A laquelle le tenancier baillera cautions ſuffiſantes au domicile dudict Seigneur & non ailleurs,

LXIII.

Item ſi Dominus feodalis petat feodatario ſuo fide juſſoré ratione feodi, feodatarius tenetur & debet dare ſtatim & jncontinenti manum & feodum. Et ſi Domino non ſufficiat & velit alios fidejuſſores ſibi dari, dictus Dominus debet & tenetur aſſignare dilationem octo dierum, ad quem diem octauum feodatarius debet dicto Domino feodi ſufficientes

fidejussores præstare ad hospitium dicti Domini in quo jnhabitat & non alibi, dum tamen dictus Dominus feodalis mansionem faciat in villa prædicta Brageriaci. Si vero dictus Dominus mansionem alibi faciat præterquam in dicta villa, dictus emphiteota debet & tenetur præstare dictos fidejussores in loco in quo redditus feodi consueuerunt persolui & non alibi.

pourueu que ledict Seigneur soit resident en ladicte ville de Bragerac. Autrement ledict emphiteote ne sera tenu de bailler pleiges ailleurs que au lieu ou il à accoustumé de payer la rente.

LXIIII.

Item Dominus fundi directus potest requirere dictum feodatarium suum & hoc semel in vita duntaxat, quod dictus feodatarius ostendat sibi feodū, & diem certam assignare videlicet per spatium octo dierum, ad quem diem octauum dictus feodatarius tenetur & debet ostendere dictum feodum Domino prædicto. Et si dictus feodatarius sit negligens aut rebellis de ostendendo dictum feodum dicto Domino & deficiat in præmissis, tenebitur pro defectu versus dictum Dominum in quinque solidos, & quotiens deficiet dictus emphiteota de ostendendo feodum per dictum Dominum feodi jnquisitus, totiens debebit & tenebitur dicto Domino in quinque solidis.

LXIIII.

Le Seigneur direct peut vne fois seulement durant sa vie requerir à son tenancier qu'il luy monstre le fief, & luy assigner jour certain dans huictaine pour faire la monstrée. Et s'il refuse ou dilaye de ce faire, il sera tenu en cinq sols enuers ledict Seigneur non seulement pour vne fois, mais aussi toutesfois & quantes qu'estant requis par ledict Seigneur de luy monstrer le fief il ne tiendra conte de ce faire.

LXV.

Le Seigneur feodal ſachant ou eſt le fief, eſt tenu la monſtrer & declarer à ſon tenãcier ſi apres l'auoir ſommé de luy en faire la monſtree il aſſere par ſerment ne ſçauoir ou il eſt. Et ſi tous deux l'ignorent, ledict tenancier demeurera obligé enuers le Seigneur à luy payer la rente qu'il à accouſtumé luy payer. Et en ce cas ne pourra guerpir le fief ſinõ qu'en eſtant certifié il l'ait monſtré au Seigneur, & luy ait payé entierement la rente & arrerages d'icelle.

LXV.

Item ſi Dominus feodi requiſiuit dictum feodatarium de oſtendẽdo dictum feodum, & dictus feodatarius aſſerat per juramentum dictum feodum ignorare, Dominus feodi ſi dictum feodum ſciat tenetur dicto feodatario oſtendere & declarare. Si vero neuter dictorum Domini & feodatarij ſciat feodum, dictus feodatarius remanebit obligatus verſus Dominũ pro ſoluendo redditus quos conſueuit ſoluere Domino feodali, nec dictum feodum emphiteota gurpire poterit in hoc caſu niſi certificatus emphiteota de dicto feodo fuerit, & ipſum Domino ſuo feodali oſtenderit, & redditus & arreragia eidẽ Domino perſoluerit integraliter.

LXVI.

Si le Seigneur feodal veut à raiſon dudict fief demãder quelque choſe à ſon tenancier il le peut appeller par ſoy ou par vn ſeruiteur à certain & competant

LXVI.

Item quilibet Dominus feodalis poteſt citare per ſe vel per nuntium feodatarium ad certum & competentem diem, & curiam eidem ſtatuere, ſi dictus Dominus dicto feodatario aliquid petere voluerit ratione dicti feodi. Si vero

dictus emphiteota deficiat citatus coram Domino suo, soluet pro defectu eidem Domino quinque solidos.

jour. Et s'il ne tient conte de comparoir deuant son Seigneur, il luy payera cinq sols pour le defaut.

LXVII.

LXVII.

Item poterit dictus Dominus dictum feodatarium pro redditibus non solutis, & pro suo gatgio, & pro omnibus deuerijs dicti feodi dicto Domino debitis, per se vel per alium pignorare. Si tamen dictus feodatarius dicta pignora recussiat dicto Domino seu eius nuntio, tenebitur versus dictum Dominum in quinque solidos pro recussione prædicta. Dictus vero Dominus feodi pro deuerijs suis de dicto feodo debitis, ad hospitium dicti feodatarij pignorare poterit & debebit. Si vero feodatarius dictum feodū deteriorauerit seu deteriorare voluerit, omnis via deteriorationis dicti feodi omnino præcludatur eidem. Et si de facto deteriorauerit ad interesse dicto Domino feodali dictus feodatarius teneatur.

Auſſi pourra ledict Seigneur executer ou faire executer ſon tenancier pour rente non payée, & pour ſon amende & pour tous debuoirs ſeigneuriaux. Et ſi l'emphiteote recourt les biens prins dudict Seigneur ou de ſon ſeruiteur, il payera audict Seigneur cinq ſols pour le recours. Quant à ladicte execution elle ne ſe pourra faire ailleurs qu'au domicile du tenancier. Et neantmoins ne pourra ledict tenancier deteriorer le fonds autrement ſera tenu des dommages & jntereſts au Seigneur.

LXVIII.

LXVIII.

Le

Le tenancier n'eſt tenu payer la rente hors la ville de Bragerac. A ceſte cauſe ſi aucun à des rentes dans ladicte ville ou au deſtroit d'icelle, & à quelque Bourgeois dudict lieu pour ſon tenancier il eſt tenu de mettre vn procureur pour prendre & leuer en ladicte ville ſes rentes: autremẽt & à faute de ce faire l'emphiteote ne doibt eſtre condamné en aucune amende par faute de rente non payée.

Item feodatarius non tenetur nec debet ſoluere redditus extra villam Brageriaci, quare ſiquis habeat redditus in villa, honore vel diſtrictu Brageriaci, & Burgenſis dicti loci debeat de dictis redditibus, dictus Dominus feodi debet & tenetur inſtituere quendam procuratoré qui in dicta villa leuet & percipiat dictos redditus. Si vero dictus Dominus feodi ad leuandos & percipiendos ſuos redditus procuratorem non inſtituat, & dictus feodatarius ceſſet in ſolutione dictorum reddituum, propter dictam ceſſationem non debet in gatgio condemnari.

LXIX.

Si le fond tenu en emphiteote vient pour certaines cauſes entre les mains du Seigneur de Bragerac il ne le pourra tenir que par l'eſpace d'vn an, dans lequel il ſera tenu le vendre, ou donner, ou autrement l'alliener & tranſporter à vn inferieur, afin que le Seigneur foncier ſoit payé de ſes droicts. Autrement & ſi ledict

LXIX.

Item ſi ad Dominum Brageriaci dictus fundus emphiteoticarius ex certis cauſis deueniat dictus Dominus non poterit nec debebit poſſidere dictũ feodum niſi duntaxat per annum, infra quem debebit dictum feodum vendere, aut alias donare ſeu alienare, vel alias in manu inferiori tranſportare, & dicto Domino feodi feodatarius tradat, qui dicto Domino feodali dictum fundum ſeruiat vna cum deuerijs & ſeruitutibus ſta-

tis. Et nisi dictus Dominus dictum fundum infra dictũ annum transportauerit, dictus Dominus feodalis propria authoritate dictum fundum accipere possit.

Seigneur ne se demet de son heritage dans vn an, le Seigneur foncier le pourra prendre de son authorité priuée.

LXX.

Item siquis fundum emphiteota teneat à quodam Domino directo, & feodatarius velit ipsum fundum superaffeodare, hoc poterit facere & ei licebit, nisi expresse ad hoc renunciauerit, dum tamen faciat redditus supra dicto fundo tertiam partem excedentem summam prioris census. Et si pecunia currat, seu interueniat in isto secundo contractu emphiteotico, Dominus directus primus habebit vendatgia & accaptamenta prima. Si vero postea dictus fundus vendatur, directum Dominium proprietatis dicti fũdi ad secundum Dominum deuoluetur, & subdominiũ directum super redditibus reacensatis, penes primum Dominum directum remanebit.

LXX.

Il est loisible à l'emphiteote de suracaser le fond qu'il tient en emphiteose, sinon qu'il y ait expressement renonçé, en faisant sur ledict fond vn tiers de rente plus que de coustume, & si en ce second contract d'emphiteose y à bourse desliée le premier Seigneur direct aura les ventes & acaptes premiers. Et s'il aduient apres cela que ledict fond soit vendu, la Seigneurie directe de la proprieté d'iceluy sera deuolue au second Seigneur, & la Soubsseigneurie directe sur les rentes reacensées demeurera au premier Seigneur direct.

LXXI.

Combien qu'il ſoit permis à l'emphiteote de ſuracazer le fõd ainſi que dit eſt, toutesfois il ne peut vendre ſur jceluy aucunes rentes auec Seigneurie directe. Car en ce faiſant il vendroit la ch[illegible]e d'autruy, aſçauoir la Seigneurie [illegible]te dudict Seigneur feodal, ne autres rentes nõ ayans Seigneurie directe, ſinon qu'il le fit du conſentement du Seigneur direct.

Item licet cuicunque permiſſum ſit ſuperfeodare fundum quem tenet ſub directo Domino ab alio vt ſupra dictum eſt: attamen non eſt feodatario permiſſum vendere ſuper dicto feodo aliquos redditus cum directo Dominio, eo quia rem alienam vendunt, videlicet Dominium directum dicti Domini feodalis, nec alios redditus non habentes directum Dominium, niſi de directi Domini proceſſerit voluntate.

LXXII.

Si les rentes ſont deniées au Seigneur par ſon tenancier, il les pourra prouuer par ſon ancien roolle ou papier auec ſon leueur moyennant ſerment que tous deux preſterõt ſurce, Aſçauoir que les dictes rentes luy sõt deuës & que ledict tenancier à ainſi accouſtumé de payer. Surquoy ne ſera baillée aucune demande, mais y ſera procedé ſom-

LXXII.

Item ſi Domino feodi per feodatarium redditus denegentur, ipſos redditus dictus Dominus feodalis probare poterit per rotulum ſuum antiquum, ſeu papirum vna cum nuncio ſuo leuatore, & cum juramento ſuper hoc per Dominum & leuatorem præſtando, quod ſibi dicti redditus debentur, & ſic per dictum feodatarium vſitatum eſt perſolui, & non dabitur libellus ſed ſummarie & de plano abſque omni ſtrepitu judiciario ſuper his procedetur, & hoc credẽdum & ſtatutum

juramento dicti Domini & leuatoris vt supra, nisi forsan dictus Dominus seu eius leuator sint viles personæ & jnfames, & tales qui consueuerunt de facili deierare.

mairement & de plain sans figure de procés. Et sera comme dit est foy adjoustée au serment dudict Sieur & de son leueur, sinon que tous deux fussent villes personnes & jnfames & coustumieres de soy facilement periurer.

LXXIII.

Item si contingat dictum Dominum petere arreragia sibi debita de dicto feodo ratione dictorum redditū, & dicto feodatario uisum fuerit & sit certus quod dictos redditus & arreragia persoluit, nisi idem feodatarius probare possit per vnum vel duos testes, stabitur in hoc casu juramento dicti feodatarij super solutione dictorum reddituum & arreragiorum, dum tamen tales feodatarij sint homines bonæ famæ. Excepto tamen duntaxat de redditibus debitis de proximiori annata præterita, super quibus in isto casu stabitur relationi simplici Domini feodalis vel procuratoris sui, nisi tamé dictus feodatarius dictam solutionem probare posset sufficienter per duos testes. Veruntamen si dictus feodatarius velit probare

LXXIII.

S'il aduient que le Seigneur demande les arrerages de sa rente, & le tenancier s'asseure de les auoir payés toutesfois ne le peut verifier par vn ou deux tesmoins, il sera creu en son serment sur le payement de ladicte rente & arrerages d'icelle, pourueu qu'il soit homme de bien, sauf la rente de la derniere année, Sur laquelle en ce cas sera creu au simple rapport du Seigneur, ou de son procureur, sinon que le tenancier puisse suffisamment prouuer le payement par deux tesmoins. Toutesfois s'il le veur verifier

par le terrier dudict Seigneur ou il à accoustumé d'escrire ses rentes, ledict Seigneur sera tenu de l'exiber jncontinent & sans delay, pour sçauoir si lesdicts payements ont esté mis par escrit.

solutionem prædictam per papirum dicti domini feodalis in qua dicti redditus scribuntur, dictus Dominus statim & jncontinenti exibere tenebitur, vt si dictæ solutiones scriptæ sunt veritas eluceſcat.

LXXIIII.

Il n'est loisible à aucun de vendre au dedans la ville de Brageriac & faubourgs d'icelle du drap ou du sel en detail, ny faire grenier à sel, ou vendre du vin en tauerne ne jouir des priuileges & coustumes de ladicte ville, ne changer publiquement s'il n'est bourgeois dudit lieu. Toutesfois il est permis à toute maniere de gens qui viendront à la foire à Bragerac de vendre en detail huict jours enuiron la feste de Sainct Martin d'hiuer, & autres huict jours auant la feste des Rameaux: jceux huict jours passés est jnhibé de vẽdre en detail.

LXXIIII.

Item permissum non est alicui in villa Brageriaci & in barris ejusdem vendere pannos neque sal à detalh, nec granarium salis facere, nec vinum vendere ad tabernam, nec priuilegijs, vsibus, coſtumis dictæ villæ gaudere poterit, nec etiam publice cambiare, nisi sit Burgensis dicti loci Brageriaci. Verum per octo dies citra festum Beati Martini hyemalis, & per alios octo dies ante Ramos palmarum quibuscunque veniẽtibus ad nundinas Brageraci, licitum erit per illos octo dies pannos suos duntaxat vendere à detalh, ipsis vero octo diebus elapsis, omnis via vendendi à detalh vt supra, omnino præcludatur.

LXXV.

Item nullus sit ausus vina sua deferre apud Brageriacum nec in districtu ejusdem, nisi ea duntaxat quæ crescunt in vineis quæ sunt & nominantur de vinata dicti loci Brageriaci & districtus eiusdem. Attamen vina quæ crescũt in vineis parochiæ de Maurenx & Balliuiæ eiusdem quæ sitæ sunt & distant ab vna leuca dicti loci, deferri poterunt & debebunt prout alias extitit consuetum.

LXXV.

Aucun ne pourra faire porter son vin à Bragerac ne au destroit de ladicte ville, sinon ceux la seulement qui croissent es vignes qui sont & s'appellent de la vinée dudict lieu de Bragerac & destroit d'jceluy, ou es vignes de la Parroisse de Maurenx & Bailliage d'jcelle, qui sont à vne lieüe dudit lieu comme il est de coustume.

LXXVI.

Item nullus sit ausus extra villam dicti loci & districtus eiusdem dolia tonellorum vacuorũ transferre, neque mayramen, neque vimos, neque codram. Et si faciat contrarium in sexaginta solidos pro gargio condemnetur, & vltra hoc dicta dolia, mayramina, vimi & codra, erga dictum Dominum remaneant confiscata.

LXXVI.

Il est jnhibé à toute maniere de gens de transporter hors ladicte ville & destroit d'jcelle aucunes Barriques & Tonneaux vuides, ny merrain, ny vimes, ny codre, à peine de soixante sols d'amende, & de cõfiscation desdictes barriques, merrain, vimes, & codre audict Seigneur.

LXXVII.

Et à mesmes peines est jnhibé d'en porter par Eau soubs le Pont de Bragerac, & du sel aussi, soit en montant ou descendant par la riuiere de Dordoigne.

LXXVII.

Item non est permissum alicui subtus pontem Brageriaci ascendēdo vel descendendo per flumen Dordoneæ, sal, codram, vimos, mayramen transire seu nauigare. Si quis contrarium fecerit erga dictum Dominum in sexaginta solidis & confiscatione præmissorum condemnetur.

LXXVIII.

Si aucun estant obligé par jnstrument est conuenu par deuant le Iuge à la requeste du creancier pour le payement du contenu en l'obligation, & ne tient conte de comparoir, il sera executé comme pour chose jugée. Et si estant tombé en deffaut il allegue payement, il sera reçeu à le prouuer nonobstant le deffaut pourueu que tout jncontinent il le verifie par jnstrument authentique, ou par deux tesmoins dignes de foy, ce qu'il sera tenu de faire

LXXVIII.

Item si quis obligatus extiterit cum jnstrumento, & pars cui est obligatus ipsum faciat conuenire coram judice ad jnstrumenti complementum, & obligatus deficiat, fiet executio contra dictum debitorem tanquam pro re judicata. Si vero post defectum prædictum dictus debitor dictum creditorem suum super præmissis faciat reconuenire, & alleget dictum debitum in dicto jnstrumento contentum fore solutum, ad probationem præmissorum admittetur non obstante prædicto defectu, dum tamen dictam solutionem probet illico per publicum jnstrumentum. Si vero per testes probare voluerit pos de-

fectum prædictum ad hoc admittetur infra quindecim dies cum duobus testibus fide dignis.

dans quinze jours.

LXXIX.

Item ad hoc vt dictus creditor gaudere possit de dicto defectu contra suum debitorem prout continetur in articulo præcedenti, oportet necessario quod personaliter citetur & ei legatur & exprimatur dictum jnstrumentum & cõtenta in eo, & quod ei assignetur per dictam citationem certa dies, & per spatium octo dierum ad minus, vt dictus debitor deliberare possit interim de probationibus sibi necessarijs si quas habeat, pro quibus apparere possit executionem contra dictũ debitorem minime fieri debere. Si alias dicta citatio facta fuerit dictus creditor de dicta citatione & defectu minime gaudere possit.

LXXIX.

Le creancier pour jouir du defaut cõtre son debteur ainsi qu'il est contenu au precedent article le doibt necessairement faire adjourner à sa personne & luy faire lire de mot à mot l'jnstrument d'obligation. Aussi le faut assigner à certain jour & luy bailler huictaine pour le moins, pour deliberer des preuues qu'il luy sõt necessaires si aucunes il a, pour mõstrer qu'il ne doibt estre executé. Si ledict creancier faict autrement il ne pourra jouir de l'adjournement ne du defaut.

LXXX.

Item licet post defectum cum quis citatus est ad jnstantiam creditoris pro supplemento jnstrumenti probare non possit,

LXXX.

Iaçoit qu'apres le defaut le debteur estant assigné à l'instance du creancier pour fournir à l'obligation

bligation, ne puisse verifier le payement sinon par tesmoins en la forme & maniere susdicte. Toutesfois s'il comparoit en jugement & allegue payement, prorogation de terme, ou quittance, ou promesse de ne demander [illegible], il sera receu à le prouuer par bõs & suffisants tesmoins selõ la forme du droit.

nisi per modum supra dictum per testes solutionem suam contra dictum instrumentum obligationum, tamen si dictus debitor sufficienter citatus in judicio compareat, & alleget dictum debitum in dicto instrumento contentum fore solutum, aut alleget prorogationem termini, aut pactum de non petendo quittationéque, ad hoc admitteretur per bonos & sufficientes testes, prout forma juris requirit.

LXXXI.

L'instrument d'obligation estant trouué deuers le debteur luy seruira de quittance, & ne sera le creancier reçeu à proposer qu'il luy à esté derobé, pourueu que le debteur soit hõme de bien, & qu'il jure en jugement que ledict jnstrument luy à esté rendu du vouloir & consentement du creancier, & qu'il l'a payé & satisfaict du contenu en jceluy. Ce faict ledict instrument demeurera cancellé, &

LXXXI.

Item si quis in quodam instrumento obligatus inueniatur & loco solutionis instrumentum debiti obligatorium recuperauerit, ei proficiet & valebit tantum, quantum si à dicto creditore literam quittationis & solutionis obtineret. Et si dictus creditor proponere voluerit dictum instrumentum sibi furatum fuisse, & dictus debitor est bonus homo & bonæ famæ, dictus creditor ad proponendum istud minime admittetur. Dum tamen debitor iuret in iudicio dictum instrumentum de voluntate dicti creditoris sibi fuisse redditum, & de contentis in eodem [illegible] satisfactum, quit-

tius prædictum jnstrumentum obligatorium penes dictum debitorem remaneat cancellatum, loco & vice literæ quittationis & solutionis prædictarum.

comme dict est seruira de quittance & de payement.

LXXXII.

Item si quis percusserit vxorem suam, aut liberos aut filium emancipatum, aut filiam vxoratam siue emancipatam, aut nũcium seu nuncios seu ancillam, seu nutricem cum ipso commorantem, aut alias jniurias dixerit eisdem coniunctim vel diuisim, eo quia bono zelo ex causa correctionis videtur facere, tales, contra talem propter hoc non jncurrit in actionem jniuriarum, nec prænominatis sic jniuriatis aliqua actio competit contra talem injuriantem, nisi forte sit ita atrox jniuria quod mors aut mẽbrorum mutilatio, vel mẽbrorum fractio subsequatur, vel nisi facta sit injuria talibus personis cum armis emolutis.

LXXXII.

Aucun ne peut estre conuaincu en action d'injure [illegible] auoir frapé sa femme, ou ses enfans, ou son fils emancipé, ou sa fille mariée ou emancipée, ou seruiteurs ou seruantes, ou nourrice demeurant chés luy, d'autant qu'il le semble faire pour bon zele & pour chastiment & correction. Sinon que l'injure fut si atroce qu'il y eut mort, mutilattion, ou fraction de membres, ou que ladicte jniure eut esté faicte auec armes emolues.

LXXXIII.

Item si quis bonus homo & boni status propter jm[illegible] tunitatem cujusdam pi

LXXXIII.

Si vn homme de bien & d'e[illegible]at a injurie verbalement vne

personne vile & de bas estat, l'appellant ribaud ou ribaude, larron ou larronnesse, ou de telles autres injures verbales, ayant esté meu à ce faire par l'jmportunité d'jcelle (pourueu toutesfois qu'il n'y ait de main mise) Le Bourgeois qui aura dit lesdictes injures n'en pourra estre mis en action & n'y escherra aucune reparation.

vilis personæ motus, dixerit seu vocauerit dictam vilem personam seu modici status Ribaldam seu Ribaldum, latronem seu latronam aut tales injurias verbosas in eos jntulerit, dum tamen manus injectio non jnterueniat, talia verba & injuriæ minime reputabuntur, nec talibus sic injuriatis contra præfatum Burgensem competet ex præmissis actio aliqualis.

LXXXIIII.

Si vn Sergent n'exerçeant point son office meu d'orgueil outrage vn Bourgeois, & le Bourgeois estant jrrité par jceluy le frape ou fait fraper, il ne sera en plus condamné que s'il eut battu vne personne priuée. Mais si le Sergent exerçoit son office ledit Bourgeois sera condemné en cent solz monnoye courante enuers ledict Seigneur de Bragerac, sinon que ledict

LXXXIIII.

Item si quis Seruiens officium suæ seruientariæ non exercens motus sua superbia aliquem Burgensem injuriauerit seu injuriare præsumpserit. Et dictus Burgensis motus propter ipsius seruientis excedentiam, ipsum seruientem percusserit, aut percuti fecerit, ratione dictæ percussionis, nisi tanquam si esset priuata persona, idem Burgensis in aliquo condemnetur. Si vero officium prædictum exerceat, in centum solidis monetæ currentis dictus Burgensis erga dictum Dominum Brageriaci condemnetur, sic forte dictus Seruiens

in executione sui officij tale quid contra dictum Burgensem seu eius familiam commiserit, quod dictus Burgensijs seu eius familia de dicta percussione de jure valeat excusari.

Sergent en l'exercice de son office eut commis choſe à l'encontre dudict Bourgeois ou ſa famille, dont il peut eſtre excuſé de droit pour l'auoir frappé.

LXXXV.

Item si seruiés sua temeritate percutiat aliquem de habitatoribus dicti loci Brageriaci, eo, quia dictus seruiens dictos habitatores defendere tenetur & tueri, in emenda condigna erga dictum passum, & in duplici gatgio versus dictum Dominum Brageriaci condemnetur.

LXXXV.

Si aucun Sergent frappe temerairement vn des habitans de Bragerac, pource qu'il leur doibt toute protectiõ & defenſe, il ſera condamné en l'amende enuers celuy qu'il aura frappé, ſelon l'exigence du cas & en double amende enuers le Seigneur.

LXXXVI.

Item si quis committat adulterium, in centum solidis monetæ currentis erga dictum Dominum condemnetur si supra dictum adulterium jnueniatur, seu capiatur, aut curret nudus illam vna cum muliere dulterante, si tamen dicta mulier habeat virum. Et si quidam solutus jnueniatur cum [illegible] stuprum commi[illegible]

LXXXVI.

Tout adultere ſera comdamné en cent ſols mõnoye courant enuers ledict Seigneur, s'il eſt ſurprins ſur le faict, ou courra tout nud par la ville, enſemble la femme auec laquelle il à commis [illegible]dultere, pourueu qu'elle ſoit

mariée. Et si l'adultere n'est marié la femme sera condamnée & luy deschargé. Au contraire si l'homme est marié & non pas la femme, l'homme sera condamné & la femme deschargée. Mais si tous deux sont maries ils auront le choix ... de courir tous nuds par la ville, ou de payer chacun cent sols au Seigneur.

tendo, mulier de adulterio condemnabitur & vir erit sine culpa. Si autem vir sit vxoratus & se jmmisceat cum muliere soluta, dictus vir de adulterio condemnetur & mulier recedat soluta. Si autem contingat prædictos virum & mulierem fore ligatos, eorum sit electio, an de currendo villam nudi, vel de soluendo dicto Domino dictos centum solidos quilibet ipsorum tam adulter quam adultera.

LXXXVII.

Si vn homme marié & vne femme aussi mariée sont trouués seuls ensemble, aucun ne les pourra accuser d'adultere pour cela. Mais s'ils sont trouués nuds ou en chemise, ou l'homme ayant les brayes auallées, & tous deux seuls enfermés en quelque maison huis clos, ils pourront estre accusés comme suspects d'adultere, voire condamnés comme adulteres s'ils en ont le bruit.

LXXXVII.

Item si jnueniatur vxoratus cum vxorata soli adjnuicem, non propter hoc poterunt de adulterio accusari. Sed si inueniantur nudi, solus cum sola, aut cum camisia, aut homo jnueniatur femoralijs tractis, licet sint vestiti pacifice, & quiete, aut sint ambo soli jncluſi in quadam domo ostio firmato, tunc poterunt & debebunt tanquam suspecti de adulterio accusari. Et si super hoc sint publice diffamati, vt adulteri valeant condemnari.

LXXXVIII.

Item si contingat quandam mulierem venire ad domum cujusdam viri vxorati, & dictus vir indicta domo sua commttat adulterium, quia domus ipsius viri est eidem viro tutissimum refugium, in hoc casu dictus vir de adulterio minime accusetur, nec condemnetur, dicta muliere vero sub dicta accusatione & punitione remanente. Si vero dictus vir vxoratus ad domum ipsius mulieris accedat, ambo condemnentur vt supra.

LXXXVIII.

S'il aduient qu'vne femme mariée aille trouuer vn homme marié dans sa maison & l'hõme commet illec adultere, pource que sa maison luy est vn refuge asseuré, en ce cas ne pourra estre accusé d'adultere ne condamné, mais bien la femme. Au contraire si l'homme marié va trouuer la femme en sa maison, tous deux seront condamnés comme dessus.

LXXXIX.

Item si quis vxorem suam suspectam de adulterio credidit de aliquo homine seu hominibus certis, dictus maritus in primis debet jnterdicere dictis suspectis seu suspecto jntroitum domus suæ, in præsentia bonarum personarum fide dignarum & cum publico jnstrumento. Et si post interdictionem prædictam dictus maritus in[illegible]niat aliquem de[illegible]

LXXXIX.

Si la femme est suspecte d'adultere à son mari, il doibt en premier lieu defendre l'entrée de sa maisõ à celuy ou ceux qu'il tient pour suspects, en presence de gẽs de bien & en faire retenir jnstrumẽt à vn Notaire. Ladicte prohibitio faicte si le mari trou-

ue aucun de ceux qui luy sõt suspects en sa maison auec sa femme, seul à seul, ou tous deux nuds les brayes auallées, & la femme à màuuais bruit, Il est permis audict mari de tuer dans sa maison ceux qu'il y aura ainsi trouué.

ctis prædictis in domo sua cum vxore sua, solus cum sola, aut nudus cum nuda femoralijs tractis, & dicta mulier sit de præmissis publice diffamata, si dictus maritus talem suspectum in domo sua occidat seu interficiat, hoc facere poterit sine culpa.

XC.

XC.

Le seruiteur ou familier qui aura cognu charnellement la fẽme, fille ou niepce de son maistre, comme traytre & desloyal à jceluy aura la teste tranchée. Et s'il cognoit la nourrice de son maistre, tous deux courront la ville & seront marques en la leure de dessus & perdront leur salaire. Mais si c'est la seruante de sondict maistre, tous deux perdront seulement leur salaire.

Item si nuncius vel familiaris se jmmiscuit cum vxore, aut filia vel nepte Domini sui causa stuprum committendi, tanquam falsarius & jnfidelis Domino suo caput suum amittat & eiscindatur. Si vero cum nutrice sui Domini se jmmiscuit, ambo currant villam & signabuntur in labio superiori & salaria sua amittant. Si vero cum ancilla ipsius Domini se jmmisceat, ambo salaria sua duntaxat amittant.

XCI.

XCI.

Item nemo ex primo furto mortem recipit nisi excedat summam quinquaginta solidotum, & si dictam summam excedat & potest satisfacere de suo damnum passo, ex primo furto curret villam, & vltra hoc iuxta furti qualitatem aut ponetur in jspillorio & signabitur aut relegabitur, aut vtramque pœnam patietur prout Bajulo & curiæ videbitur faciendum, vocatis dictis Consulibus & cum consilio eorundem.

Aucun ne souffrira mort pour le premier larrecin sinon qu'il excede la somme de cinquante sols. Et s'il excede ladicte sõme, & le peut satisfaire du sien à celuy qu'il à desrobé pour le premier larrecin, il courra la ville. Et en oultre selon la qualité du delict ou il sera mis au pilory flestri & marqué, ou sera banni, ou souffrira l'vne & l'autre peine à la discretion du Bailli & de sa Cour, appellés à ce les Consuls de ladicte ville, & auec leur Conseil.

XCII.

Item quamuis quis ex primo furto non moriatur vt supra, tamen siquis furatus fuerit Domino suo valorem viginti solidorum pugnum amittat. Si autem furatus fuerit valorem minoris summæ, videlicet decem solidos curret villam & ponetur in jspillorio & relegetur sed tamen non signetur. Si autem minorem summam decem solidis furatus fuerit, curret villam & ponatur in jspillorio duntaxat.

XCII.

Iaçoit qu'aucun pour le premier larrecin ne nouffre mort comme dit est, toutesfois si aucun derobe à son maistre la valeur de vingt solz, il perdra le poing. Mais s'il à derobé la valeur de moindre somme, comme de dix solz, il courra la ville, & sera mis au pilory & banni. toutesfois ne sera point marqué. Et si ce

si ce qu'il à derobé vaut moins de dix solz, il courra la ville & sera mis au pilory seulement.

XCIII.

Tout homme qui aura derobé les instrumens aratoires aux champs, aura percé les gerbiers ou plongeons de bled des chãps & aura derobé dudict bled: ou qui aura percé de nuict les maisons & en aura derobé quelque chose, ou qui aura rompu les serrures des coffres, ou aura vsé de fausses clefs qu'on nomme contreclefs, ou qui aura derobé le poisson des viuiers appartenãs aux bourgeois & marchands de ladicte ville: ou du vin estant en la rue, ou aux champs, ou au port, ou en chemin: ou du bestail asçauoir bœufs, vaches, brebis, pourceaux, truyes, moutõs, boucs, cheures, cheureaux, caualles, asnes ou asnesses des champs ou bourdils, ou autres maisons quelsconques, [illegible] pendu.

XCIII.

Item si quis furatus fuerit munimina aratorum in campis, aut perforatus fuerit modula siue columnas bladorum de campis & de dicto blado furatus fuerit, aut si quis domos de nocte perforatus fuerit & aliquid de dicta domo furatus fuerit, aut qui archas seu huchas debotauerit, aut falsas claues quæ dicuntur contra claues tenuerit & eis vsus fuerit, aut qui pisces in conseruis mercatorum & Burgensium positos furatus fuerit, aut qui vina mercatorum vel aliorum existentia in carrerijs seu campis vel jtineribus, portibus, vel de nocte furatus fuerit, aut qui animalia videlicet boues, vaccas, oues, porcos, sues siue trogas, mutones, crestones, capras, hedulos, equas siue jumenta, asinos, asinas, vel de campis seu bordilibus, seu domibus alijs, quibuscunque furatus fuerit, furca suspendatur.

XCIIII.

Item siquis ex-secundo furto furatus fuerit vsque ad valorem quinque solidorum, dum ex primo furto signatus non fuerit, curret villam & signabitur in auricula. Et si summam decem solidorum furatus fuerit ex secundo furto, & ex primo furto relegatus fuerit, ad furcam suspendetur. Si autem ex primo furto relegatus non fuerit nec signatus, currat villam & signabitur & relegabitur. Et si majorem summam decem solidis furatus fuerit ex secundo furto, ad furcam suspendetur. Secundum furtum vero dicitur, cum diuersis temporibus committuntur.

Si aucun à dérobé pour la seconde fois jusqu'a la valeur de cinq sols, pourueu qu'il n'ait esté marqué pour le premier larrecin, il courra la ville & sera marqué en l'oreille. Et si au second larrecin il à derobé la somme de dix sols, & à esté banni pour le premier, il sera pendu. Mais s'il n'a esté banni ne marqué pour le premier larrecin, il courra la ville & sera marqué & banni. Et si au second larrecin il à dérobé plus de dix sols, il sera pendu. Or le second larrecin s'entend quand deux larrecins sont commis en diuers temps.

XCV.

Item si filius emancipatus vel filia furetur de bonis paternis vel maternis, aut nepos vel neptis, videlicet filius vel filia filij vel [illegible], non tenebuntur actione furti [illegible]

XCV.

Si le fils ou la fille, soit emancipé ou non, ou leurs enfans derobent par necessité quelque chose des biens paternels ou

maternels, ils n'en pourront estre aucunement recerchés, non plus que le pere & la mere s'ils prenent quelque chose à leurs enfans ou nepueus.

jndigeant, nec e conuerso parentes vtriusque sexus in bonis filij sui emancipati, vel filiæ, vel nepotis, vel neptis furtum committere nequeant quoquomodo, nec multominus liberi in patria potestate constituti, neque parentes ad inuicem in præmissis furtum committere nequeant, nec actione furti condénetur.

XCVI.

Si aucun à baillé ou presté à vn Bourgeois ou habitant dudict lieu vn cheual ou caualle pour cheuaucher ou s'en seruir jusques à certain lieu & jour, & ledict Bourgeois oultre le vouloir du maistre dudict cheual ou caualle s'en sert plus loing & plus de jours qu'il n'a esté accordé, ou que ledict maistre ne luy à permis, il ne sera pourtant tenu de larrecin, mais seulement aux dommages & jnterests de la perte & jniure si ledict maistre du cheual veut jntenter action d'injures contre ledict delinquent.

XCVI.

Item si aliquis accommodauit seu tradidit cuidam Burgensi seu habitatori dicti loci Roncinum seu jumentum pro equitando, seu seruiendo se vsque ad certum locum & ad certam diem, Et dictus Burgensis citra voluntatem Domini roncini vel jumenti equitauit, vel se seruierit plus longe & plurbus diebus quam conuentum sit, seu licentiam habuit à Domino memorato, non propter hoc talis teneatur actione furti, sed potius ad jnteresse partis & actionem jniuriæ, si dictus Dominus roncini voluerit contra ipsum delinquentem jntentare.

XCVII.

Item si quis jntrauerit hortos clausos vel non clausos de nocte, & cœpit furtiue de fructibus excrescentibus inde vsque ad valorem duodecim denariorum, curret villam & ponetur in jspillorio, vel soluet sexaginta solidos Domino, nec non soluet duplex gatgium Coti, & vltra hoc damnum passo emendabit. Si vero minorem valorem acceperit, curret villam tantum & punietur vt præmittitur in simplici gatgio.

XCVII.

Si aucun entre de nuict dans les jardins fermés ou non fermés, & en derobe des fruicts jusques à la valeur de douze deniers, il courra la ville & sera mis au pilory, ou payera soixante sols au Seigneur, & outre ce payera le dommage auec double amende du Cot, & s'il à moins derobé que de douze deniers il courra la ville seulement & ne payera que la simple amende comme dict est.

XCVIII.

Item si quis jntret vineas & furtiue acceperit fructus inde excrescentes & secum adportauerit seu adportari fecerit in vlnis vel capuccio, seu disco seu sacco, vel alias vsque ad valorem duorum solidorum, curret villam & ponetur in jspillorio, vel soluet sexaginta solidos Domino, & soluet si sit de nocte du[illegible]

XCVIII.

Si aucun entre dans les vignes & en derobe des fruicts jusques à la valeur de deux sols, il courra la ville, & sera mis au pilory, ou payera soixante sols au seigneur. Et si c'est de nuict payera double amende du Cot, mais si c'est

de jour, il ne payera que la simple amende & le dommage.

gium Coti. Si vero sit de die gatgium simplex & emendabit damnum passo.

XCIX.

XCIX.

Si le Cotier prend des fruicts de vignes ou des jardins, soit de jour ou de nuict, d'autant qu'il est tenu de les garder il sera puni comme dit est, & oultre ce condamné en l'amende de soixante sols enuers ledit Seigneur. Et sur l'jnuention & perception des fruits le maistre du fond sera creu en son serment, & son seruiteur auec vn autre, & autres deux quelconques qui voudront sur ce deposer par serment contre ledict Cotier.

Item si Cotarius de dictis fructibus accipiat, siue sint de vineis, siue de hortis, siue de die siue de nocte, eo, quia tenetur eos custodire, vt supra dictum est puniatur, & vltra hoc in gatgio sexaginta solidorum versus dictum Dominum condemnetur. De jnuentione vero & perceptione dictorum fructuum contra dictum Cotarium stabitur & credetur Domino seu Dominis fundorum per suum juramentum, & nuncio suo cum vna alia persona, & alijs quibuslibet duobus qui super his velint deponere (contra Cotarium) per suum juramentum.

C.

C.

Contre les autres le maistre du fond qui aura reçeu le dommage sera creu en son serment sur l'jnuention & perception des

Item contra alios quoslibet de jnuentione & perceptione fructuum prædictorum stabitur & credetur Domino fundi damnum passo per suum jura- & nuncio suo

cum alia persona, aut alias soli nuncio si damnum dantem pignoret, quam pignorationem penes se habeat: & soli Cotario, dum tamen illico & recenter damnum dantem accuset, aut ipsum pignoret. Si autem post quatuor dies ex quo damnum datum est, dictus Cotarius damnum dantem voluerit accusare, ei non concederetur nisi sufficienter per testes hoc probare possit.

fruicts, & son seruiteur, auec vn autre, ou le seruiteur seul s'il à prins gage à celuy qui à faict le dommage, & à ledict gage deuers soy. Aussi le Cotier seul sera creu pourueu que tout jncontinent & sur le champ il accuse celuy qui à faict le dommage, ou luy prenne quelque gage. Que si apres quatre jours il veut accuser tel personnage qui à faict le mal, il ne sera receu à ce faire sinon qu'il le puisse prouuer suffisamment auec tesmoins.

CI.

CI.

Item si animal jnueniatur damnum dans, in terris, hortis, pratis vineisque seu locis alijs quibuscunque, Dominus animalis tenebitur de damno dato, & soluet pro dicto damno, pro quolibet boue & vacca decem & octo denarios, pro gatgio Coti, & vltra hoc emendabit damnum passo, pro quolibet roncino & pro qualibet equa asinoque vel asina soluet pro gatgio Coti duodecim denarios & emendabit dānum

Si vne beste est trouuée faisant dommage en quelque chāp, jardin, pré, vignes & autres lieux son maistre sera tenu du dommage faict, & payera pour jceluy si c'est vn bœuf ou vne vache dix-huict deniers pour l'amende du Cot, & outre ce reparera le dōmage à celuy qui l'a souffert: pour chaque cheual ou jument,

asne ou asnesse, il payera douze deniers pour l'amẽde du Cot,& reparera le dommage comme dessus : pour vne cheure ou vn bouc il payera quatre deniers : pour vne brebis, belier ou mouton il payera vn denier: pour vne oye payera vn obole & reparera tousiours le dommage. Que si on trouue vn pourceau ou truye dans vne vigne les fruits y estãs, ou dãs vn pré en quelque temps que ce soit, ou dans vne maison en laquelle y à des petits enfans, il est permis de les tuer, & en ce cas l'amende & le dommage ne pourront estre demandés.

pro qualibet vero capra siue hirco vtriusque sexus soluet quatuor denarios & emendabit vt supra, pro qualibet oue & ariete siue mutone soluet vnum denarium & emendabit vt supra, pro qualibet anſere damnum dante soluet obolum & emendabit vt supra. Si vero porcus vel sus inueniantur in vineis fructibus pendentibus, vel in prato qualibet tempore, aut in domo vbi parui pueri existunt, absque pœna poterunt, occidi, & in isto casu gargium & damnum petu non poterunt.

CII.

Si vne beste tue vn homme ou vne femme, ou baille quelque autre dommage sans que personne en soit en coulpe, le maistre de la beste en sera quitte s'il la veut bailler pour reparer le dommage. Or ledict maistre

CII.

Item si animal quodcunque occidat hominem vel mulierem, aut aliquod aliud damnum det sine culpa alicuius, & Dominus ipsius animalis velit eum dare pro noxa, dictus Dominus de dicta morte nõ teneatur nec in aliquo accusetur. Sine culpa autem dicitur dictus Dominus cum equitat equũ

vel equam, mulum vel mulam, asinum vel asinam currentes clamans GVARADAVAN, omni fraude & dolo cessantibus, aut cum dicta animalia deferant campanas, aut cum euidenter dicta animalia apparent bocafort. Et in istis casibus & alijs de jure statutis, dictus Dominus animalium se de prædicta morte valeat excusare.

est dict estre sans coulpe, lors qu'estant monté sur vn cheual, ou cauale, mulet ou mule, asne ou anesse courans il crie GVAREDEVAN, pourueu que soit sans dol & fraude: ou si lesdictes bestes portent des clochettes, ou s'il appert manifestement qu'elles soyent fortes en bouche. Et en ce cas & autres ordonnés de droict le maistre de ladicte beste se pourra excuser de ladicte mort.

CXII.

Item si sint plures fratres communes tutore seu curatore carentes, quorum vnus eorum major est & alij minores, & administrat bona communia, si dictus major tenens bona communia aliquid lucretur aut cum bonis communibus vel non communibus, dictum lucrum commune inter fratres prædictos remanebit. Si vero negotiando negotia communia in aliquo damnum patiatur, dictum damnum remanebit commune peines eos. Si vero de dictis bonis communibus distrahat aut alienet, nisi cum causæ cognitione &

CIII.

S'il y à plusieurs freres communs en biens sans tuteur ou curateur, desquels l'vn est majeur & administre les biens communs & les autres sont mineurs, le gain que le majeur fera, soit des biens communs ou autres sera commun entre tous lesdicts freres. Aussi la perte qu'il pourroit faire en traffiquant & gouuernant les affaires communs sera commune. Mais s'il vend ou aliene

allienne desdits biens communs sans cognoissance de cause & authorité de Iustice, l'allienation ne tiendra sinõ en la part & portion de celuy qui l'aura faicte, & les autres freres pourront seulement pour leurs portions conuenir l'acheteur, Ses actions sauues à luy pour ce regard contre le vendeur s'il est obligé à la garentie.

creti judicis interpositione, dicta venditio, distractio & alienatio in aliquo non valebit, nisi duntaxat quoad portionem ad dictum fratrem majorem dictam venditionem facientem spectantem, minores vero fratres contra dictum talem emptorem, actionem suam pro suis portionibus duntaxat valeant experiri, dicto majore fratre & bonis suis sub actione gãrantiæ portandæ, si se super hoc obligauerit dicto emptori semper remanentibus in hac parte.

CIIII.

Si vn marchant achepte quelque bien meuble qui soit obligé à vn autre & en ait prins possession, le creancier ne pourra pour raison d'hypoteque, ou autrement jntenter aucune action contre luy. Or la possessiõ luy en est acquise lors qu'il à payé le prix ou partie d'jceluy, ou qu'il y à mis sa marque, ou en à prĩs l'actuele possessiõ, ou s'est obligé par jnstrumẽt enuers le vendeur de luy payer

CIIII.

Item si quis mercator aliquam rem mobilem alicui obligatam emerit possessionemque eiusdem adeptus fuerit, si creditor contra dictum mercatorem ratione hypothecæ, vel alias jntentare voluerit, hoc ei facere non licebit. Possessio vero adepta dictæ rei venditæ dicitur quando mercator pecuniã exsoluit seu partem eiusdem, aut mercam suam jbidem interposuit, aut possessionem actualem acceperit, aut cum instrumẽto versus venditorem de soluendo certum quid & certo termino se obliga- in istis casibus possessio

adepta dicatur. Attamen si dictus mercator aliquid de summa debita dicto véditori penes se retinuerit vel habuerit, dictus creditor contra dictum mercatorem executionem quoad dictam summam debitam facere valeat competenter.

certaine choſe à certain, terme. Toutesfois s'il à fait reste du prix conuenu, le creancier luy pourra faire saisir ce en quoy il est demeuré redeuable au vendeur.

CV.

Item si quis emat aliquam rem mobilem in loco publico videlicet in foro aut infra villam in carrerijs magnis publicis duobus fide dignis assistentibus, licet dicta res empta sit furtiua, non propter hoc dicta emptio vitiatur. Sed si aliquis veniat qui dictam rem emptam asserat sibi fore furatam, de quo legitime docere valeat, cum vero pretio vendito, & non alias eam recuperabit. Si forte empta fuerit res furtiua in campis, aut paruis carrerijs quæ non dicuntur publicæ, aut in domibus, quia tales venditiones occultæ censentur, verus Dominus ei furtiuæ sine aliquo pretio eam valeat vendicare.

CV.

Si aucun achepte du meuble en lieu public, comme au marché, ou dans la ville aux grandes rues publiques en presence de deux personnes dignes de foy, combien que la choſe acheptée ait esté derobée l'achept n'en sera pourtant nul. Mais si aucun vient asserer que la choſe luy à esté derobée & en fait deuement apparoir, il la recouurera en rendant le prix qu'elle aura cousté, autrement non. Et si elle à esté achetée aux champs ou en petite rue qui ne soit publique, ou dans vne maison, en ce cas le vray maistre de la choſe derobée la pourra vindiquer sans rendre le prix.

CVI.

Si aucun achepte vne choſe meuble dans la ville de Bragerac ſoubs le toict d'vn Bourgeois ou dans ſa maiſon, & ledict Bourgeois aſſiſtant à la vendition demande auoir part en la choſe vendue, il y ſera reçeu en payant pro rata du prix contenu au contract de vendition.

CVI.

Item ſi quis emat aliquam rem mobilem in villa Brageriaci ſubtus tegulum cuiuſdam Burgenſis aut in domo ſua, ſi dictus Burgenſis partem rei venditæ habere voluerit & hoc præſens in contractu venditionis, dictam partemque habere requiſierit, ſtatim recipietur & partem rei venditæ obtinebit cum pretio per ipſum Burgenſem pro rata ſoluendo in dicto contractu venditionis declarato.

CVII.

Si aucun vend des viures à vn reuendeur, ſoit au marché ou en la rue en preſence d'vn Bourgeois, & ledict Bourgeois les veut retenir pour ſoy, il le pourra faire en payant le prix que les viures auront couſté. Et ſi deux ou pluſieurs Bourgeois en veulent auoir tous enſemble, chacun en aura ſa part. Mais ſi vn deſdits Bourgeois auoit marchandé le

CVII.

Item ſi quis vendat in foro vel in carreria cuidam reuenditori aliqua victualia quæcunque ſint, ſi Burgenſis præſens in dicta venditione pro neceſſitate & reſtauratione ſui hoſpitij retinere voluerit, hoc cum vero pretio vendito obtinebit. Et ſi ſint duo aut plures Burgenſes qui ſimul & ſemel in his ſe immiſceant, quilibet Burgenſis partem ſuam pro rata habebit. Si vero vnus de comburgenſibus prius & primus appellauerit in præmiſſis, cæteri exclu- ... tamen vt ille

qui appellabit in illo contractu statim soluat pretium venditori, alioquin sua appellatio non valeat.

premier, les autres n'y auront rien pourueu qu'il paye tout incontinent le prix au vendeur, autrement son marché ne tiendra nullement.

CVIII.

Item si in foro Brageriaci, aut alibi in dicta villa quis bouem emerit qui sit bonus ad agriculturam & emptor velit eum occidere, aut pro occidendo eum emerit quia forte est carnifex, & Burgensis de dicto boue ad agriculturam indigeat, ipsum bouem pro vero pretio empto habere poterit, cauillationibus cessantibus quibuscunque. Si vero dictus emptor extra villam dictum bouem emerit, dum per vnam vel duas leucas distantes à dicta villa, vel vltra eum emerit ex causis quibus supra, dictus Burgensis cum moderato lucro tam pro labore quam expensis ipsius emptoris dictum bouem valeat retinere.

CVIII.

Si aucun ayant achepté au marché de Bragerac, ou ailleurs dans la ville vn bœuf qui soit bon à labourer la terre le veut tuer, soit boucher ou autre, & vn Bourgeois à besoin dudict bœuf pour le labourage, il le pourra auoir (tout dol & fraude cessant) en payant le prix qu'il aura cousté. Mais s'il à esté achepté hors ladicte ville à vne ou deux lieues ou plus, le Bourgeois le pourra retenir pour raison de ce que dessus, en baillant à l'achepteur vn gain hõneste tant pour sa peine que pour la despence qu'il à fait allant achepter ledict bœuf.

CIX.

Si par le moyen d'vn courratier quelque choſe meuble à eſté vendue & à raiſon de ce y à different entre l'achepteur & le vẽdeur, [illegible] teſmoins le courratier ſera creu en ſon ſerment, tant ſur la vendition que ſur le prix de la choſe vendue. Mais ſi c'eſt bien jmmeuble il ne ſera creu que du prix, & non de la vendition, ſinon autant que le demandeur en pourra deuement prouuer par teſmoins.

CIX.

Item ſi aliqua res mobilis vendita fuerit in qua venditione proxeneta jntercesſerit, & inter emptorem & venditorem aliqua diſſenſio oriatur, niſi teſtes affuerint dicto proxenetæ ſtabitur & credetur per juramentum ſuum tam ſuper venditione quam ſuper pretio rei venditæ. Si autem ſit res vendita jmmobilis credetur dicto proxenetæ duntaxat de pretio vt ſupra, de venditione autem minime credetur, niſi quantum actor probare legitime per teſtes poterit de præmiſſis.

BIBLIOTHEQUE DE LA VILLE DE PÉRIGUEUX

CX.

Nul ne pourra eſtre courratier en la ville de Bragerac s'il n'eſt Bourgeois dudict lieu, & s'il n'a eſté preſenté par les Conſuls au Seigneur ou à ſon Bailli, & s'il n'a preſté le ſerment de bien & loyaulment exerçer ſe

CX.

Item nullus ſit proxeneta in villa Brageriaci niſi ſit Burgenſis dicti loci, & præſentatus fuerit per Conſules Brageriaci Domino dicti loci ſeu eius Bajulo, & jurauerit dicto Domino ſeu eius Bajulo in præſentia dictorum Cõſulum, quod in ſuo proxenetario officio ſe bene & fideliter habebit & jura

Domini & Vniuersitatis pro posse custodiet, & seruabit commoda, & etiam procurabit, secretaque non reuelabit, bonas & competentes & veraces relationes inter contrahentes faciet, neminem fraudulose ad emendum seu vendendum aliquid procurabit.

estat, garder le droit & procurer le profit dudict Seigneur & de la communauté selon son pouuoir, ne reueler point les secrets, faire bons & vrais rapports entre les contractans, ne semondre frauduleusement aucun à vendre ou achepter quelque [illegible]

CXI.

Item in dicta villa octo proxenetæ eligentur & confirmabuntur duntaxat, & nomina eorum scribentur in curia dicti Domini & alijs diuersis locis publicis, vt de eis constare possit quibus tanquam proxenetis fuerit credendum & quibus fides fuerit adhibenda.

CXI.

Dans ladicte ville n'y aura que huict courratiers, les noms desquels seront escripts au parquet dudict Seigneur & en autres diuers lieux publiques afin qu'on sache à qui on doibt auoir recours pour la courraterie.

CXII.

Item proxeneta habebit pro salario suo videlicet pro quolibet tonnello vini tam ab emptore quam à venditore duodecim denarios, videlicet à quolibet sex denarios, & pro pipa sex denarios, & ab alijs quibus

CXII.

Le courratier aura pour son salaire douze deniers pour chasque tonneau de vin, asçauoir six deniers de l'achepteur & autant au vendeur, & six deniers pour

pippe. Et des autres choſes il aura tant du vendeur que de l'achepteur la ſoixantieſme partie de la choſe vendue, ſinon qu'il eut eſté autrement accordé & conuenu entre leſdictes parties. Quant aux immeubles il aura deux deniers pour liure, ſinon qu'il y eut comme dict eſt pacte expres au contraire.

que rebus mobilibus habebit dictus proxeneta pro ſalario ſuo tam ab emptore quam à venditore ſexageſimam partem rei venditæ, niſi inter dictos emptorem & venditorem & proxenetam ſuper ſalario prædicto aliud fuerit prolocutum: pro re autem immobili ſi vendi contingat interueniente proxeneta, dictus proxeneta habebit pro ſalario ſuo duos denarios pro libra, niſi forſan ſuper dicto ſalario vt ſupra inter dictos emptorem & venditorem & dictum proxenetam pactum fuerit de eodem.

XCIII.

Si aucun achepte quelque choſe que ce ſoit au marché, ou par les rues publiques de Bragerac, le vendeur ſera touſiours tenu de la garantie, Et s'il à vendu vn bœuf il le doibt rendre ſain huict jours, tellement que ſi dans ledict temps il vient à empirer ou eſtre malade, ledict vendeur ſera tenu de le reprendre, & il demeurera pour non achepté, tout ainſi que s'il auoit eſté ache-

CXIII.

Item ſi quis emit bouem, vaccam, roncinum, jumentum & quæcunque alia quę nuncupari poſſent in foro ſeu carrerijs publicis Brageriaci, ſemper venditor tenetur de euictione, & ſi bouem vendat debet eum reddere ſanum per octo dies. Si autem infra octo dies moriatur aut incipiat ægrotare, dictus venditor dicle animal recuperabit & remanebit non emptum. Attamen ſi vendatur bos pro agricultura & ad hoc aptus non inueniatur, per emptorem per octo dies aſſidue vt [illegible] remanebit non emptus. [illegible] roncinus aut

jumentum, asinus asinaque, mulus vel mula, & inter se aliquod vitium nō apparens habuerit, de quo dictus venditor in dicta venditione nullam mentionem fecerit, & vitium appareat infra quindecim dies, roncinus aut jumentum & alia animalia super his declarata remanebunt inempta, & dictus venditor pretium quod exinde habuerit emptori restituere teneatur.

pré pour labourer la terre, & l'achepteur par huict jours continuels ne le trouue propre pour cela. Mais si c'est vn cheual ou jument, asne ou asnesse, mulet ou mule qui à quelque vice caché, dont le vendeur en faisant ladicte vendition n'a fait aucune mention, & le vice se monstre dans quinze jours, la beste demeurera pour non acheptée & le vendeur sera tenu de rendre à l'achepteur le prix qu'il aura eu de luy.

CXIIII.

Item si quis tradat alicui bouem, vaccam, roncinum, jumentum aut alia quæcunque animalia ad nutriendum, & sibi retineat super dictis animalibus certum pretium siue cabale ad medium lucri siue damni venturi, si lucrum aut damnum pro tempore appareat, id lucrum quod excedet dictum pretium siue cabal, seu damnum si emerserit inter se communiter dividetur.

CXIIII.

Si aucun baille à vn autre quelque beste à nourrir & se retient sur icelle certain prix ou cabal à moitié gain ou perte, s'il y à du gain ou de la perte, le gain qui excedera ledict prix ou cabal, ou la perte s'il y en à seront partis egalement entre eux.

CXV.

CXV.

Le maiſtre du beſtail pourra toutesfois & quantes qu'il voudra contraindre le caballier de vẽdir à partage du fruict. Et ſera tenu ledict caballier huict jours apres auoir eſté aduerti par le maiſtre, conduire le beſtail au marché, ou à la ville de Bragerac à la volonté & diſcretion du maiſtre, & jllec partir le fruict. Et neantmoins ſera tenu bailler bõnes & ſuffiſantes cautions de tenir, accomplir & payer audict maiſtre ledit fruict ou gain, ſi aucun en y à. Et aura le pleige dudit caballier cinq ſols pour auoir cautionné pour luy, jaçoit qu'il n'en ait eſté parlé entre eux.

CXV.

Item ſi quis recepit animalia quęcunque nutrienda ad lucrum & damnum & ad certum cabal vt ſupra, Dominus dictorum animalium quotieſcunque ei viſum fuerit poterit mãdare dictum nutritorem de exegar, quo mandato dictus nutritor tenetur & debet poſt octo dies, à tempore dictæ mandationis computandos, adducere dicta animalia in foro ſeu in villa Brageriaci, vbi dictus Dominus animalium maluerit adducenda, & ea ipſi Domino adhibere & yſchigare: Et nihilominus dare bonos & competentes fidejuſſores de tenẽdo, complendo ſoluendo dictum yſchic ſiue lucrum, ſi quod ſit Domino memorato. fidejuſſor enim ſeu fidejuſſores qui ad requeſtã dicti nutritoris erga Dominum prædictũ pro præmiſſis ſe obligauerint, eſto quod nihil inter dictos nutritores & fidejuſſores in prædictis fuerit prolocutum, pro fidejuſſione ſua à dicto nutriente quinque ſolidos habebit.

CXVI.

CXVI.

Item si dictus nutritor de exibendo dicta animalia dicto Domino seu fidejubendo prout præmittitur deficiat, dictus Dominus animalium dictum nutritorem pro tenendo, complendo, seruando contenta in articulo immediate præcedente per arrestum sui corporis & bonorum venditionem compellere poterit, & vltra hoc quod dicta animalia in posterum ad ipsius nutritoris periculum remanebunt.

Si ledict caballier faict faute dexhiber au maistre le bestail & luy bailler pleiges & cautions comme dit est, & autrement faire ainsi qu'il est contenu au precedent article, le maistre le pourra cõtraindre à ce faire par arrest de sa personne & vendition de ses biens, & oultre ce le bestail sera pour l'aduenir aux perils & fortunes dudict caballier.

CXVII.

Item si contingat forte aliqua de dictis animalibus seu omnia mori, & hoc sit sine culpa nutritoris seu eius familiæ, seu pastoris, aut de morte naturali, siue de morbo accidentali aut casu fortuito moriantur, dictus nutritor statim cum cognoscet morbum, eum debet & tenetur manifestare Domino prædicto animalium prædictorum, vt si forte possit apponi remedium per dictum Dominum super dicto morbo apponere valeat ad commodum partium vtrarumque. Et si post denunciationem prædictam dict[illegible] animalia mori[illegible] pra

CXVII.

S'il aduient qu'vn chef de bestail ou le tout periſſe de mort naturele, ou par accident & cas fortuit ſans la faute du caballier ou de ſa famille ou du paſteur, ledict caballier deſlors qu'il aura cognu la maladie, eſt tenu en aduertir le maiſtre pour y remedier ſi faire ce peut. Ce fait ſi la mort s'en enſuit comme deſſus, le caballier ſera ſeulement tenu de rendre au maiſtre la moytie de

son cabal. Mais si le bestail est mort par sa faute, ou de son berger, ou de sa famille, ou s'il n'a aduerti le maistre de la maladie, ou ne luy aporte monstrer dans deux jours les peaux du bestail mort, il sera tenu de rendre tout le cabal. Et si dans deux jours il n'a monstré les peaus en quelque sorte que le bestail soit mort, il en sera coulpable.

dictus nutritor non tenetur de morte ipsorum animalium, sed duntaxat restituere Domino prædicto medietatem sui cabal. Si autem moriantur ob culpam ipsius nutritoris siue pastoris aut ipsius nutritoris familiæ, dictus nutritor Domino animalium restituere tenebitur totum cabal, aut si morbum prædictũ Domino prædicto non manifestauerit, aut pelles dictorum animalium mortuorum infra biduũ dicto Dño non detulerit ostendendas. Si autem infra biduum pelles animalium prædictorum non exibuerit, qualicunque modo dicta animalia mortua fuerint dictus nutritor de eorum morte culpabilis reputetur.

CXXIII.

Si le caballier ne paye ce en quoy il est demeuré redeuable enuers le maistre du bestail à raison dudict partage, celuy qui sera entré pleige pour luy, pourra estre contraint par arrest & detention de sa personne, & vente de ses biens huict iours apres sa pleigerie.

CXVIII.

Item fidejussor prædictus si dictus nutritor deficiat de soluendo id quod apparere poterit nutritorem teneri dicto Domino ratione dicti yschic, compelli poterit per sui corporis detentionem, siue arrestum & bonorum venditionem, post octo dies postquam dictus fidejussor erga Dominum dictorum animalium extiterit obligatus.

CXIX.

Item si quis Burgensis alicui domum seu domos conduxerit ad vnum annũ vel plus vel minus, & dictus mansionarius in fine dicti termini vel ante vellit exire domum & eam Domino relinquere, debet ante omnia deferre clauẽ dictæ domus vna cum salario exiãde debito seu debendo: si alias dictus mansionarius dictam domum exierit & reliquerit, dicta domus penes talem exeũtem seu derelinquentem, pro pretio aliàs per ipsum mansionarium pro dicto hospitio dato, conducta debeat & valeat remanere, nisi forte Dominus hospitij cuidam alij mansionario dictam domum locauerit, qui eam teneat de ipsius Domini voluntate.

CXIX.

Si vn Bourgeois loüe à quelqu'vn vne maison ou plusieurs pour vn an, ou à plus long ou court terme, le locataire qui veut vuider la maison à la fin dudict terme ou plustost, & la laisser au maistre doibt auant toute œuure porter la clef au maistre & luy payer le loüage escheu ou à eschoir: si autrement il vuide & quitte ladicte maison elle luy demeurera loüee pour le prix accoustumé, jaçoit qu'il l'ait vuidée, sinon que le maistre l'eut loüee à quelque autre, ou qu'il la tint de son consentement.

CXX.

Item si quis Burgensis conducat aliquam domum ad certum tempus, & durante dicto tempore seu termino dicta domus sit necessaria euidenter dicto Domino burgensi pro[illegible]

CXX.

Si vn Bourgeois à loüé sa maison pour certain temps dans lequel il en à euidemment besoin pour la demeurance & retrait au-

tre pour y habiter cõmodement selon son estat & faculté, il pourra pendent ledict terme recouurer ladicte maison du locataire d'icelle & l'en expeller pour sa demeurance, & ce toutesfois & quantes que la necessité se presentera. Et sur ce le maistre sera creu par son serment, sinon que le locataire monstrat du cõtraire sommairement & de plein.

sione sua, dum tamẽ aliam domum dictus Burgensis non habeat, in qua secundum statum suum & facultatem suam cõmode mansionem facere possit, quod dictus Burgensis durante dicto termino à mansionario dictæ domus conductæ dictam domum recuperare possit, & conductorem exinde repellere pro mansione sua, & hoc totiens quotiens dicta necessitas emergat, & super his stabitur dicto Burgensi, & credetur per suum propr ũ juramentum, nisi forte dictus mansionarius de contrario docere valeat summarie & de plano.

CXXI.

Si la maison loüée à besoin d'estre bastie ou reparée, & le maistre estant requis par le locataire de ce faire n'en tient conte, le locataire pourra de sa propre authorité faire le bastiment ou reparation necessaire de l'argent du loüage.

CXXI.

Item si in domo conducta aliquod ædificium seu reparamentum sit necessarium, & dictus Dominus dictę domus dictam necessitatem per mansionarium dictæ domus noverit, si Dominus prædictus facta sibi requesta de recuperando dictam domum negligens fuerit seu rebellis, dictus mansionarius post dictam requestam & ostensionem dictæ necessitatis, sua propria authoritate de salario exinde Dño dictæ domus debito seu debẽdo, reparare, emendare & reæ- valeat opportune.

CXXII.

Item si quis in penu seu domo cujusdam Burgensis vina habuerit seu habeat, & ea vendat alicui reuenditori qui ea in dicta domo seu penu vendat ad tabernam, dictus Burgensis habebit à dicto tabernario simile salarium quale habuit seu habiturus est à Domino dicti vini. Et si dictus Burgensis vel eius filius, vel filia, vel vxor præsentes sint conjunctim vel diuisim in venditione dicti vini, cum Dominus dicti vini eum vendit dicto reuenditori, & velint habere partem in vino vendito seu vendêdo, & super his se opponant, dictus reuenditor quemlibet prædictorum ad habendum partem in dicto vino recipere teneatur: aut si forte dictum vinum sit necessarium dicto Domino dicti penu seu domus pro restauratione sui hospitij, super quo dicto Domino dictæ domus stabitur & credetur per suum propriũ juramentum, dictum vinũ pro dicta necessitate valeat retinere.

CXXII.

Si aucun ayant du vin dans le cellier ou maisõ d'vn Bourgeois le vend à quelque reuendeur qui illec mesmes & sans le desplacer le vend en tauerne, le Bourgeois aura dudict tauernier semblable salaire qu'il auoit ou auroit de celuy auquel ledict vin appartient. Et si ledict Bourgeois, ou son fils, ou sa fille, ou sa femme sont presens tous ensemble, ou l'vn d'eux lors que le maistre du vin le vend audict reuendeur, & ils veulent auoir part au vin vendu ou à vendre, ledict reuendeur sera tenu de reçeuoir chacun d'eux à auoir part audict vin: pareillement si le maistre dudict celier ou maison à besoin dudict vin pour sa prouision (dont il sera creu par son serment) il le pourra retenir pour soy.

CXXIII.

Si aucun à ſon vin dans la maiſon ou cellier d'autruy à la feſte de Sainct Iehan Baptiſte à laquelle on loüe communement les maiſons, & le maiſtre du lieu ou eſt ledict vin l'a loüe à vn autre. Pource que ledict vin ſe pourroit gaſter en le remuant, Celuy auquel il appartiendra pourra retenir ladite maiſon à meſme prix qu'elle aura eſté loüee de nouueau.

CXXIII.

Item ſi quis habeat vina ſua in penu ſeu domo in feſto Beati Iohannis Baptiſtæ, in quo feſto vt in pluribus domus ſolent locari à Dominis quibus ſunt, Si contingat quod Dominus dictæ domus ſeu penu, alij præter quam illi qui habet vina in dicta domo ſeu penu dictam domum locauerit, & Dominus dicti vini dictam domum ſeu penu retinere voluerit pro vero pretio, quod dicta domus quæ de nouo extitit conducta, eo, quia magnum damnum in mutatione vinorum prædictorum Domino dicti vini poſſet forſitan deuenire, hanc retentionem ei facere liceat & habere.

CXXIIII.

Celuy qui aura mis du vin dans la maiſon ou cellier d'vn Bourgeois ſans faire marché du loüage payera quatre ſols pour tonneau, & deux pour pippe, & ne pourra le maiſtre de ladicte maiſon ou cellier ſans le vouloir

CXXIIII.

Item ſi quis vina ſua in domo ſeu penu alicuius Burgenſis poſuerit, foro aliquo inter Dominum dicti vini & Dominum dictæ domus non habito neque facto, Dominus dicti vini dabit & ſoluet pro ſalario cujuſlibet tonelli vini quatuor ſolidos, & duos ſolidos ſi ſit pipa. Si autem [illegible] dictæ domus in

festo Beati Iohannis Baptistæ dicta vina velit ejicere extra domum seu penu extra voluntatem Domini vini, quia forte terminus conductionis solutionis lapsus est, hoc Domino dictæ domus facere minime liceat, sed Dominus dicti vini reiterare salarium teneatur.

de celuy à qui ledict vin appartient, jetter hors ledict vin à la feste de Sainct Iehan Baptiste, combien que le terme du loüage soit expiré. Sera toutesfoïs le maistre dudict vin tenu de payer meſme loüage.

CXXV.

Item si quis probare velit solutiones salariorum ancillarum, nunciorum, hominum cõductorum ad agricultură tam in terris, vineis, hortis pratisque quàm alijs possessionibus per testes, ad hoc familiares de hospitio producentis ad perhibendum testimonium veritatis admittantur vsque ad summam sexaginta solidorum, cum juramento Domini bonæ famæ.

CXXV.

Si aucun veut prouuer par teſmoins le payement des ſalaires de ſes ſeruiteurs, chambrieres ou maneuures, le teſmoignage de ceux de ſa maiſon ſera reçeu juſques à la ſomme de ſoixante ſols, auec ſon ſerment, pourueu qu'il ne ſoit mal famé.

CXXVI.

Item conductiones animalium quæ ad vindemias veniunt & solutiones eorundem per testes familiares ipsius conducentis probari valeant, & ipsi testibus sit credendum cum

CXXVI.

Cela pareillement aura lieu és loages des beſtes qu'on meine aux vendanges, ſinon que le maiſtre deſdictes beſtes monſtrat

strat suffisamment du contraire par autres tesmoins.

juramento Domini bonæ famæ, nisi forte Dominus dictorum animalium per alios testes contrarium posset sufficienter probare.

CXXVII.

Si vne femme à des enfans de vray mariage & sa dot consiste en biens jmmeubles, elle n'en pourra disposer par testamẽt, ains demeureront les possessions & heritages aux enfans. Et si au prejudice d'jceux elle legue à son mari quelque somme d'argent sur ses biens, le legat n'aura effect que pour la vie dudict mari seulement.

CXXVII.

Item si al qua mulier cõstante matrimonio habeat filios, & dare velit in testamento suo dotem existentem in re jmmobili, hoc ei minime fieri liceat, quin possessiones & hæreditates ad filios omnino deuoluantur. Et si forsan dicta mulier in præjudicium dictorum filiorum ad quos successio dictorum bonorum pertinere debet, super dictis bonis aliquam pecuniæ summam legare voluerit dicto viro suo, dictum legatum nullam obtineat roboris firmitatem nisi duntaxat ad vitam dicti mariti.

CXXVIII.

Ce qui est dit au precedent article du legat faict au mari, aura semblablement lieu si la femme legue à vn tiers, qui soit suspect de rendre & restituer le legat audict mari.

CXXVIII.

Item si dicta mulier constante dicto matrimonio habens filios alicui alij terquam viro suo aliquas possessiones seu redditus legauerit, qui quidem legatarius sit suspectus de reddẽdo & restituẽdo dicti legatum dicto viro mulieris, ipsum legatum si quod sit, nullum sit ipso facto, nisi duntaxat dicti mariti.

CXXIX.

Item si mulier constante dicto matrimonio habeat filios, & donationes aut testamenta facere velit propter quæ dicti filij de possessionibus spectantibus ad dictam matrem in aliquo sint læsi, quin post mortem dictę matris ad ipsos filios dictæ possessiones penitus deuoluantur, talia testamenta & tales donationes nullam obtineant roboris firmitatem. Saluo quod possit sufficienter testari pro salute animæ suæ iuxta rerum facultates.

CXXIX.

En somme ne pourra la femme disposer de ses biens jmmeubles par testament au prejudice de ses enfans, sinon que ce fut pour tester pour le salut de son ame, ce qu'elle pourra faire selon la faculté de ses biens.

CXXX.

Item si pater habens vnũ vel plures filios, & vnus ex ipsis publice negotiauerit emendo, vendendo, & alios contractus contrahendo in præsentia patris sui, ipso patre sciente & non contradicente. Si forsan accidat dictum filiũ familias aliquas accipere pecunias mutuo, aut aliquos contractus facere de quibus damnum aliquod patiatur. Si dictus filius tempore dicti accõmodati recepti, aut contractus initi cũ dicto patre suo moriatur, & de dicto mutuo & de dicto contractu contra dictum patrem habebitur recursus. Si vero cum dicto patre mansionem no[illegible]

CXXX.

Si vn fils de famille traffique publiquement en presence de son pere, luy sachant & non contredisant, & il aduient qu'il emprunte de l'argent, ou face quelque contract dõt il souffre quelque dommage, pourueu que lors il demeure auec son pere; A raison dudict prest ou contract on aura recours contre le pere. Mais si le fils ne se tient point auec son pere, n'y aura aucun recours contre le pere, ains le pren-

dra on seulement au fils s'il posse-de quelque chose. Et ne se pourront excuser en ce cas le pere & le fils pour raison de la puissance paternelle, que les choses susdictes ne vaillent tout ainsi que si elles auoyent esté faictes par vn fils emancipé.

filius prædictus, contra dictum patrem aliqui non habebuntur recursus, sed contra dictum filium si quid possideat: nec dicti pater & filius ratione patriæ potestatis in hoc casu se poterunt tueri, quin præmissa valeant, ac si per filium emancipatum essent legitime agitata.

CXXXI.

CXXXI.

Tout Bourgeois est tenu de cuire son pain au four, ou aux fours du Seigneur de Bragerac, pourueu qu'il le vueille faire cuire dans la ville, ou faubourgs d'jcelle. Et doibt ledict Seigneur faire cuire dans ses fours le pain des Bourgeois & habitans dudict lieu pour vingt deux deniers le sestier du froment, & celuy de segle ou de mesture pour vingt deniers monnoye courant, & consequemment pro rata selon le plus ou le moins. Et les fourniers ne prendront point deformais de la paste ou farine, ne autre chose, & si seront tenus [illegible]

Item quilibet Burgensis tenetur de coqui panem suum ad furnum seu furnos Domini de Brageraco, dum tamen infra villam & burgos dictum panem decoqui velint. Dictus vero Dominus tenetur & debet Burgensibus & habitatoribus dicti loci decoqui dictum panem ad suos furnos, videlicet sextarium frumenti pro viginti duobus denarijs monetæ currentis, & sextarium siliginis siue mixturæ pro viginti denarijs dictæ monetæ, & sic per consequens pro rata secundum magis & minus pro decoquendo minorem vel majorem quantitatem panis. Et dicti furnerij nihil amodo accipient de pasta seu farina, nec aliquod aliud. Et pastam siue panem debebunt dicti furnerij ad furnos adportare, & coctum ad domos Burgensum redigere.

porter la paſte aux fours, & rendre le pain cuit aux maiſons des Bourgeois.

CXXXII.

Item cum quis Burgenſis vel habitator Brageriaci cõmiſerit tale crimen propter quod ad mortem ad literam debeat condemnari, eo ad mortem condemnato & executione facta omnia bona illius ſic condemnati tacito confiſcabuntur, & Domino Brageriaci eo ipſo applicabuntur, niſi ille ſic cõdemnatus habeat tempore condemnationis filium vel filiam, vel ex filio vel filia nepotem, vel neptem, vel fratrem vel ſororem, vel fratris vel ſororis filium, quo caſu bona mobilia confiſcabuntur, & jmmobilia dictis perſonis prout proximiores erunt, & de iure eſſent, ſucceſſiue remanebunt & integre deuoluentur. Si vero dictus Burgenſis vel habitator tale crimen cõmiſerit propter quod debeat relegari, & relegatus fuerit ad tempus vel in perpetuum, Iudex vel Baiulus poterit eum condemnare in ſententia ad amittendum bona, ſi tale ſit crimen propter quod fuerit condemnatus, quod debeat ſecundum diſpoſitionẽ iuris ſcripti ad amittendum bona vel partem bonorum con-

CXXXII.

Si vn Bourgeois ou habitant de Bragerac à commis aucun crime digne de mort, luy eſtant condamné & executé à mort, ſes biens ſont taiſiblement confiſques & acquis au Seigneur de Bragerac, Sinon qu'au temps de la condamnation il eut vn fils ou vne fille, vn frere ou vne ſœur, ou des nepueus ſoyent ex filio vel fratre. Car en ce cas les meubles ſeulement ſeront confiſques, & les biens jmmeubles demeureront entierement auxdictes perſonnes ſelon leur proximité, & cõme elles ſuccederoyẽt de droit. Ce qu'aura pareillement lieu en baniſſement s'il y eſcheoit perte de biens, ſinon que ledict Bourgeois eut eſté banni par defauts & contumaces. Car audict cas tous ſes biens meubles & jmmeubles de-

meureront confisques audict Seigneur, avant ledict banni enfans ou nons, ou autres parents. De ce que dessus sont exceptés les crimes de leze Majesté & d Heresie, Esquels cas tous les biens du condamné sont confisqués selon la forme & disposition du droit escript.

demnari, nisi dictus cõdemnatus habeat filium vel filiã, vel ex filio vel filia nepotem vel neptem, vel fratrem vel sororem, vel filiũ vel filiam fratris vel sororis, quo casu Iudex poterit eum cõdemnare ad dicta bona mobilia confiscanda in casibus prædictis, quibus de iure scripto relegatus debet per sententiam amittere bona, bonis jmmobilibus perpetuo remanentibus dictis personis secundum gradum debitum prout in superiori casu seu articulo est expressum. Si vero in sui absentia, quia tanquam

suspectus de crimine se absentauit & non comparet fuerit bannitus, tunc omnia eius bona mobilia & jmmobilia & dicto Domino Brageriaci tanquam commissa, jncursa & confiscata applicabuntur, habeat liberos ille bannitus vel non, seu alios parentes. In prædictis autem excipiuntur crimina læsæ Majestatis & Hæresis, quibus casibus omnia bona condemnati confiscantur secundum juris scripti disposition em & forinam.

CES Choses ont esté faictes comme dit est le jour de Iudy, an, lieu, regnant, & presents qui dessus, & ledict Elie Domingue clerc jadis Notaire Royal, lequel des choses susdictes en reçeut le present Instrument, & le mit dans son Registre. Duquel moy aussi Eymeric de Domme aussi Notaire Royal, apres le deces d'jceluy Domingue, du mandement & licence de l[illegible] Monsieur le Sene[illegible]

ACTA Fvervnt bæc vt supra dictum dictis die Iouis, anno, loco, regnante, & præsentibus testibus quibus supra, Et dicto Elia Dominguo Clerico quondam Notario publico dicti Domini nostri Fra[illegible] ciæ Regis, qui de præmissis hoc Instrumentum publicum jnquisiuit & in protocollo suo notauit. De quo quidem protocollo, [illegible] Aymericus de Domo clericus authoritate dicti Domini nostri Regis publicus Notarius, qui dictum Instrumentum de mandato & licentia Curiæ Domini Senescalli Petragoricensis & Caturcensis mihi literato-

rie facto, post decessum dicti quondam Notarij scribi & grossari per Raymundum Dominguo coadjutorem meum feci in formam publicam redigendo, & signo meo publico consueto signaui requisitus. QVÆ OMNIA & singula suprascripta authoritate nostra propria, & certa scientia ac gratia speciali in quantum tenemur & astringimur, virtute pacis vltimæ jnitæ & concordatæ inter Dominum progenitorē nostrum Regem Angliæ, & defunctum auūculum nostrum Iohannem quondam Francorum Regem. LAVDAMVS, approbamus, ratificamus ac tenore præsentium confirmamus, Saluo in alijs iure nostro & alterius cujuscunque. DATVM apud Bouteuillā vicesima tertia mensis Julij. Anno Domini Millesimo trecentesimo sexagesimo octauo.

Signé sur le repli A. Decanus. Io. Hem. & à costé Collatio facta est per me fregantem & seellé de cire verde en laqs de soye verde & rouge.

chal de Perigort & Quercy ay faict escrire & grossoyer ledict instrumēt par Raymond Domingue mo coadjuteur, & l'ayant reduit en forme authentique estant requis de ce faire, l'ay signé de mon sein public accoustumé. TOVTES & chacunes lesquelles choses sus escrites, de nostre propre authorité certaine science & grace speciale, entant que nous y sōmés tenus & obligés, en vertu de la paix dernieremēt faicte & accordée entre nostre treshonoré Seigneur & pere le Roy d'Angletere, & feu nostre oncle Iehan, n'agueres Roy de France, NOVS alloüōs, approuuōs, ratifions & confirmons par la teneur de ces presentes, Sauf en autres choses nostre droict & celuy d'autruy. DONNÉ à Bouteuille le 23. jour de Iuillet l'an de grace M. CCCLXVIII. Signé sur le repli A. Decanus. Io. Hem. & à costé est escript Collatio facta est per me Fregant, & seellé de cire verde en laqs de soye verde & rouge.

FIN.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE PÉRIGUEUX

Sciences et Arts.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE PÉRIGUEUX

FRANCHISES DE LA VILLE DE LALINDE. — 1267.

PAR M. DE MOURCIN.

CHARTES D'ÉDOUARD I.er (1).

EDWARDUS (2), Dei gratia rex Anglie, dominus hibernie et dux Aquitanie, omnibus ad quos presentes littere pervene-

(1) Lorsque, après tant de révolutions, les vieux souvenirs s'effacent de plus en plus, nous ne croyons pas inutile de publier des titres qui puissent faire connaître les anciens usages : ce sont des matériaux pour l'histoire du pays.

La petite ville de Lalinde (le *Diolindum* des anciens itinéraires) fut rebâtie au XIII.e siècle, par les Anglais. Il y reste peu de constructions de cette époque; mais le plan ne nous laisse aucun doute à cet égard. C'est un parallélogramme rectangle, comme Montpazier, et Villefranche-de-Belvès, dont encore beaucoup de maisons appartiennent à ces temps reculés.

(2) L'*E* n'y est pas. On se proposait de le dessiner proprement, suivant l'usage. Sa place est marquée par la retraite des deux premières lignes.

rint salutem. Cartam quam olim, antequam regni suscepissemus gubernacula, sub sigillo quo utebamus, habitatoribus castri de La Lynde, petragoricensis diocesis, fec[illegible] inspeximus in hec verba : Edwardus, illustris regis Anglie primogenitus, universis presentes litteras inspecturis salutem in domino. Noveritis quod nos habitatoribus castri de La Lynde, diocesis petragoricensis, concedimus libertates et consuetudines infra scriptas, videlicet : Quod per nos vel successores nostros non fiat in dicto castro tallia vel albergata, nec recipiemus ibi mutuum fogagium nec commune (1), nisi gratis nobis mutuare voluerint habitantes. Item quod habitantes dicti castri, et in posterum habitaturi, possint vendere, dare, alienare omnia bona sua mobilia et immobilia, cui voluerint, excepto quod immobilia non possunt alienare ecclesie, religiosis personis, militibus, nisi salvo jure dominorum quorum res in feodum tenebuntur. Item quod habitantes dicti castri possint filias suas libere et ubi voluerint maritare et filios suos ad clericatos ordines facere promoveri. Item quod nos vel ballivus noster non capiemus aliquem habitantem dicti castri, vel vim inferemus, vel saysiemus (2) bona sua ; dum tamen velit et fidejubeat stare juri, nisi pro multro (3) vel morte hominis, vel plaga mortifera, vel alio crimine quo corpus suum vel bona sua nobis debeant esse incursa. Item quod ad questionem seu clamorem alteris non mandabit vel citabit senescallus noster, vel ballivi sui, nisi pro facto nostro proprio vel querela, aliquem habitantem in dicto castro, extra honorem dicti castri, super hiis que facta fuerint in dicto castro et in pertinentiis dicti castri et honore,

(1) *Albergata*, ou *albergada*, le droit d'hébergement ou de logement converti en argent. — *Fogagium*, fouage, impôt sur les feux ; c'est-à-dire sur chaque foyer, *de focus*.

(2) *Saysiemus*, de *saysire*, saisir, appréhender au corps.

(3) *Multrum*, *mulctrum*, meurtre.

vel super possessionibus dicti castri et honore ejusdem. Item si quis in eodem castro moreatur sine testamento, nec habeat heros nec comperteant (1) alii heredes qui sibi debeat succedere, ballivus noster et consules dicti castri, bona defuncti, tamen descripta, commendabunt duobus probis hominibus dicti castri ad custodiendum, videlicet per unum annum et diem. Et si infra eundem terminum, appareat heres qui debeat succedere, omnia bona predicta debent integraliter sibi reddi; alioquin, bona sua sibi (2) tradentur, et etiam immobilia que a nobis in feodum tenebuntur, ad faciendam omnimodam voluntatem; et alia immobilia que ab aliis dominis in feodum tenebuntur, ipsis dominis tradentur, ad faciendam voluntatem suam, solutis tamen debitis dicti defuncti, si clara sint debita non expectato fine anni. Item testamenta facta ab habitatoribus dicti castri in presentia (3) testium fidedignorum, valeant licet non sint facta secundum solempnitatem legum; sui tamen liberi sua legitima (4) portione non fraudentur, convocato ad hoc capellano loci vel alia ecclesiastica persona, si commode possint vocari. Item quod nullus habitans in eodem castro de quocumque crimine appellatus vel acusatus (5) sit, nisi velit, teneatur se purgare vel defendere duello, nec cogatur ad duellum faciendum; et si refutaverit, non habeatur propter hoc pro convicto, set (sic) appellans, si velit, probet crimen quod (6) obicit per testes vel per alias probationes, juxta formam juris. Item quod habitantes in dicto castro

(1) Dans la charte primitive, on lit : *compear*..... Le reste manque.

(2) Lisez, comme dans la charte primitive : *nobis*.

(3) Ou *presencia*. Presque partout où le *t* a le son du *c* on ne peut distinguer entre elles ces deux lettres.

(4) Dans la charte primitive : *Legittima*.

(5) Dans la charte primitive : *Accusatus*.

(6) *Obicit*, lisez : *objicit*.

possunt emere, et recipere ad censum, vel in dono a quacumque persona volente vendere vel infeodare, aut res suas immobiles dare, excepto feudo francali militari, quod emere vel recipere non possint, nisi de nostra vel successorum nostrorum processerit voluntate. Item de quolibet solo de quatuor canis vel ulnatis (1) late in amplitudine et decem in longitudine habebimus quatuor den. obliarum (2), tantum et secundum majus et minus, in festo sancte Lucie, et totidem de acaptatione in mutatione domini, et si vendatur, habebimus ab emptore vendas, scilicet duodecimam partem pretii quo vendetur, et nisi oblie solute nobis fuerint predicto termino, quinque solidi nobis solventur pro gagio, et oblie supradicte. Item si arsure vel alia maleficia oculta facta fuerint in dicto castro vel honore, vel in pertinentiis dicti castri, fiet per nos aut locum nostrum tenentem emenda super hiis, prout consulibus dicti castri videbitur expedire; et dicta emenda levabitur et extorquetur ab habitatoribus dicti castri honoris et pertinentiis ejusdem, ad arbitrium et regardum bonum consulum predictorum. Item senescallus et ballivus noster et dicti castri tenentur jurare in principio senescallie et ballive, coram probis hominibus dicti castri, quod in officio suo fideliter se habebunt et jus cuilibet reddent, pro possibilitate sua, et aprobatas consuetidines dicti castri et statuta rationabilia observabunt. Item consules dicti castri mutentur quolibet anno in festo purificationis beate Marie. Et nos vel ballivus noster cum consulibus predictis debemus ponere et eligere, ipsa die, consules catholicos sex de habi-

(1) *...na* ou *ulnata*, mesure agraire qui paraît être ce que nous appelons la *brasse*.

(2) *Oblia* pour *oblata*, offrande qu'il était d'usage de faire au seigneur. C'était primitivement des espèces d'oublies, qui plus tard furent converties en argent.—*Acaptatio*, l'acapte, qui se payait à mouvance de seigneur. —*Vendæ*, ce qu'il fallait payer pour droit de vente.

tantibus in dicto castro, quos magis bona fide et proficuo (1) dicti castri viderimus et cognoverimus expedire. Qui consules [illegible] nos et jura nostra ballivo nostro et populo dicti castri bene et fideliter servare, et quod populum dicti castri fideliter gubernent et tenebunt pro posse suo (2) fideliter consolatum, et quod non recipient ab aliqua persona aliquod servitium (3) propter officium consolatus. Quibus consulibus communitas dicti castri jurabit sibi dare consilium et adjutorium et obedire, salvo tamen in omnibus jure nostro, dominio et honore; et dicti consules habeant potestatem reparandi carrerias (4), vias publicas, fontes et pontes, et faciendi statuta rationabilia, et potestatem faciendi et constituendi procuratorem syndicum, seu actorem pro tota universitate dicti castri, et omnia generaliter et singula speciaLiter faciendi que tota universitas seu communitas dicti castri facere potest et debet, et etiam colligendi a populo missiones (5) et expensas, et ab habitatoribus dicti castri, honoris et districtus, que propter predicta fient, vel que fient propter alia communia negotia necessaria et redundantia in communem utilitatem dicti castri. Et qui sordities (6) in quarreriis (sic) ingresserint, a ballivo (7) nostro et a dictis consulibus puniatur secundum quod eis visum fuerit expedire. Et quicumque in dicto castro vel in pertinentiis ejusdem habuerit possessiones, vel redditus ratione illarum rerum, ipse et

(1) Profit, avantage.

(2) *Posse*, infinitif pris substantivement. *Pro posse suo;* c'est-à-dire comme ci-dessus : *pro possibilitate sua*, autant qu'il leur sera possible.

(3) Dans la charte primitive, il semble qu'on doit lire *servicium*.

(4) *Carreria*, rue, voie; d'où notre mot *charrière*.

(5) *Missiones*, *missio*, *misio*, ou *misia*, impôt, particulièrement capitation ou imposition personnelle.

(6) *Sordities* pour *sordes*, ordures.

(7) Charte primitive : *ab ballivo*.

sui successores in expensis et missionibus et expensis et collectis que fient a consulibus propter utilitatem dicti castri ut dictum est, faciat et donet prout habitatores [illegible] castri et nisi hoc facere velit (1) ballivus noster impignoret [illegible] instantiam consulum predictorum. Item quilibet de habitantibus dicti castri debet nos vel senescallum nostrum sequi in exercitu quolibet anno contra inimicos nostros, et facere et dare nobis auxilium et adjutorium per XV dies tantum ad suas proprias expensas quas commode poterit habere. Res commestibilis de foris aportata ad vendendum, vel dum aportatur (sic) de infra dimidiam leucam (2) ad vendemdum, non vendatur nisi prius ad plateam (3) dicti castri fuerit aportata; et si quis contrafecerit emptor vel venditor quilibet, in duobus solidis et dimidio pro justitia puniatur, nisi esset extraneus qui dictam consuetudinem probabiliter ignoraret. Item quicumque alium percusserit vel traxerit cum pugno, palma vel pede, irato animo, sanguine non interveniente, si clamor factus sit, in quinque solidis pro justitia puniatur, et faciat emendam injuriam passo, secundum rationem. Si tamen sanguinis effusio intervenerit, in XX solidis pro justitia puniatur percutiens (4) et emendam faciat injuriam passo. Et si cum gladio vel fusta, petra vel tegula, sanguine non interveniente, si clamor factus fuerit, percutiens in XX solidis pro justitia puniatur; et si sanguis interveniat et fiat clamor, percutiens in sexaginta solidis pro justitia puniatur, et emendam faciat injuriam passo. Item si quis alium interfecerit et culpabilis de morte reperiatur, ita [illegible]od homicida reputetur, per judicium curie nostre punia-

(1) Dans la charte primitive, *vellent*, *ballivus noster impignoret eos.*

(2) *Leuca*, lieue. C'est un mot gaulois.

(3) *Platea*, place.

(4) Dans la charte primitive, il semble y avoir partout *percuciens* et *justicia*. Il est impossible de distinguer le *c* du *t*.

tur, et bona ipsius nobis sint incursa (1), solutis tamen primo debitis suis. Item si quis alicui convicia vel opprobria vel verba co[illegible]eliosa, irato animo, alteri dixerit, et inde fiat [illegible] a ballivo nostro in duos solidos et dimidium pro justitia puniatur et faciat emendam injuriam passo. Item quicumque bannum nostrum vel ballivi nostri fregerit, vel pignus ab eo factum ob rem judicatam sibi abstulerit, in XXX solidis pro justitia puniatur. Item adulter et adultera, si deprehensi fuerint in adulterio, et inde factus fuerit clamor, vel per homines fidedignos super hoc convicti fuerint, vel injure confessi (2), quilibet, in centum solidis pro justitia puniatur, vel nudi currant villam, et sit adoptio (3) eorumdem. Item qui gladium emolutum contra alium, irato animo, traxherit (4) in decem solidis pro justitia puniatur, et emendet injuriam passo. Item quicumque aliquid valens duos solidos vel infra, de die vel nocte, furatus fuerit, currat villam (5) cum furto ad collum suspenso et in quinque solidis pro justitia puniatur et restituat furtum cui furatus fuerit, excepto furto fructuum, de quo fiat ut inferius continetur. Et qui rem valentem ultra quinque solidos furatus fuerit, prima vice signetur et in sexaginta solidis pro justitia puniatur. Et si signatus sit, per judicium curie nostre modo debito puniatur; et si pro furto quis suspendatur, decem libre, si bona sua valeant, solutis debitis suis, primo nobis pro justitia persolvantur, et residuum sit heredum suspensi. Item si quis intraverit de die ortos (sic), vinea (sic) vel prata alterius, et inde capiat (6) fructus, fenum, faleam (7) vel lignum,

(1) Confisqués.

(2) *Injure confessi*, lisez : *in jure confessi*.

(3) *Adoptio*, je crois qu'il faut lire : *ad optionem*.

(4) *Traxherit*, lisez : *traxerit*, comme dans la charte primitive.

(5) Dans la charte primitive, on lit *Willam*.

(6) Dans la charte primitive, on lit : *capeat*.

(7) Lisez *paleam*, paille.

valens duodecim denarios vel infra, sine voluntate illius cujus fuerit, postquam quolibet anno defensum fuerit et preconizatum, in duobus solidis persolvendis et [illegible] consulibus, ad opus dicti castri, pro justitia puniatur; et [illegible] consules ex hoc habuerint, debent illud ponere in commune proficuum dicti castri, ut pote in reparatione (1) carreriarum, fontium, pontium et consimilium; et si ultra duodecim denarios valeat res quam (2) inde ceperit, in decem solid. nobis pro justitia puniatur. Et si de nocte quis intraverit, et fructus, fenum, paleam vel lignum ceperit, in trigenta solid. nobis pro justitia puniatur, et emendet dampnum injuriam passo. Et si bos vel vacca vel bestia grossa ortos vel vineas vel prata alicujus (3) intraverit, solvet dominus bestie tres denarios consulibus dicti castri; et pro porco et sue, si intraverint, tres denarios; et pro ovibus (4) vel capris vel yrcis (5), si entrent (sic), solvet dominus cujus erant unum denarium consulibus dicti castri, qui ex hoc facient ut predictum est, dampno ei cujus est ortus, vinea vel pratum nichilominus resartito (6). Item quicumque falsum pondus, vel falsam mensuram vel falsam alnam tenuerit, dum tamen super hoc legitime (7) convictus fuerit, in sexaginta solid. nobis pro justitia puniatur. Item pro clamore debiti vel pacti vel cujuslibet alterius contractus, si statim id in presentia prima die ballivi nostri confiteatur a debitore, sine lite mota et sine induciis, nichil nobis pro justitia persolvetur; set (sic) infra novem dies ballivus debet

(1) Dans la charte primitive, on lit : *reparationes.*

(2) Dans la charte primitive, *res quam* est répété.

(3) Dans la charte primitive, on lit : *alterius.*

(4) Dans la charte primitive, on lit : *duabus* pour *ovibus.*

(5) *Yrcis* pour *hircis.*

(6) *Resartito* pour *resarto.*

(7) Dans la charte primitive, on lit : *legittime*; et plus bas : *legittimis*, etc.

facere solvi et reddi et compleri creditori quod confessum fuerit coram eo. Alioquin debitor extunc in duobus solidis et dimidio p[illegible]ro justitia puniatur. Item pro omni simplici [illegible]e quo lis moveatur et inducie petentur, post prolationem sententie nobis quinque solidi pro justitia per solventur. Item deficiens ad diem sibi assignatam per ballivum, in duobus solidis et dimid. (1) nobis pro justitia puniatur; parti adverse in expensis legitimis nichilominus condempnetur. Item ballivus noster non debet recipere justitiam seu gagium usque quo solvi fecerit rem judicatam parti que obtinuit. Item de questione rerum immobilium, post prolationem sententie nobis quinque solidi pro justitia persolvantur. Item de quolibet clamore facto de quo lis moveatur, si actor defecerit in probando, in quinque solidis actor pro justitia puniatur, parti adverse in expensis legitimis condempnandus. Item mercatum dicti castri debet in die Martis fieri; et si bos vel vacca, porcus vel sus unius anni et supra vendatur ab extraneo in die fori, dabit venditor unum denarium nobis pro leuda (2); et de asino et de asina, equo vel equa, mulo vel mula unius anni et supra, dabit venditor extraneus duos denarios nobis pro leuda; si infra, nichil. De ove, ariete, capra vel irco (sic) unum obolum. De summata bladi (3) unum denarium; de sextario unum denarium; de mina unum obolum, pro leuda et mensuragio (4); de quarterio (5) nichil dabit. De onere (6) hominis vitrorum (7), unum

(1) Dans la charte primitive: *in duobus solidis et dimidium.*

(2) *Leuda*, leyde, octroi.

(3) *Summata*, charge de bête de somme, et particulièrement de l'â[illegible] et du mulet.

(4) Dans la charte primitive, on lit: *meysuragio.*

(5) Dans la charte primitive, on lit: *quartero.*

(6) Dans la charte primitive, on lit: *honere.*

(7) *Vitrum*, un verre ou gobelet.

denarium aut unum vitrum valens denarium. De summata coriorum grossorum duos denarios. De onere hominis, aut de uno corio (1) grosso, unum denarium. De summata ferri, pannorum laneorum, duos denarios. De sotularibus, calderiis, anderiis, patellis, assatis, payroliis, cultellis, falxibus, sarpis, piscibus salsatis, et rebus consimilibus, dabit extraneus, in die fori, pro leuda et pro intragio, duos denarios. De summata et de onere hominis rerum predictarum, unum denarium. De summata urnarum vel canarum, unum denarium; de onere hominis, unum obolum. Item nundine sint in dicto castro terminis assignatis; et quilibet mercator extraneus habens trossellum vel plures trossos in dictis nundinis, dabit nobis, pro introitu et exitu et taulagio et pro leuda, quatuor denarios; et pro onere hominis, quicquid portet, unum denarium. Et de rebus emptis ad usum domus alicujus, nichil dabitur ab emptore pro leuda. Item quicumque voluerit, poterit (3) habere et facere furnum in dicto castro et in barrio ejusdem castri (4); et de quolibet furno in quo quis panem dequoquet (sic) ad vendendum, vel panem vicini sui, nobis, quolibet anno in festo sancte Lucie, solventur quinque solidi obliarum, et totidem de acaptamento, domino mutante. Item instrumenta per notarium dicti castri

(1) Dans la charte primitive, on lit : *coreo*.

(2) *Solutares*, des souliers. — *Calderium*, chaudron. — *Anderium*, gril, trépied; en vieux patois périgourdin, on appelle encore un trépied, *un ander*. — *Patella*, plat à cuire les viandes et à les mettre sur la table. — *Assata* paraît signifier une assiette. — *Peyrol* ou *peyrolium*, bassine, pot. — *Sarpa*, une serpe ou serpette. — *Urna*, vase de terre à mettre du vin, cruche. *Cana* est à peu près la même chose.

(3) Avant l'établissement des franchises, les habitants d'un lieu étaient tenus de cuire leur pain dans le four banal du seigneur, et de payer une modique redevance.

(4) *Barrium* signifie l'entrée d'une ville, la fermeture; de là chaque faubourg s'est appelé *Barrium*, le Barri ou les Barris.

confecta illam vim obtineant quam publica obtinent instrumenta. Item volumus et concedimus quod castrum de Cla[illegible] (1) c[illegible] pertinentiis suis, et castrum de Longar (2) cum pertinentiis suis, et castrum de Clamon (3) cum pertinentiis suis, castrum Sancti-Avyti-Senioris (4) cum pertinentiis suis et castrnm de Badafol cum pertinentiis suis, et omnia jura et rationes et dominium que habemus et habere debemus in predictis locis, et infra duas leucas rotunditate dicti castri de *La Lynde*, sint de honore et districtu et foro et pertinentiis dicti castri de *La Lynde*, salva et retenta nobis addendi, diminuendi nostra omnimoda voluntate. Item si quis habens familiam, de habitatoribus dicti castri et pertinentiis suis, vel paterfamilias, possit transsire (5) et redire in nostro portu dicti castri de *La Lynde*, super Dordoniam (6) libere et quiete, ita tamen quod quolibet anno, in nativitate Domini, solvat et reddat nobis sex denarios tamen de pontagio (7) pro se et familia sua et necessaria sua sine plure. Has autem libertates et hec omnia predicta et singula quantum de jure possumus approbantes in perpetuum; et in eorum testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum

(1) *Clares* est sans doute Clérans. Il y a la commune de Cause-de-Clérans. Le château de *Clares*, Clérans, était probablement dans cette commune.

(2) *Longar*. Il y a une commune de *Sainte-Foy-de-Longas*, mais qui se trouve à plus de deux lieues de Lalinde. Le château pouvait être dans cette commune, ou à proximité.

(3) *Clamon* m'est inconnu. Il paraît que ce nom ne se trouve point sur les cartes.

(4) *Sanctus-Avytus-Senior*, Saint-Avit-Sénieur est le nom d'une commune à deux lieues de Lalinde. — *Badafol*, Badefol conserve encore des restes de son vieux château.

(5) Lisez *transire*, comme dans la charte primitive.

(6) Dans la charte primitive, on lit : *Dardoniam*.

(7) *Pontagium*, droit de passage.

Lond. vicesimo-sexto die junii, anno regni domini regis Henrici, patris nostri, quinquagesimo-primo(1). *Nos volentes quod omnia* predicta et singula rata habent[illegible]ata[illegible], ad *instantiam* habitantium predictorum, innovamus, [illegible] dimus et confirmamus. *In earum* rerum testimonium, has litteras nostras fieri fecimus patentes. Datum apud Agennum vicesimo-septimo die novembris, per manum.....
..... ssen. .....
Anno regni nostri quintodecimo (2)——————..... de

Sur le pli auquel est appendu le sceau, on lit en caractères de la fin du XIII.e siècle :

»*Johannes de La Lynde tunc sen. vascon.* ——— *Incepit* »*istam bastidam.* C'est-à-dire, *Johannes de La Lynde, tunc se-* »*nescallus vasconie incepit istam bastidam.* L's de l'abréviation »*sen.* paraît au premier examen être un *g;* mais c'est en »effet une *S* majuscule cursive, dont le trait le plus appa- »rent n'est que l'ornement. »

Parmi différentes indications qui se trouvent au verso, il en est une en caractères du XVI.e siècle, qui est ainsi conçue :

»Ce sont les deux privilaiges, en deux parchemins es- »criptz, octroyes par les feuz roys Albardus et Odouard..... »aulx consulz de La Linde, l'an mil C. »

ba...

(1) Le règne de Henri III a commencé en 1215; mais ce prince ne le comptait que du jour de son couronnement; c'est-à-dire du 28 octobre 1216; ce qui fait que le titre primitif est du 26 juin 1267.

(2) Edouard monta sur le trône le 20 novembre 1272; il ne fut couronné que le 19 août 1274. Mais comme il ne paraît point qu'il ait compté comme son père, la seconde charte est évidemment du 27 novembre 1286.

Le parchemin de la première charte a 2 pieds 2 pouces 6 lignes de haut et 1 pied 2 pouces 6 lignes de large ; il est déchiré en plusieurs endroits. Il contient 62 lignes d'écriture, [illegible] une espèce d'accents.

Il ne reste qu'un fragment du sceau. Il est sur cire verte et offre deux léopards passants ; il ne paraît pas y en avoir eu davantage. Au-dessus est comme en chef un objet, une sorte de *lambel* , qui a la même longueur que les léopards. Cette figure, diversement façonnée, se trouve sur des monnaies d'Éléonore, de Henri II, de Richard I.er, etc. Elle paraît faire partie essentielle des armes du duché d'Aquitaine. Le contre-sceau représente le prince à cheval.

Le parchemin de la seconde charte a 1 pied 4 pouces 4 lignes de haut et 1 pied 7 pouces 6 lignes de large ; il contient 49 lignes d'écriture avec des accents aigus sur les *i* ; il est rongé des vers en plusieurs endroits.

Grand sceau sur cire verte représentant le roi sur un trône richement travaillé. Contre-sceau : le roi à cheval.

Confirmation des mêmes franchises par François I.er, *roi de France.* — 1517.

Franciscus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis presentibus et futuris : Quod nos supplicationi bene delectorum nostrorum consulum universitatis et habitantium de Lindia, petragoricensis dioucesis (sic), benigne annuentes, omnia et singula privilegia, franchizias, libertates et immunitates eisdem suplicantibus (sic) par predecessores nostros Francorum reges et Acquitanie duces data, conce[illegible] et confirmata, rata et grata, ratasque et gratas habentes, ea et eas laudavimus, ratifficavimus, aprobavimus et confirmavimus ; tenoremque presentium, de nostris gratia speciali, auctoritateque regia laudamus, ratifficamus et aprobamus et confirmamus, ut a modo ipsi supplicantes et eorum successores posterii et sequaces ex ipsis privilegiis, libertatibus et franchisiis et eorum vel earum quibuslibet uti et guau-

dere possint; et valeant eatenus quathenus ipsi et eorum predecessores recte, rite, juste et debite usi et guavisi sunt temporibus retractis, guandentque et utuntur de presenti. Mandamus serie presentium senescallo petragor[illegible] cet[illegible] riisque justitiariis (1) nostris aut eorum locatenentibus [illegible] sentibus et futuris et eorum cuilibet prout ad eum pertinuerit quathenus de nostris presenti gratia, ratiffication[illegible], aprobatione et confirmatione dictos suplicantes et eorum successores posteros et sequaces et eorum quemlibet uti et guaudere faciant et permitant paciffice et quiete; absque ipsos et eorum aliquos nunc aut in futurum molestando, inquietando seu permitendo molestari, perturbari aut impediri quoquo modo. Quinimo impedimenta, si que sint aut fuerint in contrarium sibi facta, tollant et amoveant, seu tolli et amoveri faciant, et ad statum pristinum reduci indilate. Quot ut firmum et stabile perpetuo perseveret nostrum presentibus litteris duximus apponi sigillum; nostro tatamen (2) in ceteris et in omnibus quolibet alieno juribus semper salvis. Datum Ambasie in mense martii anno domini millesimo quingentesimo decimo-septimo, et regni nostro quarto.

Collation a este faicte au vray original, a la requeste du procureur et scindic des consulz, manans et habitans de La Lynde et juridiction d'icelle, en presence de maistre Jehan de Luziere, procureur du roy en la seneschaucee de Guienne, pour s'en aider par ledict scindic en repponse qu'il a faicte a l'execution des lettres contenant nostre commission, par lesquelles nous est mande deputer commis pour lever le quart du sel. Fait a Bourdeaulx, soubz noz seings, le quart jour de mars mil cinq cens trente-cinq.

F. de BELCIER. F. de L.....CHE.

(1) *Cetreriis* pour *ceteris*. — On doit s'apercevoir qu'il y a dans ce titre beaucoup de fautes d'orthographe, telles que : *suplicantibus*, *ratiffi-care*, *quathenus*, etc., etc.

(2) *Tatamen*, lisez : *tamen*.

[illegible] sceau, sur cire verte, représente les armes de France. Le contre-sceau est effacé.

Il y a aussi dans les archives de La Linde une confirmation des mêmes franchises, faite par le roi Louis XIII au mois de juillet 1611. On y fait mention de celles qui avaient été accordées par Charles VIII, François I.er et Henri II. Sur le repli est écrit : *Par le roy, la royne regente, sa mere, presente.* PHELYPEAUX.

Grand sceau sur cire verte, et contre-sceau.

Gaston de Gontaud, seigneur de Biron.

Des Mémoires portent qu'il établit des lois et des Coutumes sur des Vassaux, se préparant à aller en Syrie, l'an 1148.

Anselme.

Généalog. des grands officiers de la Couronne. T. 7. P. 297.